



## SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2014

\*\*\*\*\*

### Compte rendu

L'an deux mille quatorze et le vingt-sept novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

#### Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, Mme M. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES, Monsieur L. SERIEYS suppléant de Mme E. LLORET, Madame C. VASSAS-MEJRI suppléant de M. G. PASTOR, Mme F. GABORIT suppléant de M. E. PENSO.

#### Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme P. DANAN à Mme A. BRISSAUD, Mme V. DEMON à M. A. LARUE, M. T. DEWINTRE à Mme C. DARDE, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. M. FRAYSSE à M. J. MARTINIER, Mme I. GIANIEL à M. Philippe SAUREL, Mme R. ILLAIRE à M. T. BREYSSE, M. J. VERA à Mme M. FOURCADE.

#### Excusé(es):

M. J. DOMERGUE, M. J.-L. SAVY

#### Absent(es):

M. G. LANNELONGUE, Mme M.-P. PASDELOU

### AFFAIRE N°1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

Monsieur le Président présente l'ordre du jour qui comporte 56 affaires.

L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

### AFFAIRE N°2 : APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU JEUDI 30 OCTOBRE 2014

50 place Zeus CS 39556 – 34961 Montpellier Cedex 2

Tél : 04 67 13 60 00 – Fax : 04 67 13 61 01

[www.montpellier-agglo.com](http://www.montpellier-agglo.com)

Monsieur Président soumet à l'approbation des Elus le projet du procès-verbal du vendredi 24 octobre 2014.  
Le procès-verbal de la séance du vendredi 24 octobre 2014 est adopté à l'unanimité.

### **AFFAIRE N°3 : APPLICATION DE L'ARTICLE L.5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

**N°D2014-516 - 15/10/14** - Direction des Transports et de la Voirie

**Décision relative à la déclaration sans suite de la consultation relative au marché « Organisme Qualifié Agréé dans les domaines « Insertion urbaine », « Systèmes » et « Infrastructures » - pour l'extension de la ligne 1 du tramway vers la nouvelle gare TGV « Montpellier Sud de France »**

**Objet :** La mise en oeuvre de l'extension de la ligne 1 de tramway jusqu'à la gare Montpellier Sud de France ne se justifie plus à l'échéance de 2017, la desserte de la Gare en 2017 devant être adaptée aux seuls besoins de cette Gare, dans l'attente de la montée en puissance de sa fréquentation à partir de 2020. Il convient donc de déclarer sans suite la procédure de consultation en cours pour le marché Organisme Qualifié Agréé dans les domaines « Insertion urbaine », « Systèmes » et « Infrastructures » pour l'extension de la ligne 1 du tramway.

**N°D2014-561 - 15/10/14** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative au marché n°3740DE14 d'organisation du salon Montpellier in Game 2014**

**Objet :** Le Montpellier In Game est un salon du secteur du jeu vidéo et de la création numérique, organisé par la Communauté d'Agglomération de Montpellier depuis 2010. En 2014, il est dédié aux professionnels, aux chercheurs et aux étudiants du secteur. Le marché N°3740DE14 porte sur l'assistance à l'organisation du salon Montpellier In Game 2014, pour laquelle la Direction du Développement Economique et de l'Emploi est maître d'ouvrage, à savoir le conseil en amont, la préparation, la mobilisation de participants, l'organisation des événements composant le Montpellier In Game. Ce marché de fournitures courantes et de services est passé avec l'association Idate agissant en tant que mandataire solidaire d'un groupement conjoint avec la société Is This Art. Le montant du marché est de 48 275 € HT et sa durée est de 3 mois.

**N°D2014-564 - 15/10/14** - Direction des Transports et de la Voirie

**Décision relative à l'attribution du marché n°8.843 portant sur l'Assurance Responsabilité Civile pour le bouclage de la ligne 4 de tramway**

**Objet :** La décision a pour objet l'attribution du marché 8.843, portant sur l'assurance Responsabilité Civile à souscrire dans le cadre du bouclage de la 4ème ligne de tramway, à l'entreprise MMA de Sète (34), pour une durée prévisionnelle d'exécution de 24 mois. Le montant du marché est de 44 145 € taxes d'assurance comprises.

**N°D2014-595 - 20/10/14** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec la société SAFENERGY pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI**

**Objet :** Une convention d'occupation du domaine public est conclue avec la société SAFENERGY pour l'occupation des locaux répertoriés bureaux 2.28 et 2.44 d'une surface de 37,60 m² située au deuxième étage du bâtiment MIBI. L'occupation est consentie pour une durée de 3 ans à compter de la signature de la convention jusqu'au 30 septembre 2017. La convention est renouvelable de manière expresse par période de 3 ans. La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société pour la surface totale de 37,60 m² qu'elle occupe dans le MIBI s'élève à 505,34 euros conformément au tarif applicable approuvé par la délibération n°12044 du Conseil de Communauté en date du 19 décembre 2013.

**N°D2014-617 - 27/10/14** - Direction de la Culture

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire - Compagnie Jana Loka - Théâtre du Hangar**

**Objet :** La Communauté d'Agglomération met gratuitement le Théâtre du Hangar à disposition de la Compagnie Jana Loka fin octobre 2014 inclus pour y organiser des répétitions.

**N°D2014-624 - 06/11/14** - Direction de la Culture

**Décision relative à l'achat d'une prestation d'animation théâtrale auprès des publics 11-17 ans pour les vacances d'automne 2014**

**Objet :** Dans le cadre de la continuité du dispositif d'expérimentation des pratiques artistiques et culturelles des publics 11-17 ans, la Communauté d'Agglomération de Montpellier achète la prestation d'animation théâtrale de la Compagnie Minibus en octobre 2014. Le montant de la prestation s'élève à 1500 € T.T.C. Association non assujettie à la TVA.

**N°D2014-625 - 06/11/14** - Direction de la Culture

**Décision relative à l'achat d'une prestation d'animation cirque auprès des publics 11-17 ans**

**Objet :** Dans le cadre de la continuité du dispositif d'expérimentation des pratiques artistiques et culturelles des publics 11-17 ans, la Communauté d'Agglomération de Montpellier achète une prestation d'animation cirque de l'école de cirque Balthazar dans le cadre de l'Agglo en fête. Le montant de la prestation s'élève à 2 400 € T.T.C. L'association n'est pas assujettie à la TVA.

**N°D2014-628 - 20/10/14** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société imaGeau au sein de la**

## **pépinière d'entreprises Cap Alpha**

**Objet :** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public en date du 1<sup>er</sup> octobre 2011 est conclu avec la société imaGeau pour une période de douze mois jusqu'au 30 septembre 2015. La redevance mensuelle à payer par la société imaGeau pour la surface de 135,41 m<sup>2</sup> qu'elle occupe au sein de la pépinière est fixée à 883,65 € H.T. et hors charges.

**N°D2014-633 - 20/10/14** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

### **Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée section A n° 778 - Commune de Sussargues**

**Objet :** Cette décision a pour objet l'acquisition de la parcelle cadastrée section A n° 778 - Commune de Sussargues pour permettre la réalisation de l'opération dénommée "Mise en œuvre du Schéma Directeur d'Assainissement de l'Agglomération de Montpellier - Raccordement des effluents de Sussargues et Saint Génies des Mourgues sur la future station d'épuration intercommunale de Saint Génies des Mourgues". Acquisition moyennant le prix de 500 €.

**N°D2014-635 - 20/10/14** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

### **Décision relative à l'acquisition du Domaine de la Condamine - Parcelles section RI n° 1 - 3 - 4 - 5 - 6 - 7 - 12 et section RV n° 14p - Commune de Montpellier**

**Objet :** Cette décision concerne l'acquisition par substitution à la SAFER LR, du domaine de la Condamine à Montpellier dans l'objectif de réaliser des réserves foncières. Acquisition au prix global de 840 700 € comprenant le principal, les prestations de la SAFER LR et l'indemnité d'éviction du locataire en titre.

**N°D2014-636 - 15/10/14** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

### **Décision relative au règlement de l'indemnité d'éviction du locataire suite à l'acquisition des terrains cadastrés section SV n° 3 - 44 et 46 - Secteur Méjanelle-Pont Trinquat - Quartier Gare TGV - Commune de Montpellier**

**Objet :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier a acquis les parcelles sises commune de Montpellier et cadastrées section SV n° 2-3-44 et 46, pour une contenance totale de 39 063 m<sup>2</sup>, dont trois d'entre elles, les parcelles section SV n° 3-44 et 46, pour une contenance totale de 38 415 m<sup>2</sup> qui étaient exploitées par le GAEC La Rosée, représenté par Monsieur Alphone TEJEDOR, dans le cadre d'un Bail à ferme. Un protocole d'indemnisation en date du 8 septembre 2014 a été signé par Monsieur Alphonse TEJEDOR, locataire, qui s'engage à signer l'acte de résiliation du bail dont il est titulaire pour un montant d'indemnité d'éviction forfaitaire et définitive de 81 950 euros toutes indemnités comprises.

**N°D2014-641 - 20/10/14** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

### **Décision relative à l'agrément de candidature de la société MONTPELLIER SUDD dans la ZAC Garosud extension à Montpellier**

**Objet :** La candidature de la société MONTPELLIER SUDD est agréée en vue de l'acquisition du lot 4 dans la ZAC Garosud extension. Son activité est la location de box de stockage. Elle est candidate à l'acquisition du lot 4 de 6 805 m<sup>2</sup>. L'utilisateur final sera la société ANNEXX pour de la location de surfaces sécurisées, domiciliation de bureaux et prestations de services annexes. L'entreprise projette un effectif de 4 emplois sur site dans 3 ans.

**N°D2014-646 - 04/11/14** - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

### **Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°3321DS13 de "Mission d'assistance à la maîtrise d'ouvrage dans le cadre de la mise aux normes accessibilité des équipements sportifs"**

**Objet :** Cette décision concerne l'avenant n°1 au marché n°3321DC13 de "Mission d'assistance à la maîtrise d'ouvrage dans le cadre de la mise aux normes accessibilité des équipements sportifs". Cet avenant concerne, dans un premier temps, la durée du marché dont l'échéance est portée au 31/12/2016 ; modification sans incidence financière. Dans un second temps, il est décidé de vérifier l'ensemble du volet sécurité de chaque site concerné par le marché et ce, de la phase études jusqu'à la phase réception. Le présent avenant s'élève à 10 904 €H.T. soit 13 084, 80 € T.T.C. soit une augmentation de 13,96 % du montant du marché. Le nouveau montant du marché s'élève à 91 234 € H.T. soit 109 480, 80 € T.T.C.

**N°D2014-647 - 20/10/14** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

### **Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées section AX n° 91 et 92 - Commune de Saint Jean de Védas**

**Objet :** Dans le cadre de la Zone d'Aménagement Différé de Roquefraise à Saint Jean de Védas, la Communauté d'Agglomération de Montpellier acquiert à l'amiable auprès de Monsieur JOSEPH René, les parcelles cadastrées section AX n° 91 et 92, situées lieudit Lous Coutaux à Saint Jean de Védas, d'une superficie totale de 926 m<sup>2</sup>, à usage de terrain nu, au prix de 20 370 €.

**N°D2014-648 - 15/10/14** - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

### **Décision d'ester en justice "SENS INÉDIT, requête n°1404296-4"**

**Objet :** La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°1404296-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier par les Sociétés SENS INÉDIT, SPIDER CORP et TOSCANE PROD contre la décision datée du 23 juillet 2014, notifiée le 28 juillet 2014, résiliant pour motif d'intérêt général le lot n°1 du marché 08.862.012 portant sur le « conseil en communication, définition de la stratégie pour la promotion et l'événementiel dans le cadre du projet tramway ligne n°5 », signée par la TAM ès qualité mandataire du maître d'ouvrage, la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**N°D2014-649 - 15/10/14** - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

**Décision d'estimer en justice "SENS INÉDIT - Requête n°1404294-4"**

**Objet :** La défense de la Communauté d'Agglomération est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°1404294-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier par la société Sens Inédit le 15 septembre 2014 contre la décision datée du 18 avril 2014 résiliant pour motif d'intérêt général le lot n°1 « communication de l'institution » signé par la Communauté d'Agglomération de Montpellier le 15 mars 2012.

**N°D2014-651 - 23/10/14** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à l'acquisition auprès de RFF de diverses parcelles constituant une portion de l'ancienne ligne ferroviaire Montpellier / Paulhan sur les communes de Saint Jean de Védas et Montpellier**

**Objet :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier acquiert auprès de RFF des terrains situés sur les communes de Montpellier et Saint Jean de Védas. La vente est consentie moyennant la somme de 590 910 € toutes indemnités confondues. Ces terrains sont soit occupés par la 2ème ligne de Tramway (inclus dans une convention entre RFF et la Communauté d'Agglomération de Montpellier qui arrive à échéance le 31/12/2014), soit des terrains attenants à l'emprise ferroviaire.

**N°D2014-656 - 20/10/14** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Convention portant constitution d'une servitude de tréfonds pour une ligne souterraine haute tension - ZAC Nouveau Saint Roch - Parcelle section EV n°469 - Commune de Montpellier**

**Objet :** Convention relative à la constitution d'une servitude de passage en tréfonds, sur la parcelle cadastrée section EV n°469 – commune de Montpellier, d'une ligne souterraine haute tension nécessaire au raccordement en électricité de la ZAC Nouveau Saint Roch. La convention est consentie et acceptée moyennant une indemnité unique et forfaitaire de 50 €.

**N°D2014-657 - 20/10/14** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à l'avenant n°1 à la convention d'occupation temporaire pour travaux - commune de Montpellier - Terrain cadastré BD n°75**

**Objet :** L'instruction du dossier "loi sur l'eau" ayant eu une incidence sur la réalisation des travaux de l'intercepteur Est, il est nécessaire de prolonger d'une année les autorisations d'occupation temporaire données par les propriétaires. La durée de la convention d'occupation temporaire pour travaux sur la parcelle de Monsieur Grousset, section BD n°75 - commune de Montpellier est prolongée jusqu'à la fin du mois de septembre 2016. Les autres articles de la convention sont inchangés. Cet avenant ne génère aucune indemnité financière supplémentaire.

**N°D2014-658 - 27/10/14** - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

**Décision relative au marché 3671EA14 de prestations de service pour l'exploitation du service d'eau potable de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur la commune de Grabels**

**Objet :** Un marché d'exploitation du service d'eau potable sur la commune de Grabels est conclu avec la SAS SAUR sise à Saint-Gely du Fesc. Le titulaire du marché devra prendre en charge, l'exploitation du service, la gestion des abonnés, l'entretien et la mise à jour du système information, la mise en place et la gestion de l'astreinte, la mise en place et la gestion des campagnes d'analyses, la mise en place et la gestion de la modélisation, la réalisation de branchements neufs, le renouvellement diffus des branchements. Le marché est conclu pour une période de 14 mois et prendra fin le 31/12/2015. Le montant de la prestation s'élève à 181025,98 euros T.T.C.

**N°D2014-659 - 27/10/14** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société KLOE dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier**

**Objet :** La candidature de la société KLOE est agréée en vue de la location dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire. Son activité est la conception et la fabrication de composants pour circuits optiques intégrés destinés aux réseaux de télécommunications. Elle est candidate au renouvellement de la location des lots B01 - B02A et B02B d'une surface totale de 420.50 m² pour une période de 23 mois. La société projette un effectif de 25 personnes dans 3 ans.

**N°D2014-660 - 20/10/14** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société ETIK 3D pour la location dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier**

**Objet :** La candidature de la société ETIK3D est agréée en vue de la location dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier. Son activité est l'impression numérique – étiquettes en reliefs. Elle est candidate au renouvellement de la location du lot A06 de 108.69 m² pour une période de 24 mois. La société projette un effectif de 3 personnes dans 3 ans.

**N°D2014-661 - 20/10/14** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à un contrat de prêt d'un terrain à usage de stationnement d'un cirque et d'un parking visiteurs au profit du cirque ZAVATTA - Parcelle Section RA n°1p - Commune de Montpellier**

**Objet :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier accepte de prêter au cirque ZAVATTA, pour y installer le cirque et le parking, la partie nord de la parcelle cadastrée section RA n° 1 commune de Montpellier pour la période du 15/11/14 au 31/01/15. Ce prêt de terrain est consenti moyennant une indemnité journalière de 30 €.

**N°D2014-662 - 24/10/14** - Direction de la Culture

**Décision relative à l'achat du spectacle Rue Jean Jaurès - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone**

**Objet :** La Communauté d'Agglomération participe à l'achat du spectacle Rue Jean Jaurès diffusé en octobre 2014 à Villeneuve-lès-Maguelone pour un montant de 3 000 €.

**N°D2014-663 - 23/10/14** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle BY 62 - Commune de Lattes**

**Objet :** L'acquisition du terrain BY n°62 - commune de Lattes - est nécessaire à l'implantation d'un poste de refoulement des eaux usées dénommé « Saint Hubert » destiné à reprendre les effluents de la ZAE Saint Hubert et des riverains suite à la suppression de la canalisation gravitaire qui descend le long du chemin de Saint Hubert. Acquisition au prix de 343 €.

**N°D2014-665 - 15/10/14** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux - Commune de Castelnau-le-Lez - Terrain section BL n° 114**

**Objet :** Autorisation d'occupation temporaire des terrains nécessaires à la réalisation des travaux d'assainissement : création de l'intercepteur Est et traversée du Lez au Nord de la Commune de Castelnau-le-Lez – Secteur du Moulin de Navitau. Cette occupation est consentie et acceptée à titre gratuit.

**N°D2014-666 - 05/11/14** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à la constitution d'une servitude de passage en tréfonds de réseaux publics d'assainissement - Parcelle section BL n° 114 - Commune de Castelnau le Lez**

**Objet :** Convention de servitude de passage en tréfonds pour canalisation eaux usées sur la parcelle BL n° 114 – Commune de Castelnau-le-Lez – Collecteur Est – Secteur Navitau. Servitude consentie et acceptée moyennant une indemnité de 1 600 €.

**N°D2014-667 - 20/10/14** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux - Commune de Castelnau-le-Lez - Terrain section BL n°111**

**Objet :** Autorisation d'occupation temporaire des terrains nécessaires à la réalisation des travaux d'assainissement sur la parcelle BL 111 – Commune de Castelnau-le-Lez : création de l'intercepteur Est et traversée du Lez au Nord de la Commune de Castelnau-le-Lez – Secteur du Moulin de Navitau. Convention consentie et acceptée à titre gratuit.

**N°D2014-668 - 20/10/14** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à la constitution d'une servitude de passage en tréfonds de réseaux publics d'assainissement - Parcelle section BL n°111 - Commune de Castelnau-le-Lez**

**Objet :** Convention de servitude de passage en tréfonds pour canalisation eaux usées sur la parcelle BL n°111 – Commune de Castelnau-le-Lez – Collecteur Est – Secteur Navitau. Servitude consentie et acceptée moyennant une indemnité de 1 760 €.

**N°D2014-669 - 20/10/14** - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

**Décision d'ester en justice "Part variable du régime indemnitaire"**

**Objet :** La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'Avocats Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés suite au dépôt de la requête n°1304558-3 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 30 septembre 2013 par un agent contre la décision et l'arrêté du 31 juillet 2013 du Vice-Président délégué de la Communauté d'Agglomération de Montpellier le privant de la part variable du régime indemnitaire attribuée aux agents de la Communauté d'Agglomération pour l'année 2012.

**N°D2014-670 - 23/10/14** - Contrôle de Gestion

**Décision relative à un marché n°3755CG14 de prestations intellectuelles pour la réalisation d'enquêtes sur la notoriété, l'image de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la satisfaction des usagers**

**Objet :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite faire réaliser régulièrement une enquête auprès de la population afin de mesurer sa notoriété, son image et de connaître la perception des habitants sur les réalisations et d'identifier leurs attentes. Les objectifs vont au delà de la connaissance, il s'agit d'identifier les forces et les faiblesses de l'image de la Communauté et de son action et d'en tirer les enseignements. Cette enquête - étude doit permettre de :

- mesurer la notoriété, l'image de la communauté et de son action ;
- mesurer la satisfaction des usagers sur les services et équipements.

Un marché n°3755CG14 de prestations intellectuelles est passé avec la société TAYLOR NELSON SOFRES S.A.S sise à Montrouge. Le montant du marché (tranche ferme et tranches conditionnelles) s'élève à 69 000 € H.T.

**N°D2014-671 - -** Direction des Transports et de la Voirie

**Décision relative à l'attribution du marché n°3.42P portant sur les vannes batardeaux pour la 3ème ligne de tramway**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer le marché n°3.42P des vannes batardeaux pour la 3ème ligne de tramway à l'entreprise SOLATRAG, d'Agde (34). Il s'agit d'un marché à procédure adaptée pour un montant de 86 658,40 € H.T. et qu'il résulte du Détail Quantitatif Estimatif.

**N°D2014-672 - 20/10/14** - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

**Décision d'ester en justice "Association Collectif Intercommunal Décharge de Castries, requête n°1402415-5"**

**Objet :** La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°1402415-5 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 19 mai 2014 par l'Association Collectif Intercommunal Décharge de Castries (ACIDC) contre l'arrêté du Préfet de l'Hérault n°2013-I-2234 B du 25 novembre 2013 autorisant la Communauté

d'Agglomération de Montpellier à poursuivre l'exploitation du casier n°1 et à exploiter le casier n°2 de l'installation de stockage de déchets non dangereux au lieu-dit « l'Arbousier » sur le territoire de la commune de Castries.

**N°D2014-673 - 27/10/14** - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

**Décision d'ester en justice, requête n°1404595-3"**

**Objet :** La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°1404595-3 près le Tribunal Administratif de Montpellier par un agent de la Communauté d'Agglomération de Montpellier le 1er octobre 2014 contre la décision de Monsieur le Président de la Commission Administrative Paritaire refusant de le nommer agent de maîtrise au même titre que tous les agents inscrits sur la liste d'aptitude.

**N°D2014-674 - 20/10/14** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société OCTIPAS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

**Objet :** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société OCTIPAS pour une période de 12 mois à compter du 1er novembre 2014, soit jusqu'au 31 octobre 2015. A compter du 1er novembre 2014, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société OCTIPAS pour la surface de 44.92 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 650,00 € conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n°12044 du Conseil de Communauté en date du 19 décembre 2013.

**N°D2014-675 - 20/10/14** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société BIOMOUV au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

**Objet :** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société BIOMOUV pour une période de 12 mois à compter du 1er novembre 2014, soit jusqu'au 31 octobre 2015. A compter du 1er novembre 2014, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société BIOMOUV pour la surface de 14,44 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 208,95 € conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n°12044 du Conseil de Communauté en date du 19 décembre 2013.

**N°D2014-676 - 27/10/14** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec la société DECISION BRAIN pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI**

**Objet :** Une convention d'occupation du domaine public est conclue avec la société DECISION BRAIN pour l'occupation du local répertorié bureau 0.25 d'une surface de 29,30 m², situé au rez de chaussée du bâtiment MIBI. L'occupation est consentie pour une durée de 3 ans à compter du 1er novembre 2014 soit jusqu'au 31 octobre 2017. La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société pour la surface totale de 29,30 m² qu'elle occupe dans le MIBI s'élève à 393,79 euros conformément au tarif applicable approuvé par la délibération n°12044 du Conseil de Communauté en date du 19 décembre 2013.

**N°D2014-677 - 03/11/14** - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

**Décision relative à un marché n°3658RI14, Evolutions et maintien en condition opérationnelle de sites WEB développés avec le CMS DUPRAL**

**Objet :** Un marché de techniques de l'information et de la communication est passé avec la société E-Bizproduction à Marseille. Ce marché concerne les évolutions et le maintien en condition opérationnelle de sites web développés avec le CMS DUPRAL. Le marché est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de la notification. Il pourra être reconduit pour un an. Le marché à bons de commande est conclu pour un montant annuel minimum de 10 000,00 € H.T et maximum de 85000,00 € H.T. le montant estimatif s'élève à 66 500€

**N°D2014-679 - 03/11/14** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée CB n°30 et d'une partie de la parcelle cadastrée CB n°26 - Commune de Lattes**

**Objet :** Dans le cadre du projet de création de la réserve foncière Méjanelle -Pont Trinquat- Gare TGV sur les communes de Lattes et Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier acquiert auprès de la SA ALSTOM, la parcelle cadastrée CB n°30 située à Lattes pour une contenance de 217 m² et une partie de la parcelle cadastrée CB n°26 pour une contenance totale de 3 608 m², à usage de terrain nu. Le prix d'acquisition est de 127 225 € toutes indemnités confondues, dont 12 475 € d'indemnité de remploi.

**N°D2014-680 - 03/11/14** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par l'association NOVAE LR au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

**Objet :** Par délibération n°12379 en date du 31 du juillet 2014 le Conseil de Communauté a renouvelé la Convention de partenariat avec l'association NOVAE LR jusqu'au 31 décembre 2014. Entre autres dispositions, cette convention de partenariat prévoit l'hébergement de la Maison du Numérique au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega. Il est nécessaire de proroger par avenant le contrat d'occupation pour une durée complémentaire de deux mois jusqu'à la fin de la convention de partenariat, soit jusqu'au 31 décembre 2014. Conformément aux dispositions financières de la convention de partenariat, le montant de la redevance et des charges est valorisé en complément de la subvention apportée par la Communauté d'Agglomération à NOVAE LR, laquelle a été votée lors du Conseil d'Agglomération en date du 19 décembre 2013

(Délibération n°12027). La valorisation de la redevance et des charges s'élève à 1 354,97 euros H.T mensuels, soit 15,07 euros H.T. le m²/mois conformément aux tarifs approuvés par délibération n°12044 du Conseil de Communauté en date du 19 décembre 2013.

**N°D2014-685 - 20/10/14** - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

**Décision d'ester en justice "Hôtel Sabatier d'Espeyran, référé expertise"**

**Objet :** La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" en référé expertise près le tribunal de Grande Instance de Montpellier consécutivement aux désordres constatés sur les différentes menuiseries de l'Hôtel Sabatier d'Espeyran sis à Montpellier à la suite de la restructuration de ce bâtiment et ce, afin d'établir les responsabilités des différents intervenants.

**N°D2014-686 - 06/11/14** - Direction de la Culture

**Décision relative à l'achat du spectacle "La jeune femme à la licorne" - Commune de Saint Jean de Védas**

**Objet :** La Communauté d'Agglomération participe à l'achat du spectacle " La jeune femme à la licorne" diffusé le 7 novembre 2014 au Chai du Terral pour un montant de 2 500 €. Ce marché est conclu avec l'ESAT La Bulb Bleue et la Commune de Saint Jean de Védas, diffuseur.

**N°D2014-688 - 27/10/14** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ENEKIO au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha**

**Objet :** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public en date du 1<sup>er</sup> novembre 2011 est conclu avec la société ENEKIO pour une période de douze mois à compter de sa date de notification, soit jusqu'au 31 octobre 2015. A compter du 1<sup>er</sup> novembre 2014, la redevance mensuelle à payer par la société ENEKIO pour la surface de 81,48 m² qu'elle occupe au sein de la pépinière est fixée à 870,20 € H.T. et hors charges.

**N°D2014-689 - 20/10/14** - Direction des Sports

**Décision relative à la passation d'un marché public sans mise en concurrence et sans publicité afin de faire face à une urgence impérieuse**

**Objet :** Un marché de travaux est passé avec la société SUD SERVICES sise à Castelnau-le-Lez. Ce marché concerne la réalisation des travaux strictement nécessaires à la sécurité des personnes et des biens suite aux récents événements climatiques du 29 septembre et du 6 octobre 2014. Le marché prend effet à compter de la réception par l'entreprise du bon de commande. Sa durée est de 2 semaines. Le montant du marché s'élève à 196 691 € HT.

**N°D2014-690 - 03/11/14** - Direction de la Culture

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire - Compagnie Grognon Frères - Théâtre du Hangar à Montpellier**

**Objet :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier met gratuitement le Théâtre du Hangar à disposition de la Compagnie Grognon Frères courant novembre 2014 pour y organiser des répétitions.

**N°D2014-691 - 03/11/14** - Direction de la Culture

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire - Compagnie Les murs d'Aurelle - Théâtre du Hangar de Montpellier**

**Objet :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier met gratuitement le Théâtre du Hangar à disposition de la Compagnie Les murs d'Aurelle du 1<sup>er</sup> au 7 décembre et du 15 au 21 décembre 2014 inclus pour y organiser des répétitions.

**N°D2014-692 - 03/11/14** - Direction de la Culture

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire - Compagnie Soliloque Théâtre - Théâtre du Hangar de Montpellier**

**Objet :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier met gratuitement le Théâtre du Hangar à disposition de la Compagnie Soliloque Théâtre du 8 au 12 décembre 2014 inclus pour y organiser des répétitions.

**N°D2014-693 - 03/11/14** - Direction de la Culture

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire - Compagnie L'Ambiguë - Théâtre du Hangar de Montpellier**

**Objet :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier met gratuitement le Théâtre du Hangar à disposition de la Compagnie L'Ambiguë du 14 au 18 décembre 2014 inclus pour y organiser des répétitions.

**N°D2014-696 - 07/11/14** - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Décision relative à la cession gratuite de deux copieurs vétustes de marque Gestetner à réformer**

**Objet :** Les copieurs de marque Gestetner n°DSM620 K82568105578 et n°DSM645 J8052500162, du fait de leur vétusté, sont cédés à l'association Les Amis et Compagnons d'Emmatis, sise à Saint-Aunès.

**N°D2014-698 - 07/11/14** - Direction des Transports et de la Voirie

**Décision relative à la constitution d'une servitude pour l'implantation d'un massif et d'un mât pour la 3ème ligne de tramway - parcelle KZ361 à Montpellier**

**Objet :** Une convention de servitude est passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Mme PARES pour l'implantation d'un massif et d'un mât support de LAC et d'éclairage, sur la parcelle KZ 361 rue Zamenhof à Montpellier dont Mme PARES est propriétaire. Cette servitude est accordée moyennant une indemnité



forfaitaire et définitive de 4 800 € exonéré de TVA à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. La servitude est conclue pour la durée de fonctionnement de la ligne de tramway ou de tout autre type de réseau qui pourrait lui être substitué.

**N°D2014-700 - 07/11/14** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à une convention d'occupation précaire pour les parcelles SO 5 et 6 - Commune de Montpellier**

**Objet :** Dans le cadre de l'acquisition par la Communauté d'Agglomération de Montpellier des parcelles SO 5 et 6 sises à Montpellier, Monsieur et Madame CHAUVÉ ne pouvant pour des raisons indépendantes de leur volonté, libérer les lieux à la date prévue dans l'acte d'acquisition par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, soit le 31/10/2014, demandent un report de l'occupation au 31/12/2014. Une convention d'occupation précaire portant au 31 décembre 2014 la date effective de libération des lieux est ainsi conclue.

**N°D2014-701 - 27/10/14** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société EUREKA PROM XI dans la ZAC Eurêka à Montpellier**

**Objet :** La candidature de la société EUREKA PROM XI est agréée en vue de l'acquisition dans la ZAC Eurêka du lot C7 de 2 739 m². L'utilisateur final sera la société COFELY dont l'activité est le génie électrique. L'entreprise projette un effectif de 190 personnes dans 3 ans (150 itinérants et 40 sédentaires).

**N°D2014-707 - 27/10/14** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société HERAULT HABITAT dans le Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS) Hannibal à Cournonsec**

**Objet :** La candidature de la société HERAULT HABITAT est agréée en vue de la location dans le Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS) Hannibal à Cournonsec. Son activité est le logement social. Elle est candidate à la location des lots n°B04/B10/B11 d'une surface totale de 198.06 m² pour une période de 36 mois. L'entreprise projette un effectif de 8 personnes dans 3 ans.

**N°D2014-709 - 03/11/14** - Direction de la Culture

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire - Compagnie Moebius - Théâtre du Hangar de Montpellier**

**Objet :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier met gratuitement le Théâtre du Hangar à disposition de la Compagnie Moebius du 1er au 14 décembre 2014 inclus pour y organiser des répétitions.

**N°D2014-710 - 27/10/14** - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

**Décision relative à un marché de mission de conseil permanent n°3808AJ14 dans le cadre de l'accompagnement dans la gestion des contrats et des divers problèmes d'assurances rencontrés par la Communauté d'Agglomération**

**Objet :** Un marché de conseil n°3808AJ14 est passé avec le Cabinet JULIEN. Ce marché concerne une mission de conseil dans le cadre de la gestion de contrats et divers problèmes d'assurances que la Communauté d'Agglomération est susceptibles de rencontrer. Le marché prend effet au 1er novembre 2014. Sa durée est de 14 mois. Le montant du marché s'élève à 3 500€ H.T.

**N°D2014-713 - 07/11/14** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société EARSONICS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha**

**Objet :** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public en date du 1er décembre 2007 est conclu avec la société EARSONICS pour une période de six mois à compter de sa date de notification, soit jusqu'au 31 mai 2015. A compter du 1er décembre 2014, la redevance mensuelle à payer par la société EARSONICS pour la surface de 176,05 m² qu'elle occupe au sein de la pépinière est fixée à 2 206,09 € euros H.T. et hors charges

**N°D2014-715 - 07/11/14** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ASA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha**

**Objet :** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public en date du 12 novembre 2007 est conclu avec la société ASA pour une période de douze mois à compter du 1er décembre 2014, soit jusqu'au 30 novembre 2015. A compter du 1er décembre 2014, la redevance mensuelle à payer par la société ASA pour la surface de 62,65 m² qu'elle occupe au sein de la pépinière est fixée à 719,22 € euros H.T. et hors charges.

**N°D2014-723 - 04/11/14** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à l'exercice du droit de préemption en ZAD - section B n° 545 - Commune de Saint-Brès**

**Objet :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier se porte acquéreur par voie de préemption en révision de prix, auprès des Consorts FOURNIER de la parcelle cadastrée B n° 545 d'une surface totale de 4 000 m², supportant un bâti en état dégradé, situé au lieudit 5 922 Rue de Sainte Colombe à Saint-Brès . Le prix d'acquisition des biens libres est fixé à 75 600 € au vu de l'avis de France Domaine. L'acquisition de ce bien dans le cadre de la ZAD de compétence communautaire est nécessaire pour constituer des réserves foncières.



Le Conseil prend acte de ces décisions.

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMMAAZ, Mme France JAMET.

#### **AFFAIRE N°4 : HORS COMMISSION – SUBVENTION EXCEPTIONNELLE DE SOLIDARITÉ - ADOPTION**

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

De fortes précipitations ont frappé l'Agglomération de Montpellier les 30 septembre et 6 octobre 2014 provoquant de nombreux dégâts matériels sur notre territoire.

Par arrêtés du 8 octobre et du 4 novembre 2014, ce sont 28 communes du périmètre de l'Agglomération qui ont fait l'objet d'une constatation de l'état de catastrophe naturelle.

Ces pluies diluviennes d'une ampleur exceptionnelle, nous rappellent combien l'intercommunalité signifie bien plus qu'une coopération fonctionnelle entre les communes et exige une véritable solidarité territoriale en son sein.

Dans ce contexte, afin de répondre aux besoins des habitants et entreprises de nos communes sinistrées, il est proposé d'affecter une enveloppe globale exceptionnelle de 100 000 € en investissement, au sein de laquelle, des aides seront attribuées aux communes touchées par ces inondations, qui en feront la demande. Ces aides leur permettront de rétablir dans les meilleures conditions possibles, les fonctions d'usage des infrastructures et équipements publics destinés aux populations et acteurs économiques.

Ces aides sont encadrées par l'article L 1111-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, ainsi que la circulaire NOR IOCB1203166C du 5 avril 2012 relative aux articles 73 et 76 de la loi n°2010-1563 de réforme des collectivités territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider d'une aide exceptionnelle de 100 000 € répartie entre les communes membres touchées,
- dire que les crédits sont inscrits au Budget 2014,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°5 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – CO-FINANCEMENT DES PROJETS DE MATURATION DE LA SATT AXLR - ATTRIBUTION DE SUBVENTION**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

Dans le cadre du Grand Emprunt « Investissement d'Avenir », un appel à projets a été lancé en 2010 par l'Agence Nationale de la Recherche pour la création de 14 Sociétés d'Accélération du Transfert de Technologie (SATT) sur le territoire national.

Détenues par des groupements d'établissements et d'organismes de recherche, les SATT ont vocation à accélérer la vente des brevets et technologies issus de la recherche publique vers le secteur privé. Cette « valorisation économique » de la recherche peut se faire soit au travers de la création d'entreprises innovantes soit par le biais de partenariat avec des entreprises existantes pour améliorer leur compétitivité.

Le 1er août 2012, la SATT dénommée AxLR a été créée en Languedoc-Roussillon, avec 12 actionnaires : Caisse des dépôts et Consignation, Centre National de la Recherche Scientifique, Université Montpellier 1, Université Montpellier 2, Université Montpellier 3, Université de Perpignan Via Domitia, Université de Nîmes, Centre National de la Recherche Scientifique, Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale, Institut National de Recherche en Sciences et Technologies pour l'Environnement et l'Agriculture, Institut de Recherche pour le Développement, Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Montpellier, Centre International d'Etudes Supérieures en Sciences Agronomiques.

Elle est dotée d'un fonds de 45 M€ sur 10 ans, au travers du Fonds National de Valorisation (FNV) afin de financer les projets de maturation des établissements de recherche actionnaires en vue d'un transfert technologique vers l'entreprise.

Pour appuyer cette initiative localement, la Région Languedoc Roussillon, la Direction Régionale de la Recherche et de la Technologie (DRRT) et la Communauté d'Agglomération de Montpellier ont souhaité s'engager sur la mobilisation de financements complémentaires au FNV pour un montant de 5 M€ les 3 premières années avec un investissement de 3 M€ de la Région, 1,5 M€ du FEDER et 0,5 M€ de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Ces sommes ont vocation à cofinancer les projets d'intérêt régional soutenus par la SATT.

Conformément à la délibération n°4846 du 18 septembre 2002 définissant l'intérêt communautaire concernant les actions d'accompagnement du développement économique et notamment le cofinancement d'opérations menées par les centres de recherche publics à condition qu'elles entraînent directement une forte valorisation économique et l'arrêté N°2012-1-2290 du 17 octobre 2012 relatif aux compétences obligatoires en matière de développement économique d'intérêt communautaire, le Conseil Communautaire de Montpellier Agglomération a délibéré

favorablement :

- en date du 28 juillet 2011, sur une participation financière de 500 000 € sur 3 ans pour abonder le financement des projets de maturation soutenus par la SATT AxLR.
- en date du 29 octobre 2013 sur les modalités d'intervention financière de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et modèle type de convention de financement des projets.

Lors des Comités d'Investissement de la SATT AxLR du 3 octobre 2014, un projet de maturation ayant vocation à aboutir à une création d'entreprise innovante a été identifié pour son intérêt régional et son potentiel de développement.

- Le projet de maturation « NUMALIS » : vise à développer des **outils d'analyses automatiques des erreurs d'arrondis** dans les programmes informatiques, notamment du secteur de la Banque et de la Finance. En effet, les calculs itératifs effectués par ces programmes sur des nombres décimaux, génèrent des erreurs d'arrondis qui peuvent totalement fausser les résultats et modifier le comportement du programme lui-même. Le programme de maturation a pour objectif d'industrialiser l'actuel prototype développé en laboratoire en rendant automatiques un certain nombre d'opérations qui devaient être réalisées manuellement et en concevant un système fiable capable de traiter des programmes industriels qui sont écrits dans les langages les plus couramment utilisés.

Porté par l'Université de Perpignan Via Domitia ce projet est développé par le Laboratoire DALI, rattaché au Laboratoire d'Informatique et de Microélectronique de Montpellier (LIRMM – Université Montpellier 2, CNRS) et la SATT AxLR.

Lauréat 2014 du Concours National d'Aide à la Création d'Entreprises de Technologies Innovantes du Ministère de la Recherche, il est par ailleurs accompagné par le BIC de Montpellier Agglomération dans le cadre de la création de la start-up Numalis à Montpellier.

L'assiette prévisionnelle des dépenses est de 175 000 €. Le financement prévisionnel s'appuie sur les participations de la SATT AxLR (75 000 €), de la Région Languedoc-Roussillon (75 000 €) et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (25 000 €) tel que présenté dans l'annexe financière de la convention de financement.

Après avis favorable des Comités d'investissement du 3 octobre 2014 et sous réserve de l'approbation du Conseil d'Administration de la SATT AxLR sur son financement, il est proposé au Conseil de Communauté d'Agglomération d'apporter une contribution à ce projet qui répond à l'objectif encouragé par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, de favoriser la création d'emplois durables sur son territoire.

D'un montant total de 25 000 €, le financement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier interviendra sous forme de subvention correspondant aux dépenses de maturation (matériaux de recherche, temps salaire de chercheur,...), telles que présentées dans les annexes financières de la convention de financement du projet.

Cette participation est imputée sur le financement de 500 000 € voté par le Conseil d'Agglomération en date du 28 juillet 2011 pour abonder le financement des projets de maturation soutenus par la SATT AxLR.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de financement et l'attribution de la subvention du projet de maturation ;
- dire que les crédits sont prévus au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier chapitre 909 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

M. Jean-Marc LUSSERT ne prend pas part au débat et ne participe pas au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°6 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – ECOCITÉ / CITÉ INTELLIGENTE - PROGRAMME DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT (PRD2) PORTANT SUR LA MOBILITÉ - AVENANT N°2 AU CONTRAT D'APPLICATION R&D PRD2 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

Le projet Cité intelligente, dans sa phase de développement, d'expérimentations et de tests de solutions techniques urbaines en grandeur nature, fait l'objet d'un contrat de Recherche et Développement (R&D), autorisé par la délibération n°11298 du Conseil Communautaire du 20 décembre 2012.

Il comprend notamment une plateforme de mobilité multimodale temps réel connectée avec le centre opérationnel multirisques afin d'inciter les usagers à prendre les transports en commun ou toute solution alternative.

Le Projet de Recherche et Développement n°2 « PRD Transport & Mobilité multimodale » dit PRD2 constitue un contrat d'application de R&D complémentaire au contrat de consortium autorisé par délibération n°11614 du Conseil Communautaire du 26 juin 2013.

Ce PRD2 est réalisé par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les universités Montpellier 1 et 2, IBM, Citiway, Mecatran, dans le cadre du projet de Recherche et Développement; il proposera à terme des services innovants d'informations à partir du développement d'une plate-forme de mobilité multimodale.

Ce PRD2 intègre des services de mobilité dans un ensemble ouvert à d'autres domaines de la gestion urbaine traités par la plateforme collaborative, l'Intelligent Operations Center (IOC).

Cette plateforme se construit dans le cadre des orientations stratégiques de l'agglomération, notamment le Plan de Déplacement Urbain (PDU) de l'Agglomération de Montpellier dont l'objectif central est le report modal de l'usage individuel de la voiture particulière vers les modes doux, les transports collectifs et les usages partagés de l'automobile (covoiturage, auto partage). Elle participe à la mise en œuvre de l'Agenda 21 approuvé en 2011 et à la démarche Plan Climat Energie Territorial (PCET) consistant à diminuer localement, à l'horizon 2020, les émissions de gaz à effet de serre. Elle contribue également à adapter notre territoire aux effets prévisibles du changement climatique.

Le PRD2 cherche à identifier des possibilités d'amélioration d'accessibilité aux modes de transports grâce notamment aux nouvelles technologies. Dans un contexte d'évolution très rapide des technologies et des offres numériques de mobilité, le PRD2 apporte des propositions innovantes dans une vision prospective multimodale.

Cette vision multimodale sera renforcée par la conduite d'une expérimentation en termes de solution de covoiturage dynamique (correspondant au lot 2.8 du contrat d'application du PRD2), solution qui sera intégrée dans le calculateur multimodal.

Cette solution est apportée par l'entreprise SYNOX. L'entreprise SYNOX, membre du cluster NOVAE, a été créée en 2005 et a déjà mis en place nombre de partenariats avec des entreprises de pointe (dont IBM, partenaire du PRD2). Elle apportera son expertise reconnue dans le transport et la création de plateformes métiers.

Comme le prévoit l'accord de consortium de la Cité Intelligente, il convient donc d'intégrer ce nouveau partenaire dont l'apport technique permettra un enrichissement important du PRD2.

Cette solution de covoiturage dynamique permettra d'intégrer un nouveau mode de transport à l'expérimentation. Ce mode est incontournable et à développer, notamment dans le cas de déplacements pendulaires importants en terme de distance pour lesquels le réseau de transport en commun de l'Agglomération de Montpellier n'est pas toujours la solution la plus pertinente.

Il s'agit d'une solution basée sur l'utilisation de boîtiers connectés GPS intégrés à chaque voiture et de cartes magnétiques possédées par chaque covoitureur.

La liaison GPS et l'utilisation des cartes permettront d'obtenir les données fiables de fonctionnement du système, notamment de déterminer à quel moment chaque voiture est réellement utilisée pour du covoiturage.

SYNOX, propriétaire de cette technologie, deviendra donc, à la prise d'effet de l'avenant, partenaire du PRD2 et bénéficiera ainsi de tous les statuts liés et détaillés dans le contrat d'application.

SYNOX supportera les propres coûts relatifs au développement de ce volet covoiturage.

Le présent avenant n°2 au Contrat d'application R&D PRD2 portant sur la Solution Covoiturage Dynamique a été finalisé et prendra effet du 1<sup>er</sup> décembre 2014 jusqu'au 31 décembre 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°2 au Contrat d'application R&D PRD2,
- autoriser Monsieur le président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant n°2 au Contrat d'application R&D PRD2 avec les partenaires du PRD2, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

## **AFFAIRE N°7 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – SOLUTION MUTUALISÉE D'UNE PLATEFORME OPEN DATA EN PARTENARIAT AVEC LA COMMUNE DE MONTPELLIER - CONVENTION DE CRÉATION ET DE GESTION DE SERVICES CONFORME À L'ARTICLE L.5216-7-1 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

L'ouverture des données, ou open data, consiste à mettre à disposition des données publiques aux citoyens et aux entreprises et de faciliter leur réutilisation afin de favoriser l'innovation.

En effet, la réutilisation libre, facile et gratuite des informations publiques permet à des entrepreneurs de créer de nouveaux services ou des applications innovantes. La Communauté d'Agglomération de Montpellier a toujours favorisé le développement des technologies sur son territoire et l'open data relève de cette même volonté.

Ce droit de réutilisation a été impulsé par la directive européenne 2003/98/CE du 17 novembre 2003 qui a été transposée en France par l'ordonnance n°2005-650 du 6 juin 2005 relative à la liberté d'accès aux documents administratifs et à la réutilisation des informations publiques qui a elle-même modifiée la loi du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration, le public et diverses transpositions d'ordre administratif, social et fiscal.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'est engagée dans une démarche visant à enrichir l'offre et la qualité des services offerts aux usagers par le développement de services numériques, notamment en développant une plateforme OPEN DATA et a souhaité faire participer ses 31 Communes membres à ce projet.

Au regard des contraintes techniques et juridiques inhérentes à la mise à disposition de ces données numériques et

afin de garantir à l'ensemble des communes membres un service sécurisé et de qualité pour un coût optimal, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a développé une solution mutualisée de mise à disposition dématérialisée des données publiques en partenariat avec ses Communes membres dans le cadre des articles L.5216-7-1 et L.5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Dans le cadre de la présente convention de mise à disposition des services, la Communauté d'Agglomération de Montpellier assure les prestations suivantes :

- Acquisition et maintenance de serveurs dédiés à la solution mutualisée de plateforme OPEN DATA,
- Hébergement et sauvegarde des informations du système mutualisé,
- Maintenance et mise à jour du portail,
- Paramétrage de la charte graphique,
- Assistance pour la mise en œuvre de la plateforme au sein de la Commune. Les agents responsables de la mise à jour des données ouvertes peuvent dans ce cadre, bénéficier de formations proposées par la Communauté d'Agglomération en rapport avec la plateforme.

Cette mise à disposition de données numériques publiques ouvertes participe au développement économique du territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et à l'amélioration des services publics relevant de sa compétence. Cette prestation est donc effectuée à titre gratuit pour le compte de la Commune.

Les Communes de Castelnau-le-Lez, Castries, Courbonterral, Le Crès, Clapiers, Courbonsec, Lattes, Lavérune, Pérols, Saint-Brès, Beaulieu, Pignan, Sussargues, Saint Georges d'Orques, Jacou, Saint-Génies des Mourgues, Prades le Lez et Restinclières bénéficient déjà d'une solution mutualisée « Open Data » avec la Communauté d'Agglomération.

La Ville de Montpellier a souhaité bénéficier de cette convention de mise à disposition de services.

Elle sera conclue à compter de sa notification à la Ville de Montpellier jusqu'au 31 décembre 2014 puis pour deux années supplémentaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de création et de gestion de services avec la Commune de Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de mise à disposition de services ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°8 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – SOLUTION MUTUALISÉE DE PLATEFORME D'E-ADMINISTRATION ET DE DÉMATÉRIALISATION EN PARTENARIAT AVEC LES COMMUNES - CONVENTION DE CRÉATION ET DE GESTION DE SERVICES EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.5216-7-1 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

Depuis quelques années, l'Agglomération de Montpellier a participé activement au développement des solutions de dématérialisation préconisées par l'Etat auprès des Collectivités Territoriales telles que celles liées à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

Aujourd'hui, l'Agglomération souhaite mettre à disposition de ses communes membres, une plateforme multiservices numériques pour favoriser l'utilisation de l'e-administration au sein des collectivités et répondre aux exigences de l'Etat en termes de dématérialisation.

La plateforme d'e-administration a pour objectif de proposer aux communes membres, un ensemble de services cohérents couvrant la chaîne de dématérialisation de bout en bout à travers un portail sécurisé et unifié de manière à faciliter les usages et les échanges entre les collectivités et les services de l'Etat.

Avec cette plateforme, il sera donc possible, depuis un accès unique, de signer électroniquement des documents numériques, de télétransmettre des documents à la Préfecture (délibérations, arrêtés réglementaires et individuels, documents budgétaires), de télétransmettre au comptable public dans un flux signé électroniquement, les pièces comptables (bordereaux, titres, mandats) et les pièces justificatives (factures, payes, délibérations, pièces de passation et d'exécution de marchés publics) et d'envoyer les convocations aux élus.

Dans un second temps, la plateforme proposera d'autres services dont un service d'archivage numérique à valeur probante des documents numériques ainsi qu'une gestion électronique de ces documents.

Au regard des contraintes techniques et juridiques inhérentes à la création et à la gestion de ces services et afin de garantir à l'ensemble des communes membres un service sécurisé et de qualité pour un coût minimal, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a souhaité développer une plateforme mutualisée d'e-administration en partenariat avec ses communes membres

Dans le cadre de la présente convention de création et de gestion de services, établie en application de l'article L 5216-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,, la Communauté d'Agglomération de Montpellier assure les prestations suivantes :

- Hébergement et maintenance de la solution d'e-administration,
- Assistance pour la mise en œuvre du système d'administration électronique au sein de la Commune adhérente,
- Formation des utilisateurs de la plateforme,

- Fourniture d'un certificat électronique par commune,
- Un support technique et fonctionnel assuré par la Direction des ressources informatiques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Les frais de mise à disposition des services (installation, paramétrages, hébergement, maintenance), portés par la Communauté d'Agglomération sont fixés forfaitairement et lissés sur 3 années. Ils sont calculés au prorata de la population municipale de chacune des Communes membres telle que définie par décret n°2013-1289 du 27 décembre 2013, déduction faite d'une participation de 50% de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Le calcul du coût annuel de mise à disposition (sur 3 années), tel que mentionné en annexe, peut donc se synthétiser selon la formule suivante :

$$-((\text{PopCom} \times \text{Pxproj}) / \text{PopTot}) - \text{PartCAM}) / 3\text{Ans}$$

-PopCom = Population de la Commune

-PxProj = Coût total des investissements du projet (90 119 € T.T.C.)

-PopTot = Total de la population municipale des 31 Communes telle que résultant du décret n°2013-1289 du 27 décembre 2013

-PartCAM = Participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (50%).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention création et de gestion de services avec les Communes ;
- dire que les crédits correspondant à la mise en oeuvre de cette solution de plateforme e-services sont prévus au budget communautaire 2014, chapitre 920 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions de mise à disposition de services ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°9 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – ZAC EXTENSION EUREKA - COMMUNE DE CASTELNAU-LE-LEZ - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SOCIÉTÉ D'ÉQUIPEMENT DE LA RÉGION MONTPELLIERAINE (SERM) CONCESSIONNAIRE - APPROBATION**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

Par délibération n°3406 en date du 27 janvier 1999, le Conseil de District de Montpellier a concédé à la SERM l'opération d'aménagement du Parc Eurêka sur la commune de Montpellier, d'un périmètre initial de 10 hectares, aujourd'hui élargi, après avenants successifs, à 95 hectares. Cette concession arrivera à échéance en 2022.

Elle couvre ainsi un large périmètre en prolongement du parc du Millénaire réparti entre :

- Le Parc d'activités Eureka visant à accueillir des entreprises dans les secteurs industriels et technologiques, tertiaires d'ingénierie et de recherche, des équipements et services publics et privés d'accompagnement (dont La pépinière Cap Oméga, le MIBI - Montpellier International Business Incubator-, l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire et les Ateliers Relais du Millénaire),

- Le lotissement Jean Mermoz à vocation tertiaire et de services,

- L'extension du parc Eureka sur le secteur Verchant-Cauquilloux sur une ZAC créée en 2008, visant l'accueil d'activités tertiaires d'affaires, de tertiaire technologique, d'activités mixtes, et de services aux entreprises, pour une Surface Hors Oeuvre Nette indicative de 250 000 m².

Au 31 décembre 2013, le foncier est maîtrisé à plus de 90%. En 2014, les acquisitions se poursuivent à hauteur de 1 million d'euros (0,5 million d'euros auprès du concédant, 0,5 million d'euros autres).

D'importants travaux sont engagés (10 millions d'euros réalisés à fin 2013 soit un tiers du programme) dont 1,4 million d'euros sur 2014 et 2,1 millions d'euros sur 2015.

L'année 2014 est marquée par :

- des fouilles archéologiques importantes sur le secteur Verchant,

- les travaux de finitions sur le lotissement Jean Mermoz et la ZAC Eureka en fonction de la livraison des bâtiments.

Côté produits, il est à noter la cession par la SERM à la Communauté d'Agglomération de Montpellier du MIBI intervenue en 2013.

Les commercialisations se poursuivent avec notamment :

- 1,6 millions d'euros en 2014 répartis entre le parc Eureka et le lotissement Jean Mermoz,
- 5,3 millions d'euros en 2015 essentiellement sur le parc Eureka Extension (4,2 millions d'euros).

Le bilan prévisionnel de l'opération prévoit des financements moyen terme à hauteur de 20 millions d'euros dont :

- 13 millions déjà mobilisés,
- 3 millions à solliciter en 2014.

En effet, malgré un rythme de cessions soutenu, le portage des acquisitions et des travaux induits conduit la SERM à solliciter un emprunt à hauteur de 3 000 000 € pour une durée de 3 ans.

La convention d'aménagement prévoit en son article 3 qu'une garantie financière peut être demandée par l'aménageur à son concédant. Dans ce cadre, le garant peut exercer un contrôle financier, notamment via le

Compte Rendu Annuel à la Collectivité.

En outre, au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant les objectifs de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoût de charges foncières ou les garanties d'emprunt.

Aussi la SERM sollicite la garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur un emprunt auprès de la société ARKEA.

Les caractéristiques de l'emprunt à garantir sont les suivantes :

- Montant attribué : 3 millions d'euros ;
- Taux variable EURIBOR 3 mois + 1,16% ;
- Durée : 3 ans ;
- Pas de différé d'amortissement ;
- Echéances trimestrielles ;
- Commission d'engagement : 0,10% du montant soit 3 000 € ;
- Remboursement anticipé : possible à chaque échéance sous préavis d'un mois et sans indemnité ;
- Garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier : 80%.

Au cas où la SERM, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêts aux échéances convenues, la Communauté d'Agglomération de Montpellier en effectuerait le paiement en lieu et place et à hauteur du pourcentage garanti, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir 80% de l'emprunt de 3 millions d'Euros sollicité par la SERM auprès de la banque ARKEA, soit 2 400 000 €,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Mmes Isabelle GUIRAUD, Patricia MIRALLES, MM Laurent JAOUL, Jean-Marc LUSSERT, Max LEVITA, Sauveur TORTORICI, Pascal KRZYZANSKI ne prennent pas part au débat et ne participent pas au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

#### **AFFAIRE N°10 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL - ORGANISATION D'UNE MISSION OFFICIELLE ET ÉCONOMIQUE EN BELGIQUE DU 7 AU 9 DÉCEMBRE 2014 - MISSION ÉCONOMIQUE MULTI-SECTORIELLE À L'INVITATION DU GOUVERNEMENT WALLON PORTANT SUR LES SECTEURS : DE LA SANTÉ, DU NUMÉRIQUE, DE L'AGRONOMIE, UNIVERSITÉS ET INNOVATION - AUTORISATION ET FINANCEMENT DE LA MISSION**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

Depuis plusieurs années, la Communauté d'Agglomération de Montpellier conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique. Elle a entrepris de renforcer son positionnement international et de faciliter, au sein des réseaux internationaux d'incubation, l'implantation réciproque d'entreprises innovantes.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier soutient activement les secteurs innovants porteurs permettant de valoriser ses atouts scientifiques, dans les domaines de la santé, du numérique et des sciences du vivant. Elle entend créer un environnement favorable à la croissance des entreprises innovantes : soutien à la création et au développement, interface entre acteurs économiques et scientifiques, dynamique de réseaux d'entreprises, accompagnement à l'international...

Suite au souhait exprimé par l'Ambassade de Belgique en 2013, et à la rencontre du 6 octobre dernier à Montpellier entre M. David Thonon, Conseiller Economique et Commercial de l'Ambassade et la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le Gouvernement wallon propose d'accueillir une délégation de représentants de Montpellier Agglomération entre le 7 et le 9 décembre prochain.

Cette mission exploratoire s'inscrit dans le cadre du développement des relations économiques Franco-Belges, sachant que les précédentes missions ont fait émerger des opportunités communes de développement plus particulièrement dans les secteurs du numérique, de la santé, des sciences du vivant, et de la coopération universitaire.

Les échanges entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Wallonie sont riches et anciens, les pôles Biowin et Eurobiomed entretenant depuis longtemps des relations étroites dans le domaine de la santé, et la Wallonie disposant d'une représentation économique à Montpellier au MIBI (Montpellier International Business Incubator).

L'organisation de rencontres entre participants de Montpellier Agglomération et de Wallonie est prévue sur les 4 thématiques qui seront abordées (numérique, santé, sciences du vivant et coopération universitaire), et l'un des enjeux de cette mission est d'envisager un partenariat entre la « Digital Valley » de Mons et les acteurs de la « French Tech » de Montpellier.

La délégation sera composée d'un(e) élu(e) et d'un(e) technicien(e) du Développement Economique et de l'Emploi qui seront les hôtes de la partie wallonne.

Les acteurs économiques des secteurs proposés seront pris en charge directement par la partie wallonne, ce qui n'occasionnera aucun frais pour l'Agglomération de Montpellier.

Le Consul Honoraire de Belgique, et le Président du Conseil Economique, Social et Environnemental Régional sont également invités par la partie wallonne.

Les frais d'hôtels, de repas officiels, de transports internes étant pris en charge par la partie invitante, seuls les frais de transport internationaux ainsi que certains repas seront à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Le coût prévisionnel de la mission est estimé au maximum à 1 200 € T.T.C.

La prise en charge des frais de déplacement de l'élu(e) et du technicien(e) de la Communauté d'Agglomération de Montpellier se fera sur la base des frais réels.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'organisation d'une mission officielle et économique de l'Agglomération de Montpellier en Belgique du 7 au 9 décembre 2014,
- approuver la participation d'un(e) élu (e) et 1 technicien (e) à la mission,
- approuver la prise en charge financière de la mission estimée au maximum à 1 200 €,
- dire que les dépenses afférentes à la mission sont inscrites au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Mme Chantal MARION ne prend pas part au débat et ne participe pas au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

#### **AFFAIRE N°11 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – SALON DE L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE (SIMI) 2014 - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER, LA SAAM ET LA SERM - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Société d'Economie Mixte de la Région Montpelliéraine (SERM) et la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) sont des acteurs majeurs de l'aménagement et du développement économique de notre territoire. Les synergies développées entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et ces sociétés sont un des principaux éléments de notre dynamisme.

Cette action concertée doit être mise en œuvre dans les salons professionnels de dimension nationale et internationale afin d'optimiser la commercialisation de nos principales opérations immobilières et d'aménagements.

Le SIMI, salon de l'immobilier d'entreprise a rassemblé pendant trois jours, du 3 au 5 décembre 2013, près de 24 000 professionnels et 440 exposants représentant l'intégralité de l'offre immobilière et foncière et également l'ensemble des services associés à l'immobilier et l'entreprise en France.

Il s'agit pour la SERM et la SAAM d'un rendez-vous privilégié afin de promouvoir leurs opérations et favoriser les prospects. Le succès des actions entreprises au cours de ces salons appelle une forte mobilisation de leurs équipes, dirigeants, administrateurs de la société et techniciens.

Ce succès passe aussi par la capacité à mobiliser les élus et les responsables cadres de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour apporter aux investisseurs et autres opérateurs des réponses appropriées et globales aux besoins exprimés.

La présente convention a pour objet de préciser les actions financées et développées spécifiquement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour ce type de salon professionnel, les missions et le rôle des élus et des cadres de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et de définir les modalités de prise en charge des frais inhérents à la participation à ce rendez-vous économique de renommée internationale dans la limite de 7 500 € H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine et la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier relative à leur participation au SIMI du 3 au 5 décembre 2014,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention et l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

## **AFFAIRE N°12 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – FRAIS DE DÉPLACEMENT À L'ÉTRANGER POUR DES AGENTS DE LA DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE L'EMPLOI DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - AUTORISATION**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

Depuis plusieurs années, la Communauté d'Agglomération de Montpellier conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique en s'appuyant sur ses réseaux. Elle a renforcé son positionnement international afin de faciliter, au sein des réseaux internationaux d'incubation, l'implantation réciproque d'entreprises innovantes.

L'association NBIA (National Business Incubation Association) est la première organisation internationale rassemblant les professionnels de la création et de l'incubation d'entreprises. Etablie au Etats-Unis, elle compte plus de 1500 membres dans 50 pays.

Lors de la cérémonie organisée en 2007, le BIC (Business Innovation Center) de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a obtenu le prix du meilleur incubateur pour l'excellence globale des programmes d'incubation. Il a été à ce titre le 1<sup>er</sup> incubateur en Europe à être primé.

En 2014, le classement UBI INDEX a nommé le BIC de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à la 4<sup>ème</sup> place des meilleurs incubateurs internationaux sur un panel de 300 incubateurs dans 67 pays.

Par ailleurs, depuis 3 ans, le BIC de Montpellier Agglomération a été intégré au board (conseil d'administration) du NBIA. Cette participation au board du NBIA implique le déplacement d'une personne pour participer aux différentes instances plusieurs fois par an au Etats-Unis (4 déplacements dont 3 réunions du board et le congrès annuel du réseau). Le coût estimé de ces déplacements pour 2015 s'élève à 10 000 €.

L'association EBN (Européen Bic Network) est le réseau européen des CEEI pendant du NBIA au niveau européen. Ce réseau de référence rassemble, dans l'Europe élargie, les « Centres Européens d'Entreprise et d'Innovation » et les organismes dont la vocation est de fournir un soutien professionnel multidisciplinaire et de qualité aux entrepreneurs et PME innovants (3 déplacements européens dont le congrès annuel du réseau et 2 réunions techniques). Le coût estimé de ces déplacements pour 2015 s'élève à 3 000 €.

Le BIC de Montpellier Agglomération de part sa notoriété internationale, est une référence et un membre actif de ce réseau européen. Un déplacement pour promouvoir le programme Softlanding du BIC (International) interviendra en 2015, son coût est estimé à 2 000 €

Il est proposé d'autoriser les déplacements ci-dessus ainsi que la prise en charge aux frais réels des aspects logistiques afférents à ces déplacements (transports, hôtels, restauration, etc.) dans la limite des coûts estimés ci-dessus.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser les déplacements en Europe et aux Etats-Unis des agents concernés ainsi que la prise en charge des frais afférents à ces déplacements dans la limite de 15 000 € ;
- dire que les crédits seront proposés au budget 2015 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920 et chapitre 929 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

## **AFFAIRE N°13 : EMPLOI - TPE&PME - ARTISANAT ET AGRICULTURE – SITE NATURA 2000 N°9112020 "PLAINE DE FABRÈGUES POUSSAN" - MISE EN ŒUVRE D'UN PROJET AGRO-ENVIRONNEMENTAL CLIMATIQUE (PAEC) HÉRAULT DOMITIA - PARTENARIAT AVEC LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DE L'HÉRAULT - APPROBATION**

Mme I. TOUZARD, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Emploi - TPE & PME - Artisanat et Agriculture, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est la structure porteuse de l'élaboration et de l'animation du site Natura 2000 « Plaine de Fabrègues-Poussan », depuis sa désignation lors du Comité de Pilotage (COPIL) du 22 novembre 2011. Ce site impacte 8 communes sur 3 EPCI, dont 5 sont situées sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier : Cournonterral, Cournonsec, Pignan, Fabrègues, Saussan.

Avec la nouvelle programmation des fonds européens FEADER (2014-2020) émergent de nouvelles règles

relatives à la mise en place de projets agro-environnementaux climatiques (PAEC) sur les territoires, sous l'autorité de gestion de la Région Languedoc-Roussillon. Il n'est en effet plus possible de conduire sur un même territoire plusieurs projets agro-environnementaux (PAE), animés par différents opérateurs suivant des périmètres distincts arrêtés aux seules limites des sites Natura 2000 ou des aires de captage d'eau potable.

Il est demandé, suite à un appel à candidatures lancé par la Région LR le 25 septembre, de déposer avant le 28 novembre, un projet agro-environnemental concerté sur un territoire cohérent, prenant en compte tous les enjeux du territoire concerné, avec un coordonnateur de projet unique. En l'absence d'un tel programme, les exploitants agricoles ne pourront plus prétendre aux aides surfaciques (Mesures agro-environnementales climatiques – MAEC).

Dans ce contexte, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et ses partenaires – Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée, Communauté de Communes Nord Bassin de Thau, Thau Agglo, Syndicat Intercommunal des Eaux de la Vallée de l'Hérault (SIEVH), Syndicat Mixte du Bassin de Thau (SMBT), Chambre d'agriculture de l'Hérault, Association de Développement et de Valorisation de l'Agriculture de l'Hérault (ADVAH), Association de défense de l'environnement et de la nature des pays d'Agde (ADENA) et Fédération des Indications Géographiques Protégées - proposent l'émergence d'un Projet Agro-Environnemental Climatique (PAEC) « Hérault Domitia », avec comme coordonnateur la Chambre d'agriculture de l'Hérault.

Chaque partenaire continuera à animer les mesures agro-environnementales sur son territoire de compétence.

Pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il s'agit de faire contractualiser les MAEC sur la ZPS Natura 2000 « Plaine de Fabrègues Poussan » et ses abords, présentant des enjeux pour le Plan National d'Action (PNA) "Pie grièche à poitrine rose" inclus dans le Secteur d'Intervention Prioritaire Fabrègues Poussan Villeveyrac Montagnac.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le portage du Projet Agro-Environnemental Climatique (PAEC) Hérault Domitia par la Chambre d'agriculture de l'Hérault qui en assurera la coordination et le suivi général sur la période 2015-2017 ;
- approuver le positionnement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en tant que partenaire du PAEC Hérault Domitia, pour les enjeux biodiversité sur le site Natura 2000 n° 9112020 « Plaine de Fabrègues Poussan » et sa périphérie à enjeux Plan National d'Action en lien avec le Document d'Objectifs Zone de Protection Spéciale « Plaine de Fabrègues Poussan » et avec le Syndicat Mixte du Bassin de Thau qui co-anime le Secteur d'Intervention Prioritaire (SIP) Fabrègues Poussan Villeveyrac Montagnac. L'animation se fera en conformité avec le document d'objectifs de la Zone de Protection Spéciale ;
- confirmer la participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à la réponse à l'appel à candidatures, émis par la Région, pour élaborer avec l'ensemble des partenaires, le PAEC Hérault Domitia sous la coordination de la Chambre d'agriculture de l'Hérault ;
- approuver le périmètre proposé et la gouvernance générale du projet qui prévoit l'intervention de divers partenaires dans la mise en œuvre du projet ;
- approuver le principe de l'élaboration d'une convention de partenariat avec la Chambre d'agriculture de l'Hérault, sans contrepartie financière ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à solliciter des subventions auprès de d'État et de l'Europe et à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

#### **AFFAIRE N°14 : EMPLOI - TPE&PME - ARTISANAT ET AGRICULTURE – CONVENTION DE SOUTIEN DE LA CÉRÉMONIE DES 10 ANS DU CONCOURS « TALENTS DES QUARTIERS DE MONTPELLIER » ORGANISÉ DANS LE CADRE DU DISPOSITIF CITÉS LAB - ASSOCIATION BGE MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme I. TOUZARD, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Emploi - TPE & PME - Artisanat et Agriculture, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce les compétences « Insertion par l'économie » et « Politique de la ville » d'intérêt communautaire. Dans ce cadre, elle soutient des structures menant des actions d'insertion économique dans les quartiers relevant de la Politique de la Ville.

Depuis 2008, la Communauté d'Agglomération de Montpellier soutient l'association BGE Montpellier qui assure la mise en œuvre opérationnelle de l'action « CitésLab Montpellier ». Celle-ci vise à stimuler l'entrepreneuriat, détecter les porteurs de projets dans les quartiers relevant de la Politique de la Ville et porter auprès du public l'offre globale d'accompagnement et de financement du réseau d'appui à la création d'entreprises.

Les résultats du dispositif « CitésLab Montpellier » sur la période 2008-2013 sont les suivants : 947 personnes ont pris contact auprès du « CitésLab Montpellier », 834 porteurs d'idée reçus lors des permanences, 434 projets amorcés, 210 personnes orientées vers un organisme d'accompagnement ou de financement, 60 créations ont été enregistrées au cours de cette période, l'organisation d'un concours « Talents des quartiers de Montpellier » tous les ans.

Pour la dixième édition du concours "Talents des quartiers de Montpellier", CitésLab souhaite organiser une cérémonie exceptionnelle de remise de prix le 3 décembre 2014, afin de valoriser les réussites et parcours des porteurs de projets. CitésLab souhaite mettre en lumière les lauréats ainsi que les financeurs du dispositif à travers un ouvrage rétrospectif avec les témoignages et photographies des lauréats depuis 2008 et la réalisation d'un film reportage. Cet événement permettra de communiquer autour du dispositif et d'encourager les talents des quartiers à s'exprimer et à être accompagnés dans leurs projets. Des prix seront remis pour clôturer l'événement.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération est le suivant :

- Conseil Général de l'Hérault : 3000 €
- Communauté d'Agglomération de Montpellier : 2000 €
- Commune de Montpellier : 2000 €
- Etat : 2000 €
- Caisse des dépôts : 4000 €
- Caisse d'Epargne : 2000 €

Le prévisionnel des dépenses est le suivant :

- Réalisation de l'ouvrage : 5332 €
- Réalisation d'un film : 2500 €
- Dotations concours : 5000 €
- Organisation : 2700 €

Il est proposé d'accorder à l'association BGE Montpellier une subvention exceptionnelle de 2000 euros, sur un budget total de l'action de 15 000 euros, afin de soutenir l'organisation d'une cérémonie exceptionnelle de remises de prix dans le cadre du concours « Talents des quartiers de Montpellier », avec l'édition d'un ouvrage rétrospectif du concours et la réalisation d'un film.

Une convention encadrera ce soutien.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accorder à l'association BGE Montpellier une subvention de 2 000 euros pour mener à bien l'organisation d'une cérémonie exceptionnelle de remises de prix du concours "Talents des quartiers de Montpellier", dans le cadre du dispositif CitésLab, avec l'édition d'un ouvrage rétrospectif et la réalisation d'un film, sous réserve de l'engagement des co-financeurs et de la signature de la convention,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2014, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

## **AFFAIRE N°15 : EMPLOI - TPE&PME - ARTISANAT ET AGRICULTURE – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DE L'HÉRAULT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme I. TOUZARD, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Emploi - TPE & PME - Artisanat et Agriculture, rapporte :

Dans un contexte local et national de déprise agricole et viticole forte assortie de phénomènes de rétention et de spéculations foncières, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'est engagée dans une politique de développement durable en votant des documents cadres tels que le SCoT, l'Agenda 21 ou encore le Plan Climat Energie Territorial. Ces trois documents de référence posent les prémisses d'une politique agricole et alimentaire durable à l'échelle métropolitaine, relayée par l'émergence d'une demande sociale et d'une inscription à l'agenda politique que la Communauté d'agglomération co-construit activement avec les maires des 31 communes.

Les enjeux, transversaux relatifs à l'agro écologie et à l'alimentation, recoupent les thématiques de la santé et du « bien vivre », du développement économique notamment le tourisme, de la solidarité et de la gestion environnementale des ressources et des milieux. Ainsi, l'agglomération s'engage en faveur de l'agriculture sur l'ensemble de son territoire afin de mettre à disposition de tous une alimentation locale et de qualité, maintenir l'activité économique agricole, préserver ses paysages et la qualité de l'eau.

Une première convention annuelle avec la Chambre d'Agriculture de l'Hérault a été adoptée en 2013, assortie d'une subvention de fonctionnement de 20 000€. Il est proposé de reconduire ce partenariat pour l'année 2014.

Dans le contexte de l'élaboration proactive de la politique agricole et alimentaire métropolitaine, il est proposé de mener trois actions à visée opérationnelle, afin de renforcer les relations partenariales instaurées en 2013, et d'intégrer les projets agricoles en tant qu'éléments clés du projet d'aménagement durable du territoire de l'agglomération.

Deux des trois actions ciblées en 2014 sont ainsi totalement innovantes. La première concerne l'action Gestion des Espaces Naturels et Agricoles (GENA) sur les Communes de Lavérune, Prades-le-Lez, Montferrier-sur-Lez, Clapiers et Grabels et vise à une meilleure articulation entre espaces naturels, agricoles et zones d'urbanisation. La deuxième concerne un Projets d'Etudiants Ingénieurs de Sup Agro qui vise à améliorer les pratiques

professionnelles dans la conception des nouveaux quartiers en lien avec les aménageurs. Menées à titre expérimental, elles fondent les prémisses d'une méthodologie de projet intégrée et calibrent les outils adéquats pour une agriculture « hybride » urbaine et périurbaine.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat 2014 ainsi que le versement à la Chambre d'agriculture de l'Hérault d'une subvention annuelle d'un montant de 11 400 €,

- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de partenariat ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°16 : EMPLOI - TPE&PME - ARTISANAT ET AGRICULTURE – CONVENTION LOCALE CITÉS LAB, LE RÉSEAU D'AMORÇAGE DE PROJETS - ASSOCIATION BGE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme I. TOUZARD, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Emploi - TPE & PME - Artisanat et Agriculture, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce les compétences « Insertion par l'économie » et « Politique de la ville » d'intérêt communautaire. Dans ce cadre, elle soutient des structures menant des actions d'insertion économique dans les quartiers relevant de la Politique de la Ville.

La Caisse des Dépôts et l'Etat ont signé le 25 septembre 2001, un protocole national d'accord avec quatre réseaux associatifs nationaux d'appui à la création d'entreprises, dont celui des boutiques de gestion. Ce protocole avait pour objet la mise en œuvre d'une expérimentation de stimulation de l'entrepreneuriat et de détection de porteurs de projets dans les quartiers relevant de la Politique de la Ville. Il a conduit à la création du dispositif « CitésLab, le réseau d'amorçage de projets ».

La Caisse des Dépôts a inscrit ce dispositif dans son programme de développement économique des territoires sensibles. Le 18 juin 2014, la Caisse des Dépôts et l'Etat ont signé une convention d'objectifs pour les quartiers prioritaires pour 2014-2020.

Depuis octobre 2007, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est collectivité pilote. La BGE Montpellier, Association pour l'Emploi et le Développement de l'Entreprise, assure la mise en œuvre opérationnelle de l'action « CitésLab Montpellier » et porte auprès du public l'offre globale d'accompagnement et de financement du réseau d'appui à la création d'entreprises.

Les partenaires du projet sont : la Caisse des Dépôts, l'Etat, le Département de l'Hérault, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Ville de Montpellier et la Caisse d'Epargne.

Les résultats du dispositif « CitésLab Montpellier » sur la période 2008-2013 sont les suivants :

- 947 personnes ont pris contact auprès du « CitésLab Montpellier » ;
- 834 porteurs d'idée ont été reçus lors des permanences ;
- 434 projets ont été amorcés ;
- 210 personnes ont été orientées vers un organisme d'accompagnement ou de financement ;
- 60 créations ont été enregistrées au cours de cette période ;
- L'organisation annuelle du concours Talents des quartiers de Montpellier .

Compte tenu de ces résultats, les partenaires ont décidé la reconduction du dispositif sur le territoire de l'agglomération de Montpellier. Il sera copiloté par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Caisse des Dépôts.

La précédente convention triennale étant arrivée à échéance,, il est proposé une nouvelle convention triennale, conclue jusqu'au 31 décembre 2016. Cette convention est destinée à définir les conditions de mise en œuvre du dispositif « CitésLab Montpellier » et les engagements de chacun des partenaires.

Les partenaires souhaitent marquer leur soutien et définir leur contribution à une intervention de proximité dans les quartiers prioritaires visant à développer le nombre des porteurs de projets de création, de reprise ou d'implantation d'entreprises ayant recours à l'accompagnement généraliste ou financier. Pour cela, les partenaires conviennent de se mobiliser afin de permettre aux porteurs de projets, issus des quartiers prioritaires ou souhaitant s'implanter dans ces derniers, d'accéder à une offre de services complète et de qualité.

L'objet de « CitésLab Montpellier » est d'intervenir au sein de chacun des quartiers prioritaires et son action se décline de la manière suivante :

- Déterminer les potentiels projets en adéquation avec le territoire ;
- Favoriser l'information de proximité sur les dispositifs de financement de la création d'entreprises ;
- Mettre en place des actions visant à éveiller l'intérêt de la population et des acteurs locaux pour la création d'entreprises ;
- Informer la population et les acteurs locaux des services proposés ;
- Faire s'exprimer sans les censurer des idées de création d'entreprises ;
- Aider les personnes à formuler leurs idées ;

- Les faire entrer dans une démarche de construction de projet ;
- Les orienter ensuite vers les services adaptés à leurs besoins ;
- Assurer, en tant que de besoin, une fonction d'intermédiation entre les porteurs de projets et les personnes ou institutions ressources.

L'action concerne prioritairement les quartiers :

- Mosson (Paillade et Hauts de Massane) ;
- Petit Bard – Pergola ;
- Cévennes ;
- Gély-Figuerolles, Gambetta, Nord Ecusson ;
- Pas du Loup – Paul Valéry – Val de Croze ;
- Saint Martin et Tournezy.

La priorisation de ces quartiers sera modifiée, le cas échéant, suite à la diffusion par décret des nouveaux territoires prioritaires de la Politique de la Ville qui entreront en vigueur en 2015.

Par cette convention, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à :

- Mettre à disposition du chef de projet « CitésLab Montpellier » les locaux nécessaires à l'accomplissement des éventuelles actions de communication, sous réserve de la disponibilité de ces locaux ;
- Mobiliser l'ensemble de ses services et plus particulièrement les services de la direction économique et de l'emploi ;
- Assurer l'accès aux informations, statistiques, études, diagnostics dont elle dispose concernant les quartiers de la politique de la ville ;
- Appuyer la démarche du chef de projet « CitésLab Montpellier » auprès des différents organismes intervenant sur chaque quartier prioritaire ;
- Co-financer le fonctionnement du dispositif « CitésLab Montpellier » dans le cadre des crédits inscrits au Budget 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes du projet de convention tels que définis ci-dessus ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention triennale ainsi que tout document relatif à cette affaire ;
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au Budget 2014.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

## **AFFAIRE N°17 : AMÉNAGEMENT ET URBANISME – PLU DE CASTELNAU-LE-LEZ - EFFETS SUR LES PROJETS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - APPROBATION**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Aménagement et Urbanisme, rapporte :

Par courrier en date du 24 septembre 2014, la Ville de Castelnaud-le-Lez a notifié, à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le projet de modification simplifiée de son Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Conformément à l'article L.123-16 du Code de l'urbanisme, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est appelée à se prononcer sur les modifications apportées aux règles d'urbanisme applicables en zone 1AU, correspondant au périmètre de la Zone d'Aménagement Concerté « Extension Euréka » relevant de sa compétence.

En l'espèce, le projet de modification vise à ajuster les dispositions relatives aux limites de hauteur des bâtiments pour permettre l'implantation de dispositifs photovoltaïques et à adapter les normes relatives aux stationnements des programmes tertiaires et commerciaux afin, notamment, de favoriser la mutualisation et le foisonnement des parkings.

Les modifications projetées répondent, en cela, aux objectifs d'aménagement poursuivis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier qui accepte les modifications projetées sur ces secteurs particuliers.

Par ailleurs, conformément à l'article L.123-13-1 du Code de l'urbanisme, la Ville de Castelnaud-le-Lez a porté à la connaissance de la Communauté d'Agglomération de Montpellier d'autres modifications dont celle visant à adapter la servitude d'urbanisme dite de mixité sociale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- donner son accord, conformément aux dispositions de l'article L.123-16 du Code de l'urbanisme, concernant les évolutions du Plan Local d'Urbanisme relatives à la ZAC Extension Euréka,
- faire connaître son avis afin qu'il puisse être pris en compte dans le cadre de la mise au point définitive de son Plan Local d'Urbanisme,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

### **AFFAIRE N°18 : AMÉNAGEMENT ET URBANISME – AVENANT N°2 À LA CONVENTION DE TIERS PAYEUR - COMMUNE DE VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Aménagement et Urbanisme, rapporte :

Le 14 septembre 2009, la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone a acquis par préemption, la parcelle cadastrée AH 92, située 3 Place de l'Eglise, supportant un corps d'immeuble, en vue de réaliser une opération de logements sociaux.

Dans le cadre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier mène des actions ou des aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire. Elle a donc soutenu financièrement la commune de Villeneuve-lès-Maguelone dans l'acquisition de ce bien et dans le cadre des objectifs de production de logements contractualisés prévus dans le Programme Local de l'Habitat et pour la mise en œuvre de programmes locatifs sociaux.

Une convention de tiers payeur a été signée entre les parties les 20 et 23 mai 2008. Celle-ci est arrivée à expiration le 30 novembre 2013.

Par délibération n°11927 en date du 29 octobre 2013, le Conseil de Communauté a autorisé la prolongation d'un an de la convention de tiers payeur et la signature d'un avenant. Cette convention arrivera à expiration le 30 novembre 2014.

Cependant, compte tenu de la complexité du montage de l'opération de logements sociaux prévue sur la parcelle cadastrée AH 92 et pour finaliser le projet, il y a lieu de prolonger de deux ans la convention de tiers payeur entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°2 à la convention de tiers payeur avec la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

### **AFFAIRE N°19 : AMÉNAGEMENT ET URBANISME – MARCHÉS N°2948UA12 ENTRETIEN DES ESPACES VERTS - AVENANT AU LOT N°2 - ENTRETIEN DES PLANTATIONS D'ACCOMPAGNEMENT DES VOIRIES ET AUTRES ESPACES VERTS DES PARCS D'ACTIVITÉS**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Aménagement et Urbanisme, rapporte :

Par délibération du Conseil Communautaire n°11 137, en date du 8 octobre 2012, le marché n° 2948UA12 d'entretien des espaces verts a été attribué. Celui-ci permet de satisfaire les besoins d'entretien des terrains et autres réserves foncières, des espaces verts d'accompagnement des voiries des parcs d'activités, du patrimoine arboré, des parcs et jardins de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Les prestations font l'objet de 6 lots attribués par marchés séparés et conclus pour une durée d'un an renouvelable 2 fois :

- Lot n°1 : « Débroussaillage des terrains »,
- Lot n°2 : « Entretien des plantations d'accompagnement des voiries et autres espaces verts des parcs d'activités »,
- Lot n°3 : « Elagage et abattage »,
- Lot n°4 : « Entretien des espaces verts des équipements dont la gestion est assurée par la Direction de la Culture »,
- Lot n°5 : « Entretien des espaces verts des équipements dont la gestion est assurée par la Direction des Bâtiments et Moyens Généraux »,
- Lot n°6 : « Entretien des espaces verts des équipements dont la gestion est assurée par la Direction du Développement Economique et de l'Emploi ».

Les prestations propres à chaque lot font l'objet d'un marché à bons de commande sans minimum, ni maximum. Le montant total des marchés, périodes de reconduction comprises, a été évalué à 1 005 000 € H.T. sur trois ans.

Aujourd'hui, un avenant doit être passé sur lot n°2 « Entretien des plantations d'accompagnement des voiries et autres espaces verts des parcs d'activités », qui porte sur l'ajout de nouveaux prix dans le Bordereau de Prix Unitaire pour satisfaire de nouveaux besoins liés notamment :

- à la gestion de nouveaux parcs d'activités induisant de nouveaux besoins de prestations, taille de haies en terre plein central, entretien courant pour de nouveaux espaces, ... ;
- aux travaux de remise en état des plantations d'accompagnement des voiries et autres espaces verts des parcs d'activités, espaces connexes pouvant être nécessaire aux interventions d'entretien (création de soutènement de terre et mise en œuvre de fils supports pour plantes grimpantes, ...)
- à certaines opérations nécessitant du matériel et des équipements spécifiques de balisages rendus nécessaires par la typologie des voies nouvellement intégrées.

La Commission d'Appel d'Offres réunie le 12 novembre 2014 a donné un avis favorable à l'avenant ci-dessus décrit, concernant le lot n° 2 « Entretien des plantations d'accompagnement des voiries et autres espaces verts des parcs d'activités » dont l'entreprise Ciel-Vert, sise à Pérols, est titulaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant au marché N°2948UA12, lot n°2, relatif à l'entretien des plantations d'accompagnement des voiries et autres espaces verts des parcs d'activités.
- dire que les crédits relatifs à cette affaire sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

**AFFAIRE N°20 : AMÉNAGEMENT ET URBANISME – APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT DE L'AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE (ADEME) "DÉPLOIEMENT D'UNE PLATEFORME LOCALE DE RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE DE L'HABITAT" SUR LE TERRITOIRE DE MONTPELLIER AGGLOMÉRATION - CANDIDATURE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Aménagement et Urbanisme, rapporte :

Le projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte définit notamment une politique ambitieuse de rénovation thermique du parc immobilier. En matière de parc résidentiel privé, la France se fixe comme objectif de rénover énergétiquement 500 000 logements par an à compter de 2017, dont au moins la moitié occupée par des ménages modestes.

Sans attendre la promulgation de la loi, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'inscrit pleinement dans le plan de rénovation énergétique de l'habitat, lancé par le gouvernement dès septembre 2013, au travers des missions qu'elle mène dans le cadre de la délégation des aides à la pierre d'une part, complétées, sur le plan de la rénovation énergétique, par l'adoption en février 2014 de son Plan Climat 2013-2018. La Communauté d'Agglomération de Montpellier se propose ainsi d'engager une stratégie d'accompagnement de la rénovation thermique des logements et de sa massification.

Les orientations prises par la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur la rénovation thermique des logements, dans le cadre de son Plan Climat 2013-2018, ont pour ambition de relever le défi de la triple nécessité d'intervention : climatique, par la réduction des émissions de gaz à effet de serre et des consommations énergétiques ; sociale de résorption de la précarité énergétique en mobilisant pleinement le programme de l'ANAH (Agence Nationale de Rénovation de l'Habitat) « Habiter Mieux » ; et économique par l'émergence de nouveaux emplois et de nouveaux champs d'innovation pour les professionnels du territoire, anticipant la future réglementation.

Concrètement, la rénovation thermique des logements sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier se fera par la mise en œuvre de quatre actions du Plan Climat :

- expérimenter la rénovation thermique des copropriétés privées des trente glorieuses (en phase d'expérimentation avec le financement exceptionnel Ville de Demain) ;
- décliner le programme « Habiter Mieux » en faveur de la rénovation thermique des logements ;
- informer et accompagner la rénovation, notamment thermique, des logements ;
- accompagner la structuration de la filière éco-construction.

Ces engagements passent par la nécessaire définition d'une stratégie locale d'accompagnement de la rénovation thermique des logements en vue de sa massification. L'ambition de la Communauté d'Agglomération de Montpellier croise en ce sens les enjeux portés par l'appel à manifestation d'intérêt de « déploiement d'une plateforme locale de rénovation énergétique de l'habitat privé », lancé par l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) Languedoc-Roussillon. Ce dispositif permet de mobiliser des financements au travers d'un plan d'action triennal.

Dans les prochaines semaines, la Communauté d'Agglomération de Montpellier élaborera un plan d'action 2015-2017 partenarial, en s'appuyant sur les missions de l'Agence Locale de l'Energie. Depuis plusieurs années, cette association met en place, sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, des actions de sensibilisation et d'accompagnement des particuliers et des professionnels, notamment sur la rénovation thermique des logements.

Le programme d'action opérationnel nécessaire à la finalisation de la candidature de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sera précisé lors du premier trimestre 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- émettre un avis favorable à la candidature de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'appel à manifestation d'intérêt lancé par l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie) relatif au



- "déploiement de plateformes locales de rénovation énergétique de l'habitat en Languedoc-Roussillon" ;
- élaborer, avec l'appui de l'ADEME, avant mars 2015, le programme d'action opérationnel, nécessaire à la finalisation de la candidature de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
  - autoriser Monsieur le Président à solliciter l'Europe, l'État et la Région pour d'éventuels financements complémentaires ;
  - autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

**AFFAIRE N°21 : LOGEMENT – DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE D'ATTRIBUTION DES AIDES À LA PIERRE - CLÔTURE DE L'EXERCICE 2014 - AVENANT N°8 À LA CONVENTION SIGNÉE AVEC L'ETAT - AVENANT N°5 À LA CONVENTION DE GESTION DES AIDES À L'HABITAT PRIVÉ CONCLUE AVEC L'ANAH - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Logement, rapporte :

En application de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'est vue déléguer par l'Etat, pour une durée de 6 ans (2009-2014), la compétence pour l'attribution des aides publiques à la construction des logements sociaux et à la rénovation des logements privés.

A ce titre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a signé, le 29 juin 2009, une convention de délégation de compétence avec l'Etat, complétée par une seconde convention avec l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) pour la gestion des aides à l'habitat privé.

Ces conventions prévoient qu'un avenant dit « de fin de gestion », à intervenir en fin d'année, précise les dotations de crédits effectivement allouées à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et le cas échéant, les dotations complémentaires accordées au regard des évolutions de la programmation. Ces avenants conditionnent le versement par l'Etat et l'Agence Nationale de l'Habitat du reliquat d'autorisations d'engagement déléguées à la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Les avenants objets de la présente délibération visent également à proroger d'un an la durée des conventions afférentes, soit jusqu'au 31 décembre 2015.

Au terme de l'année 2014, le nombre de logements sociaux publics à financer (création) est légèrement ajusté à la baisse, alors que celui des logements privés (rénovation) s'avère supérieur aux prévisions initiales s'agissant de lutte contre la précarité énergétique.

**La réalisation des logements sociaux publics :**

L'avenant n°7 à la convention principale de délégation de compétence signée avec l'Etat le 19 juin dernier fixait pour 2014 un objectif de 1 292 logements locatifs sociaux familiaux et d'insertion à financer (hors résidences pour étudiants et personnes âgées ou handicapées). L'avenant n°8 de fin de gestion a pour objet de ramener ce nombre à 1 233 logements, selon la répartition suivante :

Types de financement	Rappel objectifs initiaux 2014	Logements à financer 2014	Logements à financer par l'ANRU en 2014	Total logement à financer 2014
PLAI	456	394	7	401
PLUS	800	749	54	803
PLS ordinaire	36	90	0	90
<b>TOTAL</b>	<b>1 292</b>	<b>1 233</b>	<b>61</b>	<b>1 294</b>

PLAI : prêt locatif aidé d'intégration

PLUS : prêt locatif à usage social

PLS ordinaire : prêt locatif social ordinaire (hors étudiants et foyers)

Les 394 logements à financer en PLAI se décomposent en 305 logements familiaux (contre 328 initialement) et 89 places d'hébergement ou logements adaptés à réaliser en structures collectives de types Foyer de Jeunes travailleurs ou résidence sociale (contre 128 initialement).

Les réalisations 2014 en matière de logements locatifs sociaux et familiaux sont complétées par le financement prévisionnel de 503 logements sociaux étudiants, mobilisant autant d'agréments PLS « spécifiques ».

Enfin, 66 logements seront financés en Prêt Social Location-Accession (PSLA), ce qui correspond à l'objectif initial.

Le montant des crédits délégués à la Communauté d'Agglomération de Montpellier en 2014 s'élève désormais à 2 691 489 € contre 3 608 764 € en dotation initiale dont 75 900 € dédiés au financement en PLAI de logements

adaptés, contre 890 100 € prévu initialement. A noter que 60% de l'enveloppe réservée pour le financement des logements spécifiques est finalement pris en charge par le « Grand emprunt » dans le cadre du Programme d'Investissement d'Avenir (PIA) « Investir dans la formation en alternance ».

La dotation de l'Etat est par ailleurs complétée par une enveloppe exceptionnelle d'Action Logement (collecteurs de la Participation des Entreprises à l'Effort de Construction, dénommée couramment « 1% logement »), à hauteur de 830 441 €, contre 857 824 € prévus initialement.

### **La rénovation de l'habitat privé ancien :**

L'avenant n°5 à la convention de gestion des aides à l'habitat privé a pour objet de réajuster à la hausse, au regard du prévisionnel de réalisation, le montant global des enveloppes déléguées à la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour la rénovation du parc privé ancien au titre de l'année 2014.

Au terme de l'année, le nombre de réhabilitations financées atteindra 306 logements, dont 30 locatifs à loyers maîtrisés et 238 occupés par des propriétaires aux revenus modestes ou très modestes, ainsi que 7 copropriétés (travaux sur les parties communes), selon les priorités suivantes :

- lutte contre l'habitat indigne et très dégradé : respectivement 8 et 12 logements (contre 11 et 17 initialement),
- lutte contre la précarité énergétique: 157 logements ciblés par le programme national « Habiter Mieux » (amélioration d'au moins 25% de la performance énergétique du logement / contre 80 initialement),
- adaptation du logement à la perte d'autonomie liée handicap ou au vieillissement : 73 logements (contre 53 initialement),
- requalification des copropriétés dégradées : rénovation des parties communes correspondant à 38 lots d'habitation (contre 325 initialement).

Le montant des droits à engagement ANAH mis à la disposition de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour la rénovation de l'habitat privé est maintenu à son niveau initial, soit 2 933 624 €. En revanche, la dotation complémentaire du programme national « Habiter Mieux » est portée à 697 483 €, contre 295 063 € délégués initialement. Toutefois, celle-ci ne permettra pas de couvrir l'ensemble des besoins recensés et estimés à près d'un million d'euro sur cette ligne budgétaire. Faute de crédits, le financement d'une cinquantaine de dossiers de lutte contre la précarité énergétique portés par des propriétaires occupants modestes ou très modestes devra vraisemblablement être reporté à 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°8 à la convention principale de délégation d'attribution des aides à la pierre à intervenir entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Etat ;
- approuver la programmation définitive du logement social pour l'année 2014, dont le détail figure dans le tableau joint en annexe ;
- approuver le projet d'avenant n°5 à la convention de gestion des aides à l'habitat privé à intervenir entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Agence Nationale de l'Habitat ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer ces avenants, ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

### **AFFAIRE N°22 : LOGEMENT – RÉHABILITATION DE 59 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « ZUCCARELLI » - RUE DE LA COMMUNE CLÔTURE À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À L'OPH-ACM - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

L'Office Public de l'Habitat de l'Agglomération de Montpellier (OPH-ACM) a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie de l'emprunt qu'il va contracter pour financer la réhabilitation de 59 logements sociaux, résidence « Zuccarelli », rue de la Commune Clôture à Montpellier. Il s'agit d'un ensemble immobilier construit en 1939, conventionné à l'APL.

L'opération consiste à effectuer la mise aux normes des logements (électricité, plomberie, sanitaires, salle d'eau...), la réfection des parties communes, l'aménagement des espaces extérieurs et des VRD, ainsi que la rénovation thermique du bâtiment (isolation des façades et toitures) permettant d'atteindre la classe D de l'étiquette énergie. Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture « Blue Tango Architectures ».

L'OPH-ACM demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 100 % le Prêt à la réhabilitation (PAM) d'un montant de 2 301 148 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PAM
Montant du prêt	2 301 148 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	<b>taux du Livret A</b> en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + <b>0,60 %</b>
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	indemnité forfaitaire 6 mois
Taux annuel de progressivité	0 à 0,50 % maximum
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %
Modalité de révision	double révisabilité limitée
Périodicité des échéances	annuelle
Durée	15 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale du prêt, soit une période d'amortissement de 15 ans et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'OPH-ACM, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à l'OPH-ACM pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 2 301 148 € représentant 100 % du prêt à la réhabilitation (PAM) sollicité par l'OPH-ACM auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réhabilitation de 59 logements locatifs sociaux, résidence « Zuccarelli », rue de la Commune Clôture à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'OPH-ACM, et à signer tout document relatif à cette affaire.

Mmes Chantal LEVY-RAMEAU, Patricia MIRALLES et MM Robert COTTE, Abdi EL KANDOSSI, Gérard CASTRE et Bernard TRAVIER ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

#### **AFFAIRE N°23 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS SOCIAUX - OPÉRATION « VILLENEUVE D'ANGOULÊME » BOULEVARD PAUL VALÉRY À MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'OPH-ACM - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et aides à la création de logements sociaux telles que les subventions pour surcoût de charge foncière ou les garanties d'emprunt.

L'Office Public de l'Habitat de l'Agglomération de Montpellier (OPH-ACM) a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin qu'elle apporte son concours à la construction de 12 logements sociaux Opération « Villeneuve d'Angoulême » Boulevard Paul Valéry à Montpellier.

Le concours de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est proposé pour un montant de 24 000 €,

correspondant à une aide de 2 000 € par logement.

Les caractéristiques et le plan de financement prévisionnel de l'opération projetée sont détaillés dans le tableau suivant :

<b>Opération</b>	Opération « Villeneuve d'Angoulême » Boulevard Paul Valéry à Montpellier
<b>Caractéristiques :</b> Architecte Collectif/Individuel Surface habitable Nombre de logement Catégorie de financement Typologie	TOURRE SANCHIS Collectif 788.70 m <sup>2</sup> 12 9 PLUS/3 PLAI 2 T2, 8 T3, 2 T4
<b>Plan de financement :</b> Coût total de l'opération Subvention Etat déléguée Subvention Région Subvention 1% Prêt 1% CIL Prêt CDC Sollicitation Montpellier Agglomération	<b>1 798 596.68 €</b> 18 000 € 48 600 € 18 000 € 28 000 € 1 661 996.68 € <b>24 000 €</b>

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 10 % des logements de l'opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention à l'OPH-ACM de 24 000 € pour la réalisation de 12 logements locatifs sociaux, Opération « Villeneuve d'Angoulême » Boulevard Paul Valéry à Montpellier,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907
- dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature des conventions d'attribution fixant les modalités de leur versement ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer ces conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Mmes Chantal LEVY-RAMEAU, Patricia MIRALLES et MM Robert COTTE, Abdi EL KANDOUSSI, Gérard CASTRE et Bernard TRAVIER ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

#### **AFFAIRE N°24 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 50 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « LE CLOS DE LA CASTIOLE » - ZAC DE CANTAUSSEL, LOT A21 À SAINT-BRÈS - GARANTIE D'EMPRUNTS À L'OPH ACM - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

L'Office Public de l'Habitat de l'Agglomération de Montpellier (OPH-ACM) a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'il va contracter pour financer la création de 50 logements sociaux, résidence « Le Clos de la Castiole », ZAC de Cantausse, lot A21 à Saint-Brès. L'opération comprend 38 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 12 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture « Serra Vives Cartegena Arq ».

L'Office Public de l'Habitat de l'Agglomération de Montpellier (OPH-ACM) demande à la Communauté

d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 100 % les quatre emprunts d'un montant total de 4 686 696 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 3 124 845 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 463 070 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 956 968 €.
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 141 813 €.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	3 124 845 €	463 070 €	956 968 €	141 813 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb	
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité forfaitaire 6 mois			
Taux annuel de progressivité	0 à 0,50 % maximum			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %			
Modalité de révision	Double Révisabilité Limitée			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'OPAH ACM, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à l'OPH-ACM pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 4 686 696 € représentant 100 % des quatre prêts sollicités par l'OPH-ACM auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 50 logements locatifs sociaux, résidence « Le Clos de la Castiole », ZAC de Cantausse, lot A21 à Saint-Brès ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'OPH-ACM et à signer tout document relatif à cette affaire.

Mmes Chantal LEVY-RAMEAU, Patricia MIRALLES et MM Robert COTTE, Abdi EL KANDOUSSI, Gérard CASTRE et Bernard TRAVIER ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

**AFFAIRE N°25 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 15 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « NAÏA » - ÎLOT RÉSIDENTIEL "LA MANTILLA"- AVENUE RAYMOND DUGRAND - MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNTS À L'OPH-ACM - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

L'Office Public de l'Habitat de l'Agglomération de Montpellier (OPH-ACM) a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie de l'emprunt qu'il va contracter pour financer l'acquisition dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de l'usufruit locatif de 15 logements sociaux, résidence « Naïa ».

Sous maîtrise d'ouvrage du promoteur PRAGMA, la résidence s'inscrit au sein de l'îlot « La Mantilla » réalisée en co-promotion avec BOUYGUES IMMOBILIER, comprenant 410 logements dont 63 locatifs sociaux et 100 en résidence étudiante, 3 700 m<sup>2</sup> de bureaux et 6 000 m<sup>2</sup> de commerces. Opération phare du quartier Port Marianne, « La Mantilla » est également l'îlot démonstrateur des actions innovantes menées dans le cadre de l'EcoCité, grand projet d'aménagement urbain durable coordonné par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et financé par les Investissements d'Avenir (« Grand emprunt ») et le Fonds Ville de Demain. Cet îlot s'appuie notamment sur le réseau de chaleur du secteur, complété par la géothermie et permet la production de froid par absorption.

Le projet a été conçu par les cabinets d'architecture Jacques FERRIER et A+.

L'OPH-ACM demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 100 % le Prêt Locatif Social (PLS) Construction d'un montant total de 1 082 316 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLS construction
Montant du prêt	1 082 316 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	<b>taux du Livret A</b> en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + <b>111 pdb</b>
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	IF sur durée résiduelle
Taux annuel de progressivité	0 à 0,50 % maximum
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %
Modalité de révision	double révisabilité limitée
Périodicité des échéances	annuelle
Durée	15 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale du prêt, soit une période d'amortissement de 15 ans et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'OPH-ACM, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à l'OPH-ACM pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 082 316 € représentant 100 % du prêt PLS sollicité par

l'OPH-ACM auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 15 logements locatifs sociaux, résidence « Naïa », Îlot résidentiel "La Mantilla" avenue Raymond Dugrand à Montpellier ;  
- autoriser Monsieur le Président à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'OPH-ACM et à signer tout document relatif à cette affaire.

Mmes Chantal LEVY-RAMEAU, Patricia MIRALLES et MM Robert COTTE, Abdi EL KANDOUSSI, Gérard CASTRE et Bernard TRAVIER ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

#### **AFFAIRE N°26 : LOGEMENT – ATTRIBUTION DE SUBVENTION - AIVS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier apporte son soutien à des associations dont les interventions concourent à la mise en œuvre du Programme Local de l'Habitat. Elle est sollicitée par l'Agence Immobilière à Vocation Sociale de l'Hérault pour l'octroi d'une subvention au titre de l'année 2014.

Créée en 2007, l'Agence Immobilière à Vocation Sociale (AIVS) a pour objet de favoriser la location de logements à des personnes et familles à revenus modestes. La mission de l'association repose sur la prise en mandat de gestion de biens, dans le parc privé, dont les loyers sont situés entre 15% et 30% au-dessous du niveau du marché. Les candidats à la location sont orientés vers l'association par les services sociaux et sont proposés pour attribution d'un logement à une commission composée des associations d'insertion par le logement partenaires de l'AIVS, du service Espace Logement du Département de l'Hérault et de la Caisse d'Allocations Familiales de Montpellier.

Pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier qui mène la rénovation du parc privé ancien, l'AIVS constitue un partenaire privilégié, venant renforcer le volet social des opérations engagées et notamment de l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire », mise en place depuis le 1er juillet 2009. La médiation de l'AIVS constitue en effet un levier supplémentaire pour convaincre les propriétaires bailleurs de réhabiliter et de louer leur bien à un loyer modéré. Proposant des honoraires de gestion et des couvertures d'impayés de loyers inférieurs à ceux pratiqués par une agence immobilière classique, elle offre aux propriétaires une solution locative sécurisée. Elle mobilise en effet les différentes aides possibles en cas de difficultés du locataire.

A ce stade, l'AIVS dispose de 67 logements en gestion sur la Communauté d'Agglomération de Montpellier, soit 32% de son parc sur le département de l'Hérault. Pour l'année 2014, elle propose de mobiliser 16 logements supplémentaires sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Une convention sera signée avec l'association AIVS, qui précisera les résultats attendus et les modalités de versement de la subvention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accorder à l'Agence Immobilière à Vocation Sociale une subvention de 4 000 € ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2014, chapitre 927 et que la subvention sera versée sous réserve de la signature de la convention fixant les engagements des parties ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer la convention à intervenir avec l'association ainsi que tous les documents se rapportant à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

#### **AFFAIRE N°27 : LOGEMENT – PROJET DE RÉNOVATION URBAINE DE MONTPELLIER - QUARTIER CÉVENNES - AVENANT N°3 À LA CONVENTION FINANCIÈRE POUR L'AMÉLIORATION DU PARC PRIVÉ DU PETIT BARD - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Logement, rapporte :

Dans le cadre de son projet de rénovation urbaine, la Ville de Montpellier met en œuvre, dans le quartier Cévennes, le Plan de Sauvegarde du Petit-Bard, ayant pour objet la restructuration d'une copropriété de 813 logements, aujourd'hui scindée en 9 copropriétés distinctes. Le projet comprend notamment la démolition de 458 logements, la réhabilitation des parties communes de 7 bâtiments équivalant à 355 logements et l'amélioration sur parties privatives de 145 logements.

Par délibération n°7877 du 2 octobre 2007, le Conseil d'Agglomération a décidé de soutenir la mise en œuvre de ce plan, notamment dans son volet « réhabilitation » qui a fait l'objet d'une convention financière spécifique en date



du 28 décembre 2007.

Par délibération n°10614 du 30 janvier 2012, le Conseil d'Agglomération a décidé d'approuver l'avenant n°2 à la convention financière pour notamment proroger l'opération de 16 mois supplémentaires et réserver une aide au financement de son suivi animation pour la période 2012-2013.

Comme convenu à l'origine du projet, pour que les copropriétaires les plus modestes n'aient pas à supporter l'ensemble des coûts de rénovation simultanément, les travaux sur parties communes concomitants à la rénovation urbaine ont été priorisés et ceux sur parties privatives différés. Pour pouvoir engager désormais la rénovation des parties privatives, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, a prorogé, par arrêté, le Plan de Sauvegarde du Petit Bard du 1<sup>er</sup> janvier 2014 au 31 décembre 2015.

L'avenant n°3 soumis à l'approbation du Conseil d'Agglomération, propose ainsi de proroger une nouvelle fois la convention financière du Plan de Sauvegarde sur la période 2014-2015 pour traiter les parties privatives de :

- 40 logements occupés par leurs propriétaires dont 10 sont modestes et 30 sont très modestes ;
- 45 logements locatifs dont 5 faisant l'objet de travaux d'adaptation au vieillissement ou au handicap. Ces 45 logements seront conventionnés : 15 à loyer intermédiaire et 30 à loyer social ou très social.

L'avenant soumis à validation prévoit une participation de la Communauté d'Agglomération à hauteur de 25% au financement de la mission de suivi-animation de l'opération pour la période 2014-2015, dont le montant annuel est évalué à 355 650 € H.T., soit 88 912,50€ (l'ANAH a sollicité pour 177 825€ et la ville prend à sa charge le solde soit 108 743,25€).

S'agissant du financement des travaux, les aides sur fonds propres de la Communauté d'Agglomération sont alignées sur le régime du Programme d'intérêt Général « Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire » en cours sur toutes les communes de l'Agglomération :

- pour les propriétaires occupants modestes ou très modestes : subvention de 20% et 25% selon le niveau de ressources, d'un plafond de travaux de 20 000 € H.T. ;
- pour les propriétaires bailleurs : subvention de 10% et 15% selon le niveau de loyer conventionné pratiqué (intermédiaire ou social), d'un plafond de travaux de 750 €/m<sup>2</sup> dans la limite de 80 m<sup>2</sup>.

Par cet avenant, le coût total de l'opération est porté, sur la période 2012-2015, à 10 979 244 € H.T, soit 2 600 000 € supplémentaires, et le montant des aides déléguées de l'Anah à 5 838 222,50 € maximum, soit 1 200 000€ supplémentaires dont 177 825 € dédiés à l'ingénierie du programme.

La contribution sur fonds propres de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à la rénovation du Petit Bard est portée à 624 612,50 € maximum sur la période 2012-2015, soit 441 000€ supplémentaires dont 88 912,50 € dédiés à l'ingénierie du programme.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°3 à la convention financière pour l'amélioration du Petit-Bard à intervenir entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier par délégation de l'Anah, la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier, annexé à la présente délibération ;
- approuver le tableau financier présentant les participations financières au programme de réhabilitation du Petit-Bard, dont celle de la Communauté d'Agglomération, annexé à la présente délibération ;
- dire que les crédits sont en partie inscrits sur le budget 2014 et seront inscrits aux budgets suivants, chapitre 907 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant susvisé, ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

## **AFFAIRE N°28 : LOGEMENT – OPÉRATION "RÉNOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE" 2013-2016 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE 33 LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Logement, rapporte :

Depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a relancé l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » labellisé « Habiter Mieux » ayant pour objet la réhabilitation de 180 logements par an, locatifs ou occupés par des propriétaires modestes ; son périmètre couvre l'ensemble du territoire communautaire, hors secteurs de Montpellier déjà concernés par une opération similaire. Cette opération a pour priorité la lutte contre l'habitat dégradé, indigne et à faible performance énergétique, l'adaptation des logements au handicap ou perte d'autonomie, la remise sur le marché de logements vacants ainsi que la maîtrise des loyers après travaux.

La labellisation « Habiter Mieux », marque l'engagement, pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier, de financer annuellement au moins 100 dossiers de propriétaires occupants modestes ou très modestes réalisant des travaux de rénovation permettant un gain énergétique minimal de 25%.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier mobilise, pour ce faire, les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), dont l'attribution lui est déléguée. Elle accorde par ailleurs sur fonds propres, des aides aux propriétaires occupants modestes et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés. Celles-ci concernent également l'amélioration de la performance énergétique des logements anciens et la remise sur le

marché de logements vacants. Le montant total des subventions mobilisées peut ainsi représenter de 45 % à 80 % du montant hors taxes des travaux subventionnables, voire 100 % pour les propriétaires occupants disposant de ressources très modestes.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de trente-trois logements situés dans les Communes de Castelnau-le-Lez, Clapiers, Cournonterral, Fabrègues, Jacou, Lattes, Montaud, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Pignan, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone occupés par des propriétaires disposant de ressources modestes à très modestes, pour un montant total de 129 194 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires occupants s'engagent à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider l'octroi de subventions telles que décrites dans le tableau en annexe ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier de l'aide de l'ANAH qui lui est déléguée, sur la base de la dépense réellement subventionnée ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

#### **AFFAIRE N°29 : LOGEMENT – OPÉRATION "RÉNOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE" 2009-2013 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION D'UN LOGEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Logement, rapporte :

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2009, la Communauté d'Agglomération de Montpellier met en œuvre l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » ayant pour objet la réhabilitation de 100 logements anciens par an, locatifs ou occupés par des propriétaires modestes ; son périmètre couvre l'ensemble du territoire communautaire, hors secteurs de Montpellier déjà concernés par une opération similaire.

Cette opération a pour priorités la lutte contre l'habitat dégradé, indigne et à faible performance énergétique, l'adaptation des logements au handicap ou perte d'autonomie, la remise sur le marché de logements vacants ainsi que la maîtrise des loyers après travaux.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier mobilise, pour ce faire, les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), dont l'attribution lui est déléguée. Elle accorde par ailleurs sur fonds propres, des aides aux propriétaires occupants modestes et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés. Celles-ci concernent également l'amélioration de la performance énergétique des logements anciens et la remise sur le marché de logements vacants. Le montant total des subventions mobilisées peut ainsi représenter de 35 % à 80 % du montant hors taxe des travaux subventionnables.

Dans ce cadre la Communauté d'Agglomération est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation d'un logement de type 4, situé 23 rue des Jonquilles à Montpellier, occupé par un propriétaire aux ressources modestes.

Le projet concerne la réhabilitation totale du logement, avec une mise aux normes électriques, un changement des menuiseries, du mode de chauffage et l'installation d'une ventilation, permettant un gain énergétique de 45%. Ce projet inclut également une adaptation du logement au handicap avec l'installation d'une rampe d'accès et la pose de volets roulants.

Le coût des travaux s'élève à 48 816 € H.T. (52 233€ T.T.C.) et correspond à la dépense subventionnable calculée selon les règles de l'ANAH. Le plan de financement de l'opération s'établit comme suit :

- ANAH : 50% soit 23 450 €
- Eco-prime Etat « Habiter Mieux » : 3 500 €
- Communauté d'Agglomération de Montpellier : 20% du montant de la dépense subventionnable retenue par l'ANAH plafonnée à 10 000 € incluant l'écoprimé d'un montant maximum de 500 € pour l'amélioration de la performance énergétique du logement, soit 10 000 €
- Propriétaire solde : 15 283 €

Le propriétaire s'engage à occuper son logement en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer une subvention d'un montant maximum de 10 000 € à Monsieur Mohamed OUELAA demeurant 241, avenue des Prés d'Arènes à Montpellier ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par la Communauté

d'Agglomération de Montpellier de l'aide de l'ANAH qui lui est déléguée, sur la base de la dépense réellement subventionnée ;

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET

**AFFAIRE N°30 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES – MARCHÉ DE FOURNITURE ET LIVRAISON DE FIOUL N°3781MG14 - CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC 6 COMMUNES ET LE CCAS DE VILLENEUVE LÈS MAGUELONE - APPEL D'OFFRES - AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA CONVENTION - AUTORISATION DE LANCER LA CONSULTATION ET SIGNATURE DE L'ACCORD CADRE**

Mme I. GUIRAUD, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Administration générale, Contentieux et Affaires juridiques, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Ville de Montpellier et les Communes de Pignan, Saint Jean de Védas, Saint Brès, Lavérune, Villeneuve Lès Maguelone et le CCAS de Villeneuve Lès Maguelone, doivent lancer une procédure de mise en concurrence en vue de la fourniture de fioul destiné au fonctionnement de leurs services.

Afin de rationaliser leurs achats et de réaliser des économies d'échelle, les communes pressenties ainsi que notre Etablissement Public de Coopération Intercommunal ont décidé de constituer un Groupement de Commandes conformément à la convention annexée et à l'article 8 du Code des Marchés Publics.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est désignée coordonnateur du Groupement et sa Commission d'Appel d'Offres sera celle du Groupement.

La procédure de mise en concurrence sera conforme aux articles 57 à 59 et 76 du Code des Marchés Publics (Appel d'Offres ouvert).

Les montants annuels estimatifs H.T. des commandes des membres du Groupement sont les suivants :

- Communauté d'Agglomération : 70 000 €.
- Commune de Montpellier : 53 600 €.
- Commune de Pignan : 4 500 €.
- Commune de Saint Jean de Védas : 8 500 €
- Commune de Saint Brès : 2 000 €
- Commune de Lavérune : 2 400 €
- Commune de Villeneuve Lès Maguelone : 6 666 €.
- CCAS de Villeneuve Lès Maguelone : 1 333 €.

L'accord cadre sera multi attributaire (au minimum 3 prestataires sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres).

L'accord cadre sera signé et notifié par la Communauté d'Agglomération de Montpellier au nom de l'ensemble des membres du Groupement, pour une durée de un an, à compter de sa notification. Chaque Commune membre du Groupement sera en charge de son exécution pour ses besoins propres.

Aussi, compte tenu de ce qui précède, il est proposé au conseil d'annuler la délibération n°12579 du 30 octobre 2014 qui prévoyait le lancement d'un appel d'offres en vue de la conclusion d'un marché à commandes mono attributaire. En effet, cette forme de marché ne permet pas la remise en concurrence permanente des prestataires à survenance des besoins et ne s'avère donc pas adaptée.

L'accord cadre pourra être reconduit expressément pour 3 nouvelles périodes de un an par le coordonnateur pour le compte de l'ensemble des membres du Groupement.

Pour chacun des marchés à passer sur le fondement de l'accord cadre, chaque collectivité consultera par écrit les opérateurs économiques de l'accord cadre à survenance des besoins la concernant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser l'établissement d'un Groupement de Commandes entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Ville de Montpellier et les Communes de Pignan, Saint Jean de Védas, Saint Brès, Lavérune, Villeneuve Lès Maguelone et le CCAS de Villeneuve Lès Maguelone ;
- autoriser la souscription et la signature de L'accord cadre à intervenir avec les candidats retenus par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération ;
- autoriser Monsieur le Président à signer l'accord cadre ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**AFFAIRE N°31 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES – AVENANT N°1 AU MARCHÉ N°2837MG12 DE TRAVAUX D'AMÉNAGEMENTS, DE MISES AUX NORMES ACCESSIBILITÉ HANDICAPÉ, DE MAINTENANCE ET DE GROSSES RÉPARATIONS DANS LES BÂTIMENTS COMMUNAUTAIRES**

Mme I. GUIRAUD, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Administration générale, Contentieux et Affaires juridiques, rapporte :

Par délibération n° 10504 du 29 novembre 2011 la communauté d'Agglomération a approuvé la signature du marché à bons de commande n°2837MG12 ayant pour objet les travaux d'aménagements, de mises aux normes accessibilité handicapés, de maintenance et de grosses réparations dans les bâtiments communautaires avec les entreprises CARDONNET pour le lot 3 Menuiseries intérieures, CORTINA pour le lot 4 Cloisons - faux plafonds et JLC PEINTURE pour le lot 5 Peinture et sols.

Ce marché a été notifié le 3 octobre 2012 pour les lots 3 et 4 et le 12 octobre pour le lot 5 pour une première période d'un an et est reconductible 3 fois.

Au terme de deux ans de vie de ce marché, il apparaît que certaines opérations spécifiques n'ont pas été prévues au Bordereau des Prix Unitaires (BPU) mais font l'objet de commandes récurrentes.

Les prestations concernées sont les suivantes :

- Pour le lot 3 : fourniture et pose de châssis et portes, dépose de bloc porte, divers châssis vitrés, étagères, parement stratifié, divers remplacements de quincaillerie, remplacement de vitrages divers.
- Pour le lot 4 : démolition de cloison, créations et obturation d'ouvertures, protection d'ouvrage par film polyane, dépose de plafonds, remplacement de dalles de faux plafonds, dépose et repose de cloison amovible.
- Pour le lot 5 : enlèvement en déchetterie de sol, plus value pour une troisième couche de peinture, peinture sur plinthe bois, plus-value pour soudure sol souple.

Il est donc proposé de les intégrer via un BPU complémentaire soumis aux trois entreprises titulaires du marché.

Il est donc nécessaire de passer un avenant n°1 au marché 2837MG12 afin de compléter le Bordereau des Prix Unitaires des montants des prestations nouvelles, pour les lots suivants :

- Lot n° 3 : Menuiseries intérieures – Entreprise Cardonnet
- Lot n° 4 : Cloisons- isolations – Faux plafonds – Entreprise Cortina
- Lot n° 5 : Peinture et sols – Entreprise JLC Peinture

Ces avenants ont fait l'objet d'un avis favorable lors de la CAO du 12 novembre 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°1 au marché n°2837MG12 à bons de commande de travaux d'aménagements, de mise aux normes accessibilité, de maintenance et de grosses réparations dans les bâtiments communautaires pour le lot n°3 "Menuiseries intérieures", le lot n° 4 "Cloisons et isolations", lot n°5 "Peinture et sols";
- dire que les crédits sont inscrits au budget communautaire, aux chapitres concernés ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

**AFFAIRE N°32 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES – MARCHÉ N°3399MG13 À BONS DE COMMANDE POUR LES TRAVAUX DE MAINTENANCE ET GROSSES RÉPARATIONS DES ÉQUIPEMENTS DE GÉNIE CLIMATIQUE (CHAUFFAGE, VENTILATION, CLIMATISATION) DES BÂTIMENTS COMMUNAUTAIRES - AVENANT N°1-AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme I. GUIRAUD, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Administration générale, Contentieux et Affaires juridiques, rapporte :

Par délibération n°12012 du 27 novembre 2013 la Communauté d'Agglomération de Montpellier a approuvé la signature du marché à bons de commande n°3399MG13 ayant pour objet l'aménagement, la maintenance et les grosses réparations des équipements génie climatique (chauffage, ventilation, climatisation) des bâtiments communautaires. Les entreprises SPIE SUD OUEST, SERRANO et BOISSON, ont été retenues selon la méthode dite « en cascade », c'est-à-dire en faisant appel en priorité à l'entreprise SPIE SUD OUEST, puis si celle-ci n'est pas en capacité de répondre à l'entreprise SERRANO et éventuellement à l'entreprise BOISSON, l'ordre précité correspondant au rang de classement des 3 premières offres au regard des critères définis dans le règlement de consultation.

Ce marché a été notifié le 29 janvier 2014 pour une première période allant de la date de notification au 31 décembre 2014. Il est reconductible 3 fois pour une durée d'un an.

Pour améliorer l'exécution de ce marché, il est nécessaire de passer un avenant n°1 afin modifier les points suivants :

1) Suppression de l'application de la retenue de garantie aux travaux commandés dans le cadre de ce marché : Le Cahier des Clauses Administratives Particulières prévoit, dans son article 4.1, l'application de la retenue de garantie pour chaque opération réalisée par l'entreprise. Depuis la mise en place du marché objet de la présente, la grande majorité des opérations réalisées représente un montant inférieur à 20 000 € T.T.C.

Dans un souci de simplification de la gestion administrative et financière, il est proposé de supprimer l'application de cette retenue de garantie pour l'ensemble des travaux commandés à compter de la seconde période de reconduction, c'est-à-dire du 1<sup>er</sup> janvier 2015.

2) Ajout de lignes supplémentaires au Bordereau des Prix Unitaires :

Au terme de six mois de vie de ce marché, il apparaît que certaines opérations spécifiques n'ont pas été prévues au Bordereau des Prix Unitaires (BPU) mais font l'objet de commandes récurrentes.

Il s'agit pour l'essentiel de prestations de calorifugeage de pompes, vannes et robinets

Il est proposé de les intégrer via un BPU complémentaire joint en annexe à la présente délibération et soumis aux trois entreprises titulaires du marché.

Cet avenant a fait l'objet d'un avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres lors de sa séance du 18 novembre 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°1 au marché n°3399MG13 à bons de commande d'aménagement, de maintenance et de grosses réparations des équipements génie climatique des bâtiments communautaires.
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

## **AFFAIRE N°33 : RESSOURCES HUMAINES – MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS**

M. P. BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

### **I- Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi :**

Dans le cadre de l'exercice des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées en **annexe 1** ci-jointe, après avis du Comité Technique Paritaire du 18 novembre 2014.

### **II-Confirmation de postes :**

**a) Par délibération n°12345 du 19 juin 2014**, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux pour exercer des fonctions d'attaché de presse (n° du poste : 2003-185) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté auprès du cabinet du Président.

- nature des fonctions : organiser et suivre l'ensemble des contacts avec les médias, rédiger des communiqués et dossiers de presse et organiser des conférences de presse.
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'un diplôme correspondant au moins au premier cycle d'études supérieures.
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux.
- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer les opérations de communication externe auprès des administrés sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ce poste ne peut rester vacant.
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

**b) Par délibération n°12345 du 19 juin 2014**, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux pour exercer des fonctions de chargé d'édition (n° du poste : 2008-028) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté au sein de la Direction de la Communication.

- nature des fonctions : rédiger des supports de communication pour valoriser les actions et l'image de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine de la communication,
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux ou du décret n°90-127 du 9 février 1990 portant

échelonnement indiciaire des ingénieurs territoriaux.

- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer des opérations de communication auprès des administrés sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ce poste ne peut rester vacant.

- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

c) Par délibération n°10222 du 23 juin 2011, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux pour exercer des fonctions de Chef de service implantation et du développement des entreprises (n° du poste : 2002-088) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction du Développement Economique et de l'emploi.

- nature des fonctions : définir, concevoir et proposer les orientations stratégiques en matière d'implantation et de développement d'entreprises de l'agglomération de Montpellier, favoriser l'implantation d'entreprises sur le territoire de l'agglomération et plus particulièrement sur les parcs d'activités et dans l'immobilier d'entreprises communautaire ou privé.

- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'un diplôme équivalent HEC (marketing, commercial) ou école d'ingénieurs.

- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux ou sur la base du décret n° 90-127 du 9 février 1990 portant échelonnement indiciaire des ingénieurs territoriaux.

- motif : compte tenu de la nécessité de promouvoir l'implantation et le développement d'entreprises sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ce poste ne peut rester vacant. fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des effectifs de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en tenant compte des mises en conformité et confirmation de postes;

- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier Budget Principal, chapitre 920, 923, 924, 928 et 929 et les budgets annexes ;

- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

#### **AFFAIRE N°34 : FINANCES – BUDGET 2014 - DÉCISION MODIFICATIVE N°2 - ADOPTION**

M. M. LEVITA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice 2014, il convient de procéder à des ajustements de crédits entre les différents chapitres du Budget Principal et du budget annexe de l'assainissement.

La Décision Modificative du Budget Principal s'équilibre à **1 155 567,00 euros en fonctionnement** et à **- 6 320 026,00 euros en investissement**.

La Décision Modificative concernant le Budget Principal se présente de la façon suivante :

#### **BUDGET PRINCIPAL – FONCTIONNEMENT**

<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT DEPENSES</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>-245 031,00</b>	<b>1 400 598,00</b>	<b>1 155 567,00</b>
dont 920 – Administration générale	-4 666,00		-4 666,00
dont 923 – Culture	-11 226,00		-11 226,00
dont 924 – Sport et jeunesse	117 015,00		117 015,00
dont 928 – Aménagement et services urbains, environnement	1 003 000,00		1 003 000,00
dont 929 – Action économique	-849 154,00		-849 154,00
dont 931 – Opérations Financières	-500 000,00		-500 000,00
dont 934 – Transferts entre sections		1 349 371,00	1 349 371,00
dont 939 – Virement à la section d'investissement		51 227,00	51 227,00

<b>Total général</b>	<b>-245 031,00</b>	<b>1 400 598,00</b>	<b>1 155 567,00</b>
----------------------	--------------------	---------------------	---------------------

<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT RECETTES</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>61 435,00</b>	<b>1 094 132,00</b>	<b>1 155 567,00</b>
dont 920 – Administration générale	4 935,00		4 935,00
dont 929 – Action économique	56 500,00		56 500,00
dont 934 – Transferts entre sections		1 094 132,00	1 094 132,00
<b>Total général</b>	<b>61 435,00</b>	<b>1 094 132,00</b>	<b>1 155 567,00</b>

### **BUDGET PRINCIPAL – INVESTISSEMENT**

<b>SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>-7 414 158,00</b>	<b>1 094 132,00</b>	<b>-6 320 026,00</b>
dont 900 – Administration générale	-848 000,00		-848 000,00
dont 903 – Culture	-6 007 354,00		-6 007 354,00
dont 904 – Sport et jeunesse	-20 000,00		-20 000,00
dont 908 – Aménagement et services urbains, environnement	384 000,00		384 000,00
dont 909 – Action économique	-922 804,00		-922 804,00
dont 914 – Transferts entre sections		1 094 132,00	1 094 132,00
<b>Total général</b>	<b>-7 414 158,00</b>	<b>1 094 132,00</b>	<b>-6 320 026,00</b>

<b>SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>-7 720 624,00</b>	<b>1 400 598,00</b>	<b>-6 320 026,00</b>
dont 908 – Aménagement et services urbains, environnement	-58 000,00		-58 000,00
dont 909 – Action économique	-165 000,00		-165 000,00
dont 911 – Dettes et autres opérations	-6 938 624,00		-6 938 624,00
dont 912 – Dotations, subventions, participations non affectées	641 000,00		641 000,00
dont 914 – Transferts entre sections		1 349 371,00	1 349 371,00
dont 919 – Virement de la section de fonctionnement		51 227,00	51 227,00
dont 95 – Produits de cession d'immobilisations	-1 200 000,00		-1 200 000,00
<b>Total général</b>	<b>-7 720 624,00</b>	<b>1 400 598,00</b>	<b>-6 320 026,00</b>

Il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la Décision Modificative du Budget Principal par chapitre en section de fonctionnement et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M14,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

La Décision Modificative du Budget annexe d'assainissement s'équilibre à – **670 000,00 euros en investissement**.



La Décision Modificative concernant le Budget annexe d'assainissement se présente de la façon suivante :

### **BUDGET ANNEXE D'ASSAINISSEMENT – INVESTISSEMENT**

<b>SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>-670 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-670 000,00</b>
dont 23 – Immobilisations en cours	-670 000,00		-670 000,00
<b>Total général</b>	<b>-670 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-670 000,00</b>

<b>SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>-670 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-670 000,00</b>
dont 16 – Emprunts et dettes assimilées	-670 000,00		-670 000,00
<b>Total général</b>	<b>-670 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-670 000,00</b>

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la Décision Modificative du Budget annexe d'assainissement par chapitre budgétaire en section d'investissement, conformément à la nomenclature M49,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité qualifiée (2 abstentions et 2 votes contre).

Se sont abstenus : Mme Véronique DEMON, M. Alex LARUE.

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

### **AFFAIRE N°35 : FINANCES – VOTE EN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CRÉDITS DE PAIEMENT EN LIEN AVEC LA DÉCISION MODIFICATIVE N°2 - RÉVISION - MODIFICATIONS D'OPÉRATIONS - ADOPTION**

M. M. LEVITA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

Dans le cadre de travaux à caractère pluriannuel, et conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (article L.2311-3 et R.2311-9), la Communauté d'Agglomération de Montpellier a mis en place une gestion par autorisations de programme (AP) et crédits de paiement (CP).

Ces autorisations de programme définissent l'évaluation financière globale du projet et permettent une gestion des dépenses sur plusieurs exercices à travers un échéancier de crédits de paiement représentant la répartition des dépenses prévisionnelles.

Elles constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements et incluent l'actualisation prévisionnelle des prix.

Pour mémoire, les clôtures d'autorisations de programme seront proposées dans le cadre du bilan de clôture des opérations.

### **I- Autorisation de programme et crédits de paiement dont le montant est révisé dans le cadre de la DM2 2014 :**

#### **BUDGET PRINCIPAL**

**Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel : Acquisitions Foncières (Réserves)**

<b>Montant</b>		<b>Crédits de paiement antérieurs</b>	<b>Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014</b>
<b>Initial</b>	<b>Révisé</b>		
32 000 000	54 482 586,00	38 904 032,58	15 578 553,42

### **II- Autorisations de programme dont les crédits de paiement sont modifiés dans le cadre de la DM2 2014 sans que le montant global pluriannuel de l'AP soit modifié, seul un ajustement annuel est nécessaire :**

#### **BUDGET PRINCIPAL**

**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments : Accessibilité aux équipements**



Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
1 155 000	1 155 000	465 761,92	168 057

Reste à financer (au delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice	
	2015	2016
521 181,08	255 000	266 181,08

#### Direction de la Culture : Accessibilité aux équipements

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
2 929 000	2 929 000	0	460 000

Reste à financer (au delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice	
	2015	2016
2 469 000	1 805 000	664 000

#### Direction de la Culture : MHFA

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
19 360 000	19 360 000	10 379 234,05	3 377 000

Reste à financer (au delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice	
	2015	2016
5 603 765,95	2 550 000,00	3 053 765,95

#### Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel : Etudes Route de la Mer / Avenue Georges Frêche

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
1 794 000	1 794 000	1 367 348	46 782

Reste à financer (au delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice	
	2015	
379 870	379 870	

#### Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel : Opérations d'Aménagement à Vocation Économique

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
13 733 000	20 358 000	9 802 014,30	6 082 000

<b>Reste à financer (au delà de l'exercice 2014)</b>	<b>Reste à financer - Répartition par exercice</b>
	<b>2015</b>
4 473 985,70	4 473 985,70

## BUDGET ASSAINISSEMENT

### Direction de l'Eau et de l'Assainissement : Stations d'épuration

<b>Montant</b>		<b>Crédits de paiement</b>	<b>Crédits de paiement</b>
<b>Initial</b>	<b>Révisé</b>	<b>antérieurs</b>	<b>ouverts au titre de l'exercice 2014</b>
10 660 000	10 660 000	677 834,79	4 855 000

<b>Reste à financer (au delà de l'exercice 2014)</b>	<b>Reste à financer - Répartition par exercice</b>
	<b>2015</b>
5 127 165,21	5 127 165,21

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la révision du montant de l'autorisation de programme relative aux acquisitions foncières,
- décider les modifications des autorisations de programmes relatives à l'accessibilité aux équipements liés aux moyens généraux et bâtiments, à l'accessibilité des équipements culturels, à la réalisation du MHFA, aux études route de la mer / avenue Georges Frêche, aux opérations d'aménagement à vocation économique et à la réalisation de la station d'épuration Sussargues-St Geniès-extension Cournonterral,
- retenir comme échéancier des crédits de paiement les tableaux susmentionnés,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

### **AFFAIRE N°36 : CULTURE – CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DE L'AGORA DE LA DANSE AVEC LES ASSOCIATIONS MONTPELLIER DANSE ET CENTRE CHORÉGRAPHIQUE NATIONAL DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Par délibération n°9638 du 23 juin 2010, le Conseil de Communauté a autorisé la signature d'une convention d'occupation temporaire de l'Agora de la Danse avec les associations Montpellier Danse et Centre Chorégraphique National de Montpellier (CCNM), pour une durée de 3 ans renouvelable.

Montpellier Danse a ainsi la faculté de développer, dans le domaine de la danse, une activité de création, production, organisation, exploitation, gestion et formation. Montpellier Danse peut en outre réaliser ou co-réaliser, produire ou co-produire, diffuser ou co-diffuser toutes activités phonographiques, radiophoniques, télévisuelles, cinématographiques ou audiovisuelles et toutes autres activités conformes à son objet.

De la même manière, cette mise à disposition permet au CCNM d'œuvrer, auprès d'un public le plus large possible, à la promotion de l'art chorégraphique et des disciplines complémentaires et, plus généralement, de s'intéresser à tout ce qui se rattache directement ou indirectement à l'expression corporelle des personnes, par une activité de création et présentation de spectacles et d'œuvres chorégraphiques, de formation et de soutien de toute association ou groupement de personnes répondant à cette mission.

Au regard de l'expérience de 4 années d'ouverture et de fonctionnement de l'Agora de la Danse, il convient d'actualiser et de préciser les conditions de cette mise à disposition, et sans remettre en cause les objets cités ci-dessus, de conclure avec ces deux associations une nouvelle convention d'occupation temporaire. Cette nouvelle convention doit permettre une plus grande ouverture du lieu sur la cité et aux publics.

Elle introduit notamment les clauses suivantes :

Paiement uniquement d'une redevance fixe calculée en fonction des investissements réalisés par l'agglomération sur les 10 dernières années, amortis sur 50 ans, soit 164 000 € pour Montpellier Danse, et 96 000 € par le CCN, au

regard des activités d'intérêt général de création, de formation et de promotion de l'art chorégraphique menées par ces deux associations et de l'absence de bénéfice commercial induit par l'occupation de cet équipement.

- Identification de journées réservée à l'agglomération, 10j pour l'Agora partie Montpellier Danse, 5j pour l'Agora partie CCNM. En outre, le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération (CRR) pourra bénéficier sur l'année scolaire d'un studio pour y dispenser des cours de danse, dans le cadre d'une convention d'application avec Montpellier Danse.

- Identification d'un responsable unique d'établissement pour l'Agora au sens de la réglementation sur la sécurité des personnes, en la personne du Directeur de Montpellier Danse.

La convention précise en outre les obligations de l'occupant en matière de maintenance des locaux, d'assurance et de responsabilités. Elle maintient en outre le principe d'une refacturation des charges (électricité, eau, téléphonie, gaz, chauffage, maintenance) par la Communauté d'Agglomération de Montpellier aux deux occupants.

La convention est conclue pour une durée allant de sa date de signature jusqu'au 31 décembre 2018. Elle est tacitement renouvelable 3 fois pour une durée de 1 an.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- résilier la convention d'occupation temporaire de l'Agora de la danse signée le 20 septembre 2010, conformément à son article 8,
- approuver la conclusion d'une nouvelle convention d'occupation temporaire de l'Agora de la Danse, avec les associations Montpellier Danse et Centre Chorégraphique National de Montpellier,
- dire que les recettes sont inscrites au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention d'occupation temporaire de l'Agora de la Danse, ainsi que tout document découlant de cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

#### **AFFAIRE N°37 : CULTURE – CONVENTION DE PARTENARIAT PÉDAGOGIQUE ET ARTISTIQUE ENTRE LE CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL DE MONTPELLIER AGGLOMÉRATION ET LE THÉÂTRE DU CHAI DU TERRAL À SAINT JEAN DE VÉDAS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Le Conservatoire de Montpellier Agglomération a été classé en 2007 dans la catégorie Conservatoire à Rayonnement Régional (C.R.R.). A ce titre, ses missions sont notamment d'offrir un enseignement d'excellence accessible à tous, de constituer un pôle ressource en matière de pratiques amateurs, mais aussi de proposer des formations visant à accompagner les étudiants en voie de professionnalisation vers leur futur secteur d'activité et de participer à la construction de la personnalité de l'enfant et des jeunes élèves en les formant à l'Ecole du spectateur.

Aussi, afin de se donner les moyens d'atteindre ces objectifs, il est proposé de poursuivre et de renforcer les partenariats avec les structures locales de référence comme le Théâtre du Chai du Terral à Saint Jean de Védas. C'est l'objet de cette convention qui marque la volonté de ces deux établissements de se rapprocher afin d'établir un partenariat pédagogique et artistique dont le but sera de permettre aux élèves du C.R.R. de Montpellier Agglomération de rencontrer les acteurs et les œuvres de ce lieu de spectacle vivant qu'est le Théâtre du Chai du Terral.

Cette convention précise ainsi les engagements réciproques de chacun des partenaires. Elle fixe les modalités de mise en œuvre générale des projets artistiques et pédagogiques communs, et permet notamment de définir les conditions d'utilisation du Théâtre du Chai du Terral aux élèves du C.R.R. de Montpellier Agglomération. Elle établit également le calendrier et les modalités de mise à disposition gracieuse de locaux pour le C.R.R. de Montpellier Agglomération.

D'autre part, elle met l'accent sur un fort partenariat pédagogique dont l'objectif est de permettre aux élèves du C.R.R. de Montpellier Agglomération de rencontrer les acteurs de spectacle vivant qui se produisent au Théâtre du Chai du Terral et de bénéficier de mises en situation pré-professionnelles, s'appropriant ainsi les savoir-faire des professionnels reconnus, et ce, dans le cadre de la sensibilisation à l'Ecole du spectateur et de la formation pré-professionnelle des élèves concernés.

Enfin, les deux établissements conviennent pour l'année 2015 d'actions communes pédagogiques dans l'objectif de sensibilisation et de formation du spectateur.

La convention proposée court jusqu'au terme de l'année scolaire 2014/2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de partenariat artistique et pédagogique entre le Théâtre du Chai du Terral et le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération,
- autoriser Monsieur Le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**AFFAIRE N°38 : CULTURE – CONVENTION DE PARTENARIAT PÉDAGOGIQUE ENTRE LE CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL DE MONTPELLIER AGGLOMÉRATION ET LE CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU GRAND AVIGNON - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Le Conservatoire de Montpellier Agglomération a été classé en 2007 dans la catégorie Conservatoire à Rayonnement Régional (C.R.R.) au sein du réseau national des établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique par le Ministère de la Culture et de la Communication.

De ce fait, il a pour mission, entre autres, de proposer des formations d'excellence à des étudiants en voie de professionnalisation par le biais de classes de maître et d'élargir l'aire de rayonnement pour ces formations.

Le Conservatoire du Grand Avignon compte 2 400 élèves et 150 agents. C'est un service de la Communauté d'Agglomération du Grand Avignon. Il a pour mission historique l'enseignement de la musique, de la danse et du théâtre, et s'inscrit pleinement dans l'esprit de la Charte de l'Enseignement Artistique éditée par le Ministère de la Culture en 2001. Ainsi, la diffusion, la pratique (via les cours collectifs et les partenariats), l'ouverture vers un nouveau public, la démocratisation, la transversalité et le travail en mode projet sont les grands axes qui guident son action.

Forts de leurs missions respectives, les deux conservatoires souhaitent mettre en place des actions d'échanges pédagogiques consistant en l'organisation de deux classes de maître destinées aux élèves des classes de direction d'orchestre des deux établissements et qui seront programmées dans le courant de l'année scolaire 2014-2015.

La convention précise les engagements réciproques de chacun des partenaires. Chaque conservatoire accueillera à titre gratuit les élèves et le professeur accompagnant de l'autre établissement. Les frais de déplacement et de repas des élèves seront entièrement à la charge des parents d'élèves. Les frais de déplacement du professeur accompagnant les élèves du CRR de Montpellier Agglomération seront pris en charge dans le cadre d'un ordre de mission.

La convention proposée court jusqu'au terme de l'année scolaire 2014-2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de partenariat entre le Conservatoire à Rayonnement Régional de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et le Conservatoire à Rayonnement Régional du Grand Avignon,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention susvisée ainsi que tout document découlant de cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**AFFAIRE N°39 : CULTURE – PROLONGATION DE LA DURÉE DE VALIDITÉ DU PROJET D'ÉTABLISSEMENT DU CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL - APPROBATION**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Le projet d'établissement du CRR de Montpellier Agglomération a été approuvé par une délibération du Conseil Communautaire en date du 15 décembre 2010 et rendu exécutoire le 23 décembre 2010. Il présente les choix pédagogiques, artistiques et culturels ainsi que le plan pluriannuel de réalisation pour la période 2009-2014. Ce document comporte deux volets : le premier propose une méthode d'élaboration du projet, l'autre en décrit les orientations.

Œuvrant au rayonnement de l'agglomération en assurant des rôles éducatif et culturel, le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération doit être en mesure de répondre à l'ensemble des missions de service public d'un établissement de cette catégorie en intégrant les réalités géographiques, économiques, sociologiques et artistiques de l'agglomération, du département et de la région.

C'est pourquoi, le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération doit être à la fois :

- un lieu d'enseignement spécialisé offrant un cursus musical, chorégraphique et théâtral complet allant de l'initiation jusqu'à la formation préprofessionnelle et l'enseignement supérieur,
- un centre de ressources pour l'accueil et l'accompagnement des pratiques amateurs,
- un acteur dynamique dans la mise en réseau des structures culturelles de l'Agglomération,
- un pôle pédagogique et artistique contribuant à la mise en œuvre des politiques régionales et départementales en matière d'enseignements artistiques en s'inscrivant dans leur schéma,
- un lieu d'innovation pédagogique mettant en avant la création, l'improvisation, l'invention sous toutes ses

formes, qu'elles soient musicales, chorégraphiques ou théâtrales, par le biais des résidences d'artistes, des échanges pédagogiques et artistiques (master-class, stages...),

- un lieu de démocratisation, en proposant des actions de sensibilisation et des actions éducatives en direction des publics défavorisés et en développant à ce titre un partenariat privilégié avec l'Education Nationale,
- une source de rayonnement national et international de l'Agglomération, par le développement de son pôle d'enseignement supérieur partenaire de l'Université Paul Valéry.

Pour son renouvellement, il est proposé de prolonger l'existant au plus tard jusqu'au 31 décembre 2017, soit d'une durée de trois ans. Ce texte, obligatoire au vu du classement de l'établissement comme Conservatoire à Rayonnement Régional, met en adéquation un projet pédagogique et artistique avec des moyens humains, matériels et financiers sur plusieurs années. Pour l'élaboration du futur Projet d'établissement, il est en effet nécessaire de connaître le programme précis d'implantation future du bâtiment ainsi que les possibilités de développement des enseignements et des actions de diffusion que ce bâtiment offrira. En outre, le futur projet d'établissement devra intégrer toutes les implications nouvelles liées à la Métropole et au futur pôle métropolitain ainsi qu'à la réforme territoriale en cours. Enfin, un groupe de travail sur l'enseignement musical vient de se mettre en place, réunissant l'Agglomération et une quinzaine de communes, dont les premières conclusions interviendront courant 2015. La prolongation du projet d'établissement du CRR de Montpellier Agglomération, jusqu'au 31 décembre 2017, permettra sa continuité afin de respecter les orientations décidées et validées par l'ensemble des partenaires et d'adapter les objectifs à venir en fonction des contextes territoriaux, sociaux, artistiques, pédagogiques, logistiques, humains et financiers.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la prolongation du projet d'établissement du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération jusqu'au 31 décembre 2017 ;
- autoriser Monsieur Le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

#### **AFFAIRE N°40 : CULTURE – MUSÉE FABRE - ADHÉSION À DES RÉSEAUX D'ÉCHANGES PROFESSIONNELS - APPROBATION**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Depuis quelques années, le musée Fabre adhère à des réseaux professionnels qui ont pour objectif de partager leurs bonnes pratiques et expériences avec d'autres institutions et lieux culturels.

Ces réseaux sont les suivants :

**CLIC** : Depuis 2008, le Club Innovation & Culture (CLIC FRANCE) fédère les musées, lieux de patrimoine et de sciences français les plus innovants en matière de nouveaux services numériques destinés au public.

Ce réseau est constitué de plus de 300 lieux culturels et d'une quinzaine d'entreprises qui souhaitent partager leurs bonnes pratiques et expériences et développer des projets numériques communs et innovants.

Le musée Fabre, et notamment le service multimédia, œuvrent dans différents domaines du numérique pour offrir un accès le plus large possible aux collections du musée et à la connaissance des arts.

Par une politique ambitieuse de numérisation, de modernisation de son site internet, de création d'applications spécifiques sur les collections permanentes (avec un accès aux visiteurs en situation de handicap par le biais de la **LSF** (Langue des Signes Françaises) ou sur les expositions temporaires, le musée Fabre s'inscrit dans la dynamique des grandes institutions nationales. Le CLIC est une ressource pour la mise en place des projets et un lieu d'échange, notamment par le biais du congrès annuel qui permet de découvrir les projets innovants et constitue un temps de rencontres entre professionnels du secteur.

L'adhésion annuelle s'élève à 700 euros.

**FRAME**: L'association FRAME (French Regional American Museum) créée en 1999 est une fédération de 26 musées de France et d'Amérique du Nord, dont le musée Fabre.

Ce réseau promeut l'échange culturel dans un contexte collaboratif entre musées.

FRAME encourage les partenariats entre ses musées membres afin d'organiser des expositions, de développer des programmes culturels innovants pour ses publics et de favoriser des échanges de professionnels parmi les équipes de ses musées.

A ce titre, une cotisation annuelle de 6 000 euros est sollicitée.

**ICOM** (International Council of Museums) : Organisation créée en 1946 par des professionnels des musées et pour les professionnels des musées.

Il s'agit d'un réseau unique de plus de 30 000 musées et de professionnels des musées incarnant la communauté muséale mondiale.

Sa principale mission est la mise à disposition d'experts issus de 136 pays et territoires pour répondre aux défis des musées dans le monde.

L'adhésion annuelle s'élève à 700 euros.

Les Gîtes de France Hérault – Le « Passe Campagne » : Les gîtes de France mettent à la disposition du grand public un passeport présentant certaines offres touristiques organisées en plusieurs thèmes. Edité en 18 000 exemplaires aux frais des Gîtes de France Hérault, le « Passe Campagne » est distribué dans l'ensemble des gîtes ruraux du département. Il permettra au musée Fabre de se faire connaître auprès d'un large public touristique.

La contribution annuelle est de 120 euros.

Club Business de la SAEM - Sud De France Développement : Le « Club Business » est une structure de promotion de la SAEM Sud de France Développement. Il regroupe en 2014 environ 70 adhérents parmi lesquels des hôtels, des palais et bureaux de congrès et des lieux De découverte et de loisirs comme peuvent l'être l'Aquarium Mare Nostrum ou le Planétarium Galilée dans l'agglomération. Le musée Fabre souhaite attirer ce tourisme d'affaire en intégrant le « Club Business ».

L'adhésion annuelle est de 950 euros.

Cercle Prestige – Sud de France Développement : Le « Cercle Prestige » est un club de Sud de France ouvert aux particuliers et faisant la promotion de produits touristiques haut de gamme de la région via leurs tours opérateurs. Ce club compte des hôteliers, des restaurateurs, des professionnels de l'accueil et des représentants de grands monuments de la région. De la Camargue aux Pyrénées-Orientales, des Grands Causses au littoral méditerranéen, Sud de France Développement a sélectionné une cinquantaine d'établissements haut de gamme.

En adhérant au cercle prestige, le musée Fabre intègre le réseau de structures haut de gamme visitées par les touristes ayant souscrit à l'offre touristique des tours opérateurs Sud de France.

L'adhésion annuelle est de 950 euros.

Le montant global prévisionnel des adhésions pour l'année 2015 s'élève à 9 500 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser pour l'année 2015, l'adhésion annuelle au Club Innovation et Culture, à l'Association FRAME, au Comité National Français ICOM, aux Gîtes de France Hérault, aux Club Business et Cercle Prestige de Sud de France Développement,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2015 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°41 : CULTURE – MÉDIATHÈQUE CENTRALE D'AGGLOMÉRATION EMILE ZOLA - AVENANT N°2 À LA CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES POUR L'ABONNEMENT GLOBAL AU SERVICE DE RÉFÉRENCE VIRTUEL QUESTION POINT SUPPORT DU SERVICE À DISTANCE BIBLIOSÉSAME, AVEC LA BPI- AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

BiblioSésame est un réseau national de bibliothèques publiques qui répondent ensemble aux questions de particuliers par courrier électronique. Ces questions sont d'ordre documentaire et sur tous les sujets, des plus généraux aux plus spécialisés. Les bibliothèques abonnées au réseau, plus d'une vingtaine (dont Reims, Valenciennes, Lille, Marseille, Montpellier, Troyes, Limoges, Brest Amiens, Sainte Geneviève...), mettent ainsi en commun leurs ressources et leurs compétences pour apporter des réponses de qualité, en s'appuyant sur les domaines de compétences de chaque établissement.

Ce service, réalisé sous l'autorité scientifique de la Bibliothèque Publique d'Information (Centre Georges Pompidou), est gratuit et ouvert à tous. Il est assuré par un abonnement que contracte la Bibliothèque Publique d'Information auprès d'OCLC, prestataire exclusif, au service de référence virtuel Question Point, pour le compte de l'ensemble des médiathèques et bibliothèques abonnées, en vertu d'une convention n°2011-542 constitutive d'un groupement de commande dont la signature a été autorisée par délibération n°10685 du 29 février 2012.

Par délibération n°11715 du 25 juillet 2013, le Conseil de Communauté a autorisé la signature d'un avenant n°1 à la convention susvisée, afin de prendre en compte l'augmentation du nombre des membres du groupement d'achat, ainsi qu'une légère augmentation du prix de l'abonnement au dispositif. Les deux paramètres conduisent à une augmentation annuelle d'un peu plus de 60€ H.T.

Compte tenu d'une nouvelle modification du nombre des membres du groupement d'achat, la Bibliothèque Publique d'Information propose à l'ensemble des médiathèques et bibliothèques partenaires de signer un avenant n°2 à la convention susvisée, dont l'objet est de modifier la liste des cocontractants et de modifier en conséquence le coût d'abonnement pour chacun d'entre eux au service de référence Question Point, dont le montant annuel est désormais fixé à 692,31€ H.T./an. Toutes les autres clauses de la convention restent inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la conclusion de l'avenant n°2 à la convention n°2011- 542 pour l'abonnement annuel global au service de référence virtuel Question Point support du service de réponse à distance BiblioSésame commercialisé par

OCLC, pour un montant annuel de 692,31€ H.T. ,

- dire que les crédits sont prévus au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant n°2 susvisé ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°42 : CULTURE – MUSÉE FABRE - "CITY CARD" - CONVENTION AVEC L'OFFICE DU TOURISME DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

L'Office de Tourisme de Montpellier est un des relais touristique majeur de la région. Il s'implique dans la promotion de l'agglomération de Montpellier et des équipements qui constituent le maillage culturel et touristique du territoire.

La « CITY CARD MONTPELLIER » est un outil proposé aux visiteurs afin de favoriser leur découverte de la ville par le biais de différentes prestations touristiques, culturelles et ludiques gratuites ou à tarif réduit.

Depuis 2012, le site archéologique Lattara, Musée Henri Prades de Montpellier Agglomération, est déjà membre de la City Card.

Afin d'élargir les prestations muséales de l'Office de Tourisme, il est proposé d'y intégrer le musée Fabre, structure culturelle majeure, située au cœur de Montpellier.

La convention entre l'Office de Tourisme et le musée Fabre établie dans ce cadre, a pour but de définir les engagements de part et d'autre.

L'Office de Tourisme de Montpellier s'engage à :

- \* Réaliser des opérations de promotions spécifiques mettant en avant la destination de Montpellier et les prestataires participant à l'opération « CITY CARD MONTPELLIER ».

- \* Prendre en charge la réalisation de la carte « City Card » ainsi que des documents locaux pour la promotion de cette opération.

- ü Transmettre au musée Fabre un rapport détaillé de l'activité (nombre de bénéficiaires, évolution par rapport aux années précédentes, statistiques...).

- \* Informer ses usagers que les enfants (entre 6 et 18 ans) bénéficient d'office au musée du tarif réduit et que la gratuité est accordée aux moins de 6 ans.

Le musée Fabre de Montpellier Agglomération s'engage à :

- \* Accorder le tarif réduit du musée Fabre aux détenteurs de la City Card pour les entrées individuelles (collections permanentes, expositions temporaires) et les visites guidées individuelles (collections permanentes, expositions temporaires).

- \* Appliquer l'offre « CITY CARD MONTPELLIER » toute l'année soit tous les jours d'ouverture du musée Fabre.

- \* Informer l'OTM de toute variation de tarifs d'une période à une autre.

- \* Envoyer le bilan des entrées City Card tous les trimestres.

La convention prend effet dès sa signature. Elle est valable pour une durée de trois ans.

Ce partenariat à travers l'adhésion du musée Fabre à l'opération City Card permettra d'élargir le champ des visiteurs, notamment touristes français ou étrangers, du musée. L'Office de Tourisme, quant à lui, intégrera dans ses partenaires, un acteur culturel de premier plan dont le rayonnement est national et international.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'application du tarif réduit aux détenteurs de la "City Card",
- autoriser la signature de la convention avec l'Office du Tourisme de Montpellier,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de partenariat susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°43 : CULTURE – MUSÉE FABRE - CONVENTION AVEC LE CROUS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Dans sa mission d'ouverture du musée au plus grand nombre, le musée Fabre développe une politique de médiation à destination des étudiants à travers un panel d'activités, de soirées et de dispositifs dédiés, ainsi qu'une politique tarifaire avantageuse.

Le CROUS a pour mission d'améliorer les conditions de vie des étudiants, notamment en favorisant leur accès aux structures culturelles. Le Pass'Culture (carte d'une valeur de 9€) permet aux étudiants d'accéder à une offre culturelle riche et variée à des tarifs préférentiels. Le Pass'Culture est délivré dans les points de vente « kiosques

Pass'Culture ».

Afin de développer la politique d'accueil des étudiants, il est proposé d'établir une convention de partenariat entre le CROUS et le musée Fabre permettant l'adhésion du musée à l'opération Pass'Culture. Les étudiants détenteurs de cette carte pourront accéder aux visites guidées de l'ensemble des collections du musée (collections permanentes, expositions temporaires d'été et d'hiver) à des tarifs préférentiels (5 euros).

Le principe est le suivant : l'étudiant, ayant acheté la carte Pass'Culture, peut acquérir une contremarque à 5 euros pour une visite guidée du musée Fabre. Le jour de son choix, il échange cette contremarque à l'accueil du musée contre un billet lui permettant d'accéder à une visite guidée. Les agents d'accueil du musée conservent les contremarques afin d'établir le bilan de l'opération et le paiement par le CROUS du différentiel avec le tarif normal des visites guidées.

La convention précise les engagements de part et d'autre.

Le CROUS de Montpellier s'engage à :

- \* Réserver une insertion promotionnelle du musée Fabre dans le « Bien Fait Pour Vous », parution du CROUS tirée à 12 000 exemplaires.

- \* Proposer des contremarques à 5 euros pour les visites guidées (collections permanentes, expositions temporaires d'été et d'hiver) aux étudiants détenteurs du Pass Culture

- \* Vendre les contremarques Pass'Culture exclusivement au sein des kiosques Pass'Culture.

- \* Relayer les propositions du musée Fabre, plus particulièrement les propositions à destination des étudiants (type « les nocturnes étudiantes »).

- \* Financer la réduction appliquée aux étudiants détenteurs du Pass'Culture.

- \* Régler au musée Fabre le paiement des visites guidées effectuées à hauteur du tarif guichet.

Le musée Fabre de Montpellier Agglomération s'engage à :

- \* Mentionner de façon explicite le dispositif Pass'Culture sur ses documents de communication à destination des publics étudiants.

- \* Fournir tous les éléments relatifs à sa programmation (programmes de saison, affiches, flyers, revue de presse...).

- \* Sensibiliser les médiateurs des kiosques Pass'Culture à l'ensemble de sa programmation avec de courtes visites guidées pour leur permettre d'inciter les étudiants à découvrir le musée.

- \* Collaborer avec le CROUS au développement d'opérations spécifiques de sensibilisation des étudiants.

- \* Vérifier systématiquement que l'étudiant est bien détenteur du Pass'Culture.

- \* Envoyer les contremarques au CROUS chaque trimestre afin de pouvoir établir le bilan détaillé des visites guidées. Le CROUS effectuera alors le paiement au musée Fabre.

La convention est établie pour l'année universitaire 2014 / 2015. Elle sera renouvelée par tacite reconduction pour une durée d'un an dans la limite de trois reconductions en fonction du bilan.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de partenariat avec le CROUS de Montpellier ;

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de partenariat susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°44 : SPORTS ET TRADITIONS – STADE DE LA MOSSON "MONDIAL 98" - RÉAMÉNAGEMENT DES LOGES - MARCHÉ DE TRAVAUX N°3456DS13 - AVENANT N°1 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports et Traditions, rapporte :

Monsieur J.L. Meissonnier, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Sports et Traditions, rapporte :

Après consultation et par décision D2012-49 en date du 6 juin 2012, un marché de maîtrise d'œuvre a été passé avec le cabinet d'architecture A+ pour l'étude et le suivi des travaux de réaménagement des loges du stade de la Mosson « Mondial 98 ».

Par délibération n°12074 en date du 19 décembre 2013, le Conseil de Communauté a approuvé le marché n°3456DS13, conclu avec l'entreprise DUMEZ SUD, relatif aux travaux d'aménagement des loges du stade de la Mosson pour un montant total hors taxes de 1 900 000 €.

Les travaux sur site ont été réalisés pendant la trêve estivale du Championnat de France de Football, soit entre le 12 mai et le 31 juillet 2014.

Cette opération de réhabilitation a demandé des décisions promptes d'adaptation à l'existant découvert au fur et à mesure de l'avancement des travaux, aussi les prestations du marché ont été modifiées faisant apparaître au bilan une plus-value de 46 678,33€ HT, soit 2,46% du marché initial.

Avec cette nouvelle configuration, comprenant des sièges en extérieur, les loges de la Mosson permettent de mettre en valeur le partenariat entre le club et le monde économique local et de maintenir cet équipement au niveau des grands stades français.



En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°1 au marché de travaux n°3456DS13 qui arrête le montant total de l'opération à 1 946 678,33 € H.T. ;
- dire que les crédits sont inscrits au Budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 904 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (trois votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET, Alex LARUE.

#### **AFFAIRE N°45 : SPORTS ET TRADITIONS – FONDS SPÉCIAL SPORTS - SUBVENTIONS - ATTRIBUTION**

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports et Traditions, rapporte :

Un fonds spécial d'un montant de 20 000 € a été créé au budget primitif 2014, pour soutenir des actions ponctuelles, visant la cohésion sociale ou la reconnaissance de résultats sportifs, dont l'audience participe à la promotion de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au plan national et international.

Par cette délibération la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite :

1/ soutenir l'organisation de formations qualifiantes aux métiers de la natation pour des jeunes en difficulté d'insertion professionnelle par le « Montpellier Paillade Natation ».

En complément des récentes actions de qualification au Brevet National de Sauvetage et Secourisme Aquatique, en faveur d'un public jeune en difficultés d'insertion professionnelle, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a le projet d'accueillir, en pré-formation les plus jeunes, habituellement éloignés des pratiques aquatiques, dans le cadre d'un programme de préparation physique et technique aux métiers de la natation.

Ce projet à vocation sociale, privilégiant la mixité filles et garçons, concerne une vingtaine de jeunes de 15 à 25 ans, sur la saison 2014/2015. Pour sa mise en œuvre, l'Agglomération de Montpellier s'appuiera sur le « Montpellier Paillade Natation », association bien implantée dans le quartier de la Mosson.

2/ aider l'association « Les amis du foot et du golf » dans l'organisation de la compétition « Golf Cup 2015 » qui réunira d'anciens sportifs de haut niveau de Montpellier et plusieurs invités de renom les 22 et 23 mars 2015 au domaine de Montpellier Massane.

3/ soutenir le club « Montpellier Agglomération GRS » dans l'organisation d'une manifestation en présence de l'équipe de France de GRS, dans le cadre de la préparation aux championnats du Monde.

4/ aider l'association « le club des supporters Blue Fox » afin de faciliter leur soutien au MAHB dans toutes les compétitions dans lesquelles le club est engagé et plus particulièrement dans le cadre de leur campagne européenne.

5/ soutenir l'association « Les Képis Pescalunes – Terre de Camargue » pour l'édition 2015 du calendrier « Miss et Sportifs » dans le cadre du projet caritatif de lutte contre le diabète Insulino Dépendant de type I.

Dans ce cadre il est proposé au Conseil d'attribuer les subventions suivantes :

- 2 000 € au club « Montpellier Paillade Natation » ;
- 1 000 € à l'association « Les Amis du Foot et du Golf » ;
- 1 000 € au club « Montpellier Agglomération GRS » ;
- 1 500 € à l'association « Le club des supporters Blue Fox » ;
- 900 € à l'association « Les Képis Pescalunes – Terre de Camargue » pour le projet "Miss et Sportifs du Sud".

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution de ces subventions, dont le versement est conditionné par la signature d'une convention d'attribution,
- dire que les crédits sont inscrits au budget primitif 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 924,
- autoriser Monsieur le Président à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre l'attribution d'une subvention à l'association « Les Amis du Foot et du Golf » et à l'unanimité pour le reste).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

#### **AFFAIRE N°46 : SPORTS ET TRADITIONS – PISCINE COMMUNAUTAIRE HÉRACLÈS À SAINT-BRÈS - CHANGEMENT DES STATUTS DE LA SEP COSTE ARCHITECTURES - AVENANT N°2 AU MARCHÉ DE MAÎTRISE D'ŒUVRE N°3034 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports et Traditions, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de développement d'un véritable réseau d'équipements aquatiques, la Communauté d'Agglomération poursuit son projet de construction d'une quatorzième piscine sur son territoire.

Par la délibération n°10862 en date du 24 mai 2012, le Conseil de Communauté a approuvé le programme de

réalisation de la piscine Héraclès sur la commune de Saint-Brès.

Par cette même délibération, le Conseil de Communauté a également approuvé le budget prévisionnel arrêté au stade de la programmation, ainsi que le lancement du concours de maîtrise d'œuvre.

A l'issue de ce concours de maîtrise d'œuvre et par délibération du Conseil n°11574 du 23 mai 2013, l'équipe représentée par Coste ARCHITECTURES a été désignée lauréate.

L'avant-Projet Sommaire de l'opération a permis de compléter l'aménagement du parvis et de réduire la surface utile bâtie.

L'avant-projet Définitif a ensuite entériné la mise en place d'une chaufferie bois à plaquette forestières.

Par délibération n°12430 en date du 31 juillet 2014, le Conseil de Communauté a adopté cet Avant Projet Définitif et le nouveau coût prévisionnel des travaux estimé à 7 551 000€ HT.

Ainsi, l'avenant n°1 au marché de maîtrise d'œuvre n°3034 a fixé le nouveau forfait définitif de la rémunération de la maîtrise d'œuvre à la somme de 1 040 849,47 € HT.

Aujourd'hui confronté au changement de statut de la SEP Coste Architectures, il est proposé d'acter par un avenant n°2 que le mandataire solidaire du groupement conjoint de l'équipe de maîtrise d'œuvre, la SEP Coste Architectures est remplacée par la SARL Costes Architectures Montpellier (SIRET N° 507 509 594 0010).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le changement de statut de la SEP Coste Architectures,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

#### **AFFAIRE N°47 : ENVIRONNEMENT – GESTION DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - REDEVANCE SPÉCIALE APPLICABLE AUX DÉCHETS NON MÉNAGERS ASSIMILABLES AUX DÉCHETS MÉNAGERS - CONDITIONS GÉNÉRALES DE COLLECTE ET TARIFS 2015 - APPROBATION**

M. C. MEUNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier assure le service de collecte des déchets ménagers et assimilés ainsi que leur élimination et valorisation pour ses 31 communes membres.

A ce titre, la politique de gestion des déchets, composante essentielle de l'action de l'Agglomération en faveur de l'environnement vise à :

- inciter les ménages et les professionnels à réduire les quantités et la nocivité des déchets qu'ils produisent ;
- optimiser sur l'ensemble du territoire les services rendus aux usagers dans le souci constant d'améliorer la qualité du service et de renforcer les performances du tri sélectif des déchets recyclables ;
- développer les équipements de tri et de traitement des déchets permettant une valorisation maximale en tenant compte de la complémentarité des filières existantes et à venir.

Ainsi, le service de gestion des déchets ménagers et assimilés a beaucoup évolué ces dernières années afin de répondre aux besoins des habitants, accompagner les évolutions réglementaire et relever les défis environnementaux du futur.

La loi n°92-646 du 13 juillet 1992 modifiée, codifiée à l'article L 2333-78 du Code Général des Collectivités Territoriales, rend obligatoire pour les communes ou établissements publics de coopération intercommunale qui n'ont pas institué la redevance d'enlèvement des ordures ménagères, l'instauration de la redevance spéciale pour les déchets non ménagers.

Instituée par l'article 12 de la loi n°75-633 du 15 juillet 1975 modifiée, relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux pour le financement de l'élimination des déchets non ménagers, cette redevance s'applique aux établissements producteurs de déchets non ménagers, mais assimilables à des déchets ménagers c'est-à-dire qui peuvent être collectés et traités dans le cadre du service public d'élimination des déchets dans la mesure où ils n'entraînent pas de sujétions techniques particulières eu égard à leurs caractéristiques et aux quantités produites.

Conformément à l'article L.2333-78 du Code Général des Collectivités Territoriales, la redevance spéciale doit être calculée en fonction du service rendu et notamment de la quantité de déchets éliminés.

Outre l'obligation réglementaire de l'instaurer, la redevance spéciale se justifie donc par son impact économique puisqu'elle fait contribuer les établissements publics et les entreprises au financement du service d'élimination des déchets, à hauteur de leur production de déchets, et par son impact environnemental car elle vient en appui à une démarche pédagogique visant à inciter les établissements concernés à une gestion plus écologique de leurs déchets.

Elle permet ainsi de ne pas faire supporter aux ménages le coût d'élimination des déchets non ménagers pris en charge par la collecte publique, qu'il s'agisse des déchets produits par les établissements publics, exonérés de droit de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (T.E.O.M.) ou par les établissements privés commerciaux ou artisanaux, dont les quantités de déchets présentées à la collecte sont souvent beaucoup plus importantes que celles des ménages.

La redevance spéciale a été mise en place le 1<sup>er</sup> janvier 2006 sur le territoire de l'Agglomération. Près de 400 établissements sont aujourd'hui redevables pour un peu moins de 1000 points de collecte. Elle a généré en 2013 environ 3,6 M€ de recettes. Les performances de tri des redevables sont néanmoins en retrait par rapport à celles de ménages. En effet, les volumes triés représentent 16% des volumes présentés à la collecte par les établissements concernés, alors que la performance des ménages (hors apport volontaire en déchèterie) s'établit à plus de 25%. 32% des établissements publics et 59% des sociétés privées redevables ne présentent pas de déchets recyclables à la collecte publique. Il paraît nécessaire de poursuivre un objectif d'amélioration du tri au service duquel une modulation incitative des tarifs de la redevance spéciale en faveur des déchets recyclés peut être adoptée.

Les conditions et modalités d'exécution du service d'élimination des déchets non ménagers assimilables sont établies dans les Conditions Générales de Collecte des Déchets d'Activités Economiques Assimilables aux Déchets des Ménages dont un exemplaire est remis à chaque redevable et signé par ce dernier.

Les producteurs bénéficiant du service public de collecte des déchets utilisent obligatoirement des bacs fournis par l'Agglomération. Ceux qui souhaitent sortir de la collecte publique doivent préalablement restituer ces bacs à l'Agglomération. La présentation des bacs à la collecte publique vaut acceptation tacite des conditions de collecte et de la proposition tarifaire.

Pour chaque producteur de déchets non ménagers faisant l'objet d'une collecte publique, la redevance sera fonction du volume hebdomadaire mis à disposition de l'établissement, calculé comme étant le produit du volume total des bacs recensés à l'adresse concernée par la fréquence hebdomadaire de collecte.

Un coefficient correspondant aux périodes effectives d'ouverture de l'établissement sera appliqué afin de calculer, sur l'année, le volume hebdomadaire moyen.

Reprenant les dispositions en vigueur, un seuil plancher fixé à 3000 litres par semaine sera appliqué afin de prendre en compte la prise en charge actuelle par les producteurs de déchets non ménagers d'une partie des coûts induits par l'élimination des déchets qu'ils produisent au titre du paiement de la TEOM : les établissements non exonérés de TEOM produisant moins de 3000 litres par semaine de déchets ne sont donc pas redevables et ceux produisant davantage seront facturés à partir du 3001<sup>ème</sup> litre. Ce seuil ne s'appliquera pas aux établissements publics, lesquels ne s'acquittent pas de la TEOM.

Une proposition tarifaire annuelle sera adressée à chaque redevable. Afin d'ajuster au mieux les dotations en bacs, les redevables pourront contacter le service de la redevance spéciale. Après une étude de terrain, les redevables recevront une proposition tarifaire rectificative.

Cet échange sera aussi l'occasion de sensibiliser les professionnels et administrations à une meilleure gestion des déchets.

Les tarifs pour l'année 2015 seront les suivants :

- déchets non recyclables : 0,0269 euro par litre (au lieu de 0,0264 en 2014)
- déchets recyclables secs en mélange: 0,0244 euro par litre (inchangé),
- papiers blancs : 0,0163 euro par litre (inchangé),
- bio déchets : 0,0193 euro par litre (inchangé),
- verre : 60 euros par tonne (inchangé).

Depuis 3 années, le tarif des déchets non recyclables absorbe seul la hausse constatée sur l'ensemble des services (+1.6 % en prévisionnel 2014, soit 1,9% impacté sur les seuls déchets non recyclables), ceci pour encourager au tri. Afin de rattraper le déficit de performances des redevables en matière de tri et d'inciter parallèlement à la réduction des déchets non recyclables, tout en simplifiant le dispositif, il est proposé de valider le principe d'une modulation tarifaire pour l'année 2016 comme suit :

- déchets non recyclables : 0.029 euro par litre (prix valeur 2015)
  - déchets recyclables (en mélange, bio déchets ou papiers blancs) : 0.019 euro par litre
  - verre : 60 euros par tonne
- Ces futurs tarifs n'entraîneront aucune hausse du montant de la redevance spéciale dès lors que la performance de tri atteindra au minimum 25% en terme de volumes de déchets recyclables présentés à la collecte pour les établissements publics, et entre 10 et 25% pour les établissements non exonérés de TEOM et acquittant la redevance spéciale à partir du 3001<sup>ème</sup> litre hebdomadaire (10% pour les plus petits producteurs redevables). Pour des performances supérieures, la montant de la redevance diminuera.

L'année 2015 permettra aux redevables qui n'ont pas encore atteint ces performances de tri d'adapter leur organisation et de modifier en conséquence leur dotation en bacs.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- abroger les délibérations n°6679 du 19 septembre 2005, n° 6834 du 16 décembre 2005, n°7796 du 23 juillet 2007, n°8198 du 30 avril 2008, n°9018 du 3 juillet 2009, n°9726 du 20 juillet 2010, n°10341 du 28 juillet 2011 et n°11010 du 19 juillet 2012,
- prendre acte de l'évolution du fonctionnement de la redevance spéciale auprès des producteurs de déchets non ménagers, tels que décrits ci-dessus,
- adopter les tarifs de la redevance spéciale proposés pour l'année 2015, ainsi que le principe des évolutions tarifaires pour l'année 2016,
- adopter les Conditions Générales de Collecte des Déchets d'Activités Économiques Assimilables aux Déchets des Ménages, annexées aux présentes,
- dire que les crédits correspondants seront inscrits au budget 2015 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, au chapitre 928,

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

#### **AFFAIRE N°48 : ENVIRONNEMENT – GESTION DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - PROGRAMME LOCAL DE PRÉVENTION DES DÉCHETS - CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIÈRE À L'ACHAT DE POULES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. C. MEUNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Par délibération n°12573 du 30 octobre 2014, le Conseil communautaire a autorisé la signature de la convention relative à la quatrième année du Programme local de prévention des déchets engagé avec l'ADEME.

Au titre des actions permettant de promouvoir la réduction à la source des bio déchets sur le territoire, il est proposé un soutien à l'acquisition de poules pour les foyers disposant d'un jardin pouvant les accueillir. Les poules peuvent en effet consommer des résidus de la préparation des repas, jusqu'à 150 kg de bio déchets par individu et par an. Ce nouveau dispositif s'inscrit donc en complémentarité des dispositifs existant relatifs au composteur individuel, au vermi composteur, ainsi qu'au composteur collectif. Chaque habitant est ainsi en capacité de choisir la solution qui lui convient le plus pour valoriser ses bio déchets. A défaut, et pour les déchets organiques plus délicats à valoriser chez soi (produits carnés, ...), la collecte sélective des bio déchets permet une valorisation à l'unité de méthanisation Amétyst.

L'acquisition de poules permet également d'inscrire les foyers participants dans une démarche de consommation durable en consommant les œufs produits, jusqu'à 150 par individu et par an.

Le soutien proposé consiste en une participation financière maximale de dix Euros (10€) par poule, limité à quatre poules par adresse, acquises en une seule fois et non renouvelable. Une convention particulière entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et le bénéficiaire, précisant les conditions et limites du soutien et définissant les engagements des deux parties est également proposée : la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage, outre le soutien financier, à apporter les informations nécessaires à la mise en œuvre de ce projet ; le bénéficiaire s'engage quant à lui à vérifier préalablement à sa demande que le règlement de sa zone d'habitation n'interdit pas la présence de poules sur son terrain, à conserver les poules en bon état sanitaire sur une durée minimale de deux ans et à fournir aux animaux une nourriture adaptée à partir notamment des bio déchets domestiques. Le bénéficiaire s'engage enfin à participer aux enquêtes de satisfaction prévue dans le dispositif d'évaluation de l'action.

Lorsque le bénéficiaire réside dans une commune qui souhaite prendre en charge l'accompagnement des foyers « adoptant », celui-ci sera renvoyé vers la mairie à laquelle un soutien financier équivalent sera accordé de la part de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. En contrepartie, la commune s'oblige à faire respecter aux bénéficiaires au minimum les engagements contenus dans la convention particulière et à utiliser le logo de la Communauté d'Agglomération dans toutes les communications relevant de ce dispositif d'accompagnement, ainsi qu'à rendre compte, annuellement, à l'appui de sa demande de versement de soutien financier à l'Agglomération de l'avancement de l'opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modalités de soutien financier à l'acquisition de poules au bénéfice des particuliers et des communes telles que définies ci-dessus;
- approuver la convention particulière de participation financière à l'achat de poules, telle qu'exposée ci-dessus,
- dire que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2015 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°49 : ENVIRONNEMENT – TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS - MARCHÉ N°3375GD13 DE TRAITEMENT ET VALORISATION DES REFUS DES UNITÉS DE TRAITEMENT DES DÉCHETS - MODIFICATION DU MONTANT PRÉVISIONNEL**

M. C. MEUNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Par délibération n°11886 du 24 septembre 2013, le Conseil de Communauté a autorisé la signature du contrat n°3375 pour le traitement des refus des unités de traitement des déchets de la Communauté d'Agglomération avec le groupement SMN / SITA SUD à l'issue de la procédure d'appel d'offres lancée en application des articles 33, 57 à 59 du Code des marchés Publics. Les prestations sont effectives depuis le 1<sup>er</sup> février 2014, date de l'ordre de service de démarrage.

A la suite des intempéries du 29 septembre et du 6 octobre 2014 survenues sur le territoire de l'agglomération, les travaux de l'alvéole 2 du casier 2 de l'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) de Castries, dont l'achèvement était programmé début octobre, ont été retardés de 2 mois. Les conditions d'exploitation ont dû être modifiées en conséquence conduisant à suspendre l'apport des déchets en provenance d'Amétyst.

Ces circonstances imprévues conduisent à modifier l'estimation maximum des prestations telle que mentionnée dans la délibération n° 11886 du 24 septembre 2013, estimation portée de 7 680 000 € H.T. à 8 750 000 € H.T. Ces surcoûts liés aux intempéries pour lesquelles la commune de Castries a été déclarée en état de catastrophe naturelle, font l'objet de démarches en demandes indemnitaires auprès des assurances et de l'Etat, comme l'ensemble des dommages subis par les installations propriétés de la Communauté d'Agglomération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser, compte tenu de circonstances imprévues, la modification du montant estimatif maximum du marché n°3375, porté de 7 680 000 € HT à 8 750 000 € H.T.,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2014, chapitre 928,
- autoriser, Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à prendre toute décision relative à l'exécution de ce marché et à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

### **AFFAIRE N°50 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – EAU POTABLE - PROJET AGRO-ENVIRONNEMENTAL ET CLIMATIQUE DU BASSIN DE L'OR - PRINCIPE D'ÉLABORATION D'UNE CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE SYMBO - APPROBATION**

M. R. REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

Une démarche de protection des captages d'eau potable de Garrigues Basses à Sussargues et Bérange à Saint-Geniès-des-Mourgues a été lancée pour la reconquête de la qualité des eaux brutes prélevées. Elle a permis l'établissement d'une zone appelée Aire d'Alimentation de Captage (AAC) à partir d'une analyse hydrogéologique (infiltration dans les sols et ruissellements) : cette AAC s'étend depuis la source du Bérange jusqu'aux captages.

Un programme d'actions est actuellement en cours de finalisation, afin de préserver la ressource en eau des sources de pollutions diffuses ou ponctuelles. La Communauté d'Agglomération de Montpellier et le Syndicat Mixte Garrigues et Campagne (SMGC), tous deux gestionnaires de ressources en eau sur ce territoire, portent et animent ce programme de reconquête.

Les Mesures Agro-Environnementales et Climatiques (MAEC) sont des aides européennes à l'hectare. La détermination de leur montant dépend du cahier des charges choisi et suivi par l'agriculteur volontaire pour diminuer l'impact de ses activités sur l'eau et la biodiversité. La mise en œuvre de MAEC relatives à la réduction voire la suppression de l'utilisation des herbicides, est prévue dans l'action 3 du programme d'actions de l'AAC actuellement en cours de finalisation. L'accès des agriculteurs aux aides « MAEC » nécessite toutefois l'existence d'un Projet Agro Environnemental et Climatique (PAEC) sur cette AAC.

De nouvelles règles sont établies pour l'attribution des fonds européens Feader 2014-2020. Si auparavant chaque site prioritaire (AAC, Natura 2000...) pouvait ouvrir son propre Projet Agro Environnemental (PAE) en fonction de son enjeu (eau, biodiversité), il n'est plus possible aujourd'hui de présenter plusieurs PAE distincts sur un même territoire : les différents opérateurs doivent se concerter afin de produire un projet commun multi-enjeux, avec un coordonnateur unique.

L'appel à candidature pour l'élaboration de PAEC Languedoc-Roussillon a été officiellement publié par la Région le 25 septembre 2014 pour une date de dépôt du dossier fixée au 28 novembre 2014.

Sur le bassin versant de l'Etang de l'Or, les enjeux « eau » liés aux trois AAC (dont celle de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et du Syndicat Mixte Garrigues et Campagne) et les enjeux de biodiversité (Natura 2000, Plans Nationaux d'Actions pour les espèces) se juxtaposent voire se chevauchent. Par conséquent, il est prévu de déposer un seul PAEC multi-enjeux sur ce territoire. Le Syndicat Mixte du Bassin de l'Or (SYMBO) en charge de la coordination de la gestion globale de l'eau et de la biodiversité sur ce bassin versant est proposé pour coordonner ce Projet Agro-Environnemental et Climatique, dont les actions seront animées sur le terrain par les différents opérateurs compétents notamment sur l'AAC de Sussargues et Saint-Geniès.

La mise en œuvre du programme d'actions pour la reconquête de la qualité de l'eau brute des captages d'eau potable de Sussargues et Saint-Geniès est prévue pour début 2015 : les ressources techniques du Syndicat Mixte Garrigues et Campagne et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ne sont pas à ce jour mobilisées sur ce plan d'actions. Au vu de ces délais très contraints et de l'enjeu agricole identifié, il est proposé que la Communauté d'Agglomération de Montpellier et le Syndicat Mixte Garrigues et Campagne soient représentés temporairement pour l'élaboration du dossier PAEC par le SYMBO avec pour objectif d'assurer l'accès aux aides européennes pour les agriculteurs de ce territoire sur la période 2015-2017. Une convention de partenariat sans contrepartie financière sera élaborée à cet effet.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la participation à la réponse à l'appel à candidatures émis par la Région pour élaborer un PAEC sur le bassin versant de l'Or incluant l'enjeu "Eau" sur l'aire d'alimentation des captages de Garrigues Basses à Sussargues et Bérange à Saint Génies des Mourgues,
- approuver le portage du PAEC Bassin de l'Or par le SYMBO qui en assurera la coordination et le suivi général pour la période 2015-2017,
- approuver le principe de l'élaboration d'une convention de partenariat avec le SYMBO sans contrepartie financière,

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

#### **AFFAIRE N°51 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – COMMUNE DE SAINT BRÈS - RÉALISATION DE SONDAGES EN VUE DU DÉVOIEMENT DU RÉSEAU D'EAUX USÉES RUES FONTMAGNE ET SAINT BAUZILLE - CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LA COMMUNE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. R. REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

La Commune de Saint-Brès prévoit de réaliser un enfouissement des réseaux secs et de créer un réseau d'eaux pluviales rues de Fontmagne et Saint-Bauzille. Dans le cadre de ces travaux, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été sollicitée afin de dévier les réseaux d'eaux usées et éventuellement d'eau potable, l'étroitesse des voies rendant difficile la pose de nouveaux ouvrages, notamment d'assainissement pluvial, sans revoir globalement le positionnement des réseaux existants tout en veillant au maintien de la desserte des habitations riveraines.

Afin de préciser la nature des travaux, des investigations sont à mener pour repérer l'emplacement des réseaux existants, leurs profondeurs, l'encombrement du sous-sol et les différents croisements. Elles nécessiteraient la réalisation de :

- 2 sondages rue Fontmagne,
- 2 sondages rue St Bauzille.

En raison de l'intérêt commun de ces investigations, et dans un souci d'optimisation des coûts et des conditions de réalisation, il est proposé de les réaliser dans le cadre d'un groupement de commande entre la Commune de Saint-Brès et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier selon les dispositions de l'article 8 du Code des Marchés Publics.

Un projet de convention constitutive de groupement de commandes a été élaboré à cet effet. La Communauté d'Agglomération de Montpellier sera désignée coordonnateur du groupement. Elle sera chargée de préparer la commande sur la base et conformément aux besoins strictement définis par chacun des membres de suivre la réalisation des sondages et fournir les résultats aux maîtres d'œuvre respectifs.

La convention fixe également les principes de répartition des coûts de travaux supportés à parts égales entre les deux collectivités.

Le montant des sondages s'élevant à 8 940,00 € T.T.C., la dépense à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier serait de 4 470,00 € T.T.C.

Elle serait financée par le budget annexe de l'assainissement, le dévoiement du réseau d'eau potable conservant un caractère incertain.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de groupement de commandes entre la Commune de Saint-Brès et la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour la réalisation des sondages rues Fontmagne et Saint Bauzille, d'un montant de 4 470 € T.T.C. à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- dire que les crédits sont inscrits au budget annexe de l'assainissement, chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de groupement de commandes ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°52 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – COMMUNE DE SAINT-DRÉZÉRY - ZAC LES MAZES - PROGRAMME DES ÉQUIPEMENTS PUBLICS - APPROBATION**

M. R. REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

Dans le respect de l'obligation réglementaire de l'article R. 311-7 du Code de l'urbanisme, la Commune de Saint-Drézéry a demandé à la Communauté d'Agglomération de Montpellier son accord préalable sur :

- le principe de réalisation des équipements publics d'assainissement des eaux usées envisagés dans le cadre du

programme de la ZAC Les Mazes,

- les modalités d'incorporation de ces équipements dans son patrimoine,

- le principe de leur financement,

- la participation financière de la ZAC aux travaux nécessaires à sa desserte.

Cette opération de ZAC s'inscrit dans le développement urbain du village au niveau du lieu-dit « Les Mazes » conformément aux recommandations du SCOT et suivant les objectifs du PLH. Ce site doit permettre à terme d'accueillir 130 logements environ.

Les équipements publics seront réalisés dans le cadre d'une concession publique d'aménagement confiée par la commune à la SAS Saint-Drézéry Aménagement.

La collecte des effluents de la ZAC sera assurée par un réseau séparatif, conformément au dossier.

Les équipements d'assainissement des eaux usées seront remis à la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'occasion des opérations de réception et de remise d'ouvrages en présence des représentants de la Communauté d'Agglomération et de l'aménageur titulaire de la convention publique d'aménagement.

Aucune participation spécifique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au financement de ces équipements publics n'est prévue, l'ensemble des coûts relatifs à la création des réseaux d'eaux usées internes à la ZAC étant pris en charge par cette dernière.

### **Collecte :**

Des travaux de raccordement de l'opération sur le réseau public d'assainissement sont nécessaires sous domaine public. Ces travaux de pose d'une canalisation gravitaire sur environ 600m seront effectués sous la maîtrise d'ouvrage de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Le coût estimatif de ces travaux est évalué à 500 000 € H.T. y compris frais d'étude et aléas.

Les ouvrages à créer permettront à terme de desservir également des habitations existantes représentant environ 160 logements. Les dépenses nécessaires aux besoins générés par la ZAC peuvent être estimées proportionnellement au nombre de logements desservis par la nouvelle canalisation et situés dans la ZAC, soit 45 %. Il est donc proposé d'inscrire une participation de la ZAC aux travaux de raccordement au réseau public d'assainissement à hauteur de 225 000 € H.T.

### **Traitement :**

Le traitement des eaux usées de l'opération sera assuré par la station d'épuration communale de Saint-Drézéry, mise en service en 2008.

En application de la délibération n°8641 en date du 15 janvier 2009, une participation au financement de la station d'épuration est demandée à l'aménageur à hauteur de 1056 € par logement, soit une participation de 143 871 €, valeur janvier 2014, pour 130 logements.

Le total des participations demandé pour l'assainissement des eaux usées de la ZAC est ainsi évalué à 368 871 €. Ce montant, pour la part relevant du raccordement à réaliser sous domaine public, est estimatif et sera ajusté en fonction du coût réel des travaux, hors subventions éventuelles.

Un projet de convention, à intervenir entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la commune et l'aménageur précise les conditions de reversement à la Communauté d'Agglomération de Montpellier des participations financières pour les ouvrages d'assainissement ainsi que les modalités de réception des réseaux d'eaux usées construits dans la ZAC.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe de réalisation du programme des équipements publics d'eaux usées prévus pour la ZAC Les Mazes à Saint-Drézéry,
- approuver les modalités d'incorporation au patrimoine de la Communauté d'Agglomération de Montpellier des réseaux qui seront réalisés,
- approuver les montants de participation de la ZAC aux travaux nécessaires à sa desserte, soit 368 871 € H.T. pour l'assainissement des eaux usées,
- approuver le projet de convention à intervenir entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la commune et l'aménageur,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire et en particulier la convention à intervenir avec l'aménageur.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

### **AFFAIRE N°53 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – STATION D'ÉPURATION MAERA - SUIVI DU MILIEU NATUREL RELATIF AU REJET EN MER - LOT N°2 - AVENANT N°2 AU MARCHÉ N°2233 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. R. REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

L'arrêté préfectoral n°2005-01-1907 du 29 juillet 2005 autorisant la construction et l'exploitation de la station d'épuration MAERA sur la Commune de Lattes fixe les conditions de suivi de l'état qualitatif du milieu naturel. Pour la réalisation de ce suivi, le Conseil de Communauté a autorisé par délibération n°9312 du 23 décembre 2009

la signature du marché n°2233. Ce marché d'une durée de 4 ans, comprend deux lots : le premier porte sur le suivi du Lez, le second sur le suivi du rejet en mer.

Ce dernier a été attribué à la société CREOCEAN pour un montant total initial de 572 118 € H.T. Ce montant a été modifié par avenant n°1 et porté à 580 828 € H.T., pour tenir compte de l'évolution de la méthodologie de suivi d'espèces particulières.

Depuis, afin de proposer une communication grand public autour des conditions de suivi du rejet en mer et des très bons résultats obtenus, il a été demandé à CREOCEAN de réaliser dans le cadre de ce marché une présentation synthétique et pédagogique, sans conception ni création graphique. Le coût lié à cette prestation est de 5 237,01 € H.T., soit 6 284,41 € T.T.C.

Cette prestation nouvelle et supplémentaire fait l'objet d'un projet d'avenant n°2 qu'il est proposé d'approuver.

Le montant total du lot n°2, s'élèverait ainsi à 586 065,01 € HT, soit 703 278,01 € TTC, représentant une augmentation du montant initial de 2,4%.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de l'avenant n°2 au marché n°2233 lot n°2 du suivi du milieu marin relatif au rejet en mer de la station d'épuration MAERA, attribué à la société CREOCEAN, portant le montant total du marché à 586 065,01 € H.T. soit 703 278,01 € T.T.C.,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget annexe de l'assainissement, au chapitre 011,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant susvisé ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

#### **AFFAIRE N°54 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF - TARIF NON DOMESTIQUE - APPROBATION**

M. R. REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

Le décret 2000-237, modifié par le décret 2007-1339, a réformé la facturation des services d'eau et d'assainissement.

Transposé à l'article R.2224-19-6 du Code Général des Collectivités Territoriales, il prévoit l'application d'un tarif spécifique aux usagers non domestiques qui doit être établi :

- en fonction de paramètres spécifiques au rejet prenant en compte notamment l'importance, la nature, les caractéristiques du déversement, et la quantité d'eau rejetée,
- sur la base du tarif ordinaire appliqué à tous les usagers du service d'assainissement, éventuellement corrigé à l'aide de coefficients tenant compte « du degré de pollution et de la nature du déversement ainsi que de l'impact réel de ce dernier sur le service d'assainissement ».

La mise en œuvre de ce dispositif réglementaire vient accompagner la politique de l'assainissement en faveur de la reconquête des milieux naturels en incitant à la réduction des pollutions à la source. C'est pourquoi, par la délibération n°8758 du 23 mars 2009, le Conseil Communautaire a adopté des modalités d'application du tarif non domestique sur son territoire. La redevance est ainsi applicable à tout établissement détenteur d'un arrêté d'autorisation de déversement. L'assiette de facturation retenue est le volume rejeté. Un coefficient correctif de pollution prend en compte les valeurs mesurées au droit du rejet des principales substances polluantes connues.

Depuis lors, 350 établissements ont été identifiés comme susceptibles de rejeter des effluents non domestiques. Les activités concernées sont diverses : activités industrielles du type menuiserie industrielle, carrosserie, blanchisserie, activités hospitalières, laboratoires, piscines publiques, chaufferies collectives, etc. Toutefois, seuls 40 établissements bénéficient à ce jour d'un arrêté d'autorisation de rejet.

En effet, les études préalables menées systématiquement avec chaque nouvel établissement susceptible d'être concerné révèlent régulièrement des difficultés de mise en œuvre des modalités retenues : les valeurs mesurées de certains paramètres qui entrent dans le calcul du coefficient de pollution retenu engendrent un montant de la redevance non domestique difficilement soutenables économiquement, ou des disparités entre établissements difficiles à justifier. Ces difficultés constituent un réel frein à la poursuite de la politique de réduction des pollutions à la source souhaitée initialement.

C'est pourquoi, il est proposé de faire évoluer les modalités d'application du tarif non domestique. Il s'agit de limiter et d'encadrer la valeur du coefficient de pollution, de manière à réduire les disparités, rendre plus soutenable économiquement la redevance non domestique tout en maintenant son caractère incitatif selon le principe du pollueur-payeur, et ainsi d'accélérer le processus d'élaboration des arrêtés d'autorisation de rejet délivrés par notre Collectivité.

La **Redevance Rejets Non Domestiques (RRND)** qui sera demandée est calculée en multipliant le volume rejeté (**Vr**), par le tarif non domestique (**Tnd**), calculé pour chaque établissement, directement en fonction de la nature des effluents rejetés.



$$RRND = Tnd * Vr$$

Le coefficient de pollution **C<sub>p</sub>** est calculé sur la base de paramètres caractérisant la pollution domestique type, définis à partir des données de l'Agence de l'Eau, dont les valeurs de références considérées sont celles retenues par l'arrêté d'exploitation de la station d'épuration Maera :

$$C_p = (0,20(DCO_i/DCO_d) + 0,20*(DBO_i/DBO_d) + 0,15*(MES_i/MES_d) + 0,15*(NTK_i/NTK_d) + 0,15*(Pt_i/Pt_d) + 0,1*(Metoxi/Metoxd) + 0,025*(Paramètre optionnel/Paramètre) + 0,025*(Paramètre optionnel/Paramètre)$$

Les valeurs d'indice *i* caractérisent l'effluent de l'industriel et les valeurs d'indice *d* caractérisent l'effluent domestique type tel que défini précédemment.

- o Demande Chimique en Oxygène :  $DCO_d = 675 \text{ mg/l}$
- o Demande Biochimique en Oxygène :  $DBO_{5d} = 300 \text{ mg/l}$
- o Matières En Suspension :  $MES_d = 350 \text{ mg/l}$
- o Phosphore total :  $Pt_d = 10 \text{ mg/l}$
- o Azote Total Kjeldahl :  $NTK_d = 60 \text{ mg/l}$
- o Métaux Toxiques :  $METOX_d = 1,15 \text{ mg/l}$

Les paramètres optionnels, au nombre de 0, 1 ou 2, seront pris en compte dans le calcul de la pollution générée en fonction de risques spécifiques identifiés par la caractérisation de l'effluent rejeté. Ils doivent permettre de sensibiliser l'établissement à l'amélioration de la qualité de ses rejets.

Les paramètres optionnels à retenir sont choisis dans des listes établies par nature de risques induits, et hiérarchisés comme suit :

- le risque pour le personnel d'exploitation intervenant sur les ouvrages de transport et de traitement accueillant les rejets non domestiques,
- le risque environnemental lié à la qualité du milieu naturel en aval du système d'assainissement,
- le risque de dégradation des installations et/ou des équipements de transport et de traitement,
- le risque de contamination des boues issues du traitement de ces effluents.

Un coefficient majorateur **M**, fonction du rapport  $DCO/DBO_5$  est ensuite appliqué au coefficient **C<sub>p</sub>**. Ce rapport caractérise le degré de biodégradabilité des effluents et est représentatif de la présence de substances chimiques toxiques. Des valeurs fortes de ce rapport correspondent ainsi à des effluents dont la collecte et le traitement peuvent générer des dysfonctionnements ou des risques pour le personnel, ainsi que des surcoûts d'exploitation.

Au-delà d'une valeur de 2.5, l'effluent n'est plus considéré comme biodégradable.

Les valeurs du coefficient **M** proposées sont les suivantes :

- |   |                |
|---|----------------|
| o Rapport $DCO/DBO \geq 2,5$                | <b>M = 1</b>   |
| o si $2,5 < \text{Rapport } DCO/DBO \leq 5$ | <b>M = 1,2</b> |
| o si Rapport $DCO/DBO > 5$                  | <b>M = 1,5</b> |

Le prix **T<sub>nd</sub>** du mètre cube d'effluent rejeté, est enfin calculé par application d'une formule qui fait croître de façon non linéaire le tarif du mètre cube rejeté avec la pollution associée, suivant la formule :

$$Tnd = 0,063(Cp*M)^2 - 0,063(Cp*M) + T_d$$

ou :

- **C<sub>p</sub>** : coefficient de pollution
- **M** : coefficient majorateur

Afin de rendre la tarification soutenable économiquement, il est proposé d'encadrer le calcul du montant de la redevance comme suit :

- coefficient de pollution nécessairement compris entre 1 et 10
- tarif non domestique plafonné à une valeur maximale valant cinq fois le tarif domestique :  $T_d \leq T_{RND} \leq 5 \times T_d$

Tous les calculs intermédiaires intervenant dans la détermination du montant de la redevance seront effectués en conservant 4 chiffres significatifs après la virgule, le résultat final étant exprimé en euros et centimes d'euro.

Ces dispositions tarifaires s'appliqueront à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 à tout établissement générant des effluents non domestiques, tel que défini au règlement du service et faisant l'objet d'un arrêté d'autorisation fixant notamment les modalités de mesure du volume et de la pollution rejetés au réseau public d'assainissement.

Tout établissement détenteur d'un arrêté d'autorisation à la date des présentes sera informé officiellement de ces nouvelles dispositions.

Il est rappelé que les droits et les devoirs des établissements rejetant des effluents autres que domestiques, y compris les sanctions et les pénalités pour non respect des procédures afférentes, sont précisés dans le Règlement du service public de l'assainissement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Par ailleurs, dans le cas de déversement de substances dangereuses ou interdites, les arrêtés d'autorisation de rejet prévoient que l'établissement dispose de 8 jours pour se mettre en conformité. Au-delà de ce délai, si les analyses ne montrent pas d'amélioration, la Communauté d'Agglomération de Montpellier se réserve le droit de fermer le branchement au réseau d'assainissement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modalités d'application sur le périmètre de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du nouveau tarif non domestique du service public d'assainissement collectif à compter du 1er janvier 2015,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

## **AFFAIRE N°55 : HORS COMMISSION – MARCHÉS N°3587CO14 DE COMMUNICATION DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - LOTS N°2, 3, 4 ET 5 - AUTORISATION DE SIGNER LES MARCHÉS**

M. A. EL KANDOUSSI, Conseiller Communautaire Conseiller délégué à la Communication, rapporte :

Parmi les plus dynamiques de France, la Communauté d'Agglomération de Montpellier développe une politique de communication ambitieuse afin de constituer d'une part, une culture d'agglomération auprès de ses concitoyens basée sur l'action quotidienne de la collectivité, et d'autre part, la promotion du territoire au niveau national et international.

Aujourd'hui la communication doit accompagner les nouvelles ambitions de la Communauté d'Agglomération, tant dans sa mission de service public de proximité à destination des usagers que dans son nécessaire positionnement de territoire attractif en concurrence directe au national et à l'international.

L'évolution du statut de l'agglomération en métropole et la constitution d'un pôle métropolitain autour de la ville centre Montpellier sont les enjeux de demain que devra relever la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour garder une place primordiale dans le paysage des collectivités du sud de la France.

Dans les prochains mois et les prochaines années, la communication s'appuiera sur l'ensemble des compétences transférées et des grands équipements qui modulent le territoire constituant des atouts supplémentaires dans la politique de promotion et de valorisation de l'intercommunalité.

Ses principaux axes de communication sont :

- la lisibilité de l'action quotidienne de la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans tous ses domaines d'intervention,
  - l'information des citoyens d'une part, sur les compétences de Montpellier Agglomération, et plus particulièrement les nouvelles compétences transférées,
  - la valorisation des réalisations et des projets,
  - la politique de proximité mise en avant par les élus avec notamment la carte Pass'Agglo et ses actualités,
  - l'attractivité et la promotion du territoire au niveau national et international et ce dans un contexte de concurrence exacerbée entre métropoles.
- le développement d'une communication citoyenne et interactive.

La communication, dans ses messages, comme dans ses outils, doit porter et véhiculer l'image de la collectivité, notamment en matière de développement économique avec la candidature au label French Tech.

Compte tenu de l'achèvement des précédents marchés de communication et de manière à pérenniser les actions de communication déjà entreprises et à développer les axes ci-dessus mentionnés, il a été décidé de lancer une procédure pour un marché de communication décomposé en 5 lots :

### Lot n°1 - Communication institutionnelle

Conseil stratégique, création et réalisation graphique de visuels, accompagnement de la collectivité sur la communication générale.

Ce lot a été déclaré sans suite du fait de la redéfinition du besoin en cours de procédure.

### Lot n°2 - Communication événementielle

Accompagnement, création - réalisation de visuels pour tous les événements/manifestations où la collectivité est présente.

### Lot n°3- Exécution graphique des supports de communication

Prestations de mise au format, de mise en page.

### Lot n°4 - Captation, réalisation, production et diffusion vidéo

Captation, réalisation, production de vidéos : prestations vidéos pour les besoins de la collectivité en terme de reportages, de clip et de retransmission des conseils d'agglomération en streaming.

### Lot n°5 - Prestations de webmastoring et de conseil webmarketing

Prestations de conseil en stratégie digitale, de community management

Il s'agit de marchés à bons de commande, sans montants minimum et maximum, prévu pour une durée allant du

1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2015, avec possibilité de reconduction expresse par la personne publique, sauf renonciation du titulaire deux fois par période d'un an.

Après analyse, la Commission d'Appel d'Offres, réunie en séance le 18 novembre 2014 a retenu :

- la société WONDERFUL, située à Castelnau le Lez, comme titulaire du lot n°2, sur la base d'un Détail Quantitatif et Estimatif (DQE) d'un montant de 439 500€,
- la société LES DISSIDENTS, située à Montpellier, comme titulaire du lot n°3, sur la base d'un Détail Quantitatif et Estimatif (DQE) d'un montant de 68 400€,
- la société 7LTV MEDIAS DU SUD, située à Castelnau le Lez, comme titulaire du lot n°4, sur la base d'un Détail Quantitatif et Estimatif (DQE) d'un montant de 112 000€,
- la société 43 DEGRES, située à Montpellier, comme titulaire du lot n°5, sur la base d'un Détail Quantitatif et Estimatif (DQE) d'un montant de 44 900€.

Il est rappelé que les DQE constituent uniquement un cadre établi pour l'analyse des offres n'ayant pas de valeur contractuelle ; la Communauté d'Agglomération de Montpellier pouvant passer commande dans la limite des crédits alloués au budget.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion des marchés de communication n°3587CO14 lots n° 2, 3, 4 et 5 avec les entreprises ci-dessus mentionnées,
- dire que les crédits relatifs à cette affaire sont inscrits au budget 2015 de la Communauté d'Agglomération, chapitres 920, 923, 924, 928, 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à signer les marchés susmentionnés ainsi que tout document relatif à ces affaires.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre l'attribution du lot n°2 à la société « WONDERFUL » et à l'unanimité pour le reste des lots.

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

#### **AFFAIRE N°56 : HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - SOCIÉTÉ ANONYME D'ECONOMIE MIXTE LOCALE MONTPELLIER EVENTS - REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - DÉSIGNATION**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

La société MONTPELLIER EVENTS a pour objet la gestion, l'exploitation, et l'animation de tous services publics et équipements publics ou privés ainsi que toutes activités de nature privée à vocation de spectacles, congrès, salons, expositions touristiques ou culturelles. Elle a en charge le développement de ces activités sur les équipements du Corum-Palais des congrès-Opéra, du Zénith Sud, du Parc des expositions et de la Park&Suites Arena. Les quatre sites, dédiés au tourisme d'affaires et culturel sur l'Agglomération de Montpellier, affichent une forte ambition sous l'emblème d'une marque commune « Montpellier Events».

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est actionnaire principal de la SAEML MONTPELLIER EVENTS au capital de 35 368 881 euros composé de 216 987 actions. Elle détient 37,05% du capital, soit 80 393 actions et occupe 6 postes sur 18 au Conseil d'administration de la société.

Par délibération n°12 217 en date du 22 avril 2014, le Conseil de Communauté a procédé à la désignation de ses 6 représentants dont un au sein de l'Assemblée générale, conformément à l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales et aux statuts de la SAEML Montpellier Events.

Il convient aujourd'hui de désigner un nouveau représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein du Conseil d'administration de la SAEML en remplacement de M. Pascal KRZYZANSKI.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider à l'unanimité, en vertu de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, de ne pas procéder à la désignation du représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au Conseil d'Administration de la Société Anonyme d'Économie Mixte Locale MONTPELLIER EVENTS au scrutin secret mais à main-levée.
- désigner le représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein du Conseil d'Administration de la société et l'autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.